



Études économiques de l'OCDE MALAISIE

JUILLET 2019 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Malaisie 2019 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2020), *Études économiques de l'OCDE : Malaisie 2019 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e544ad44-fr>.

ISBN 978-92-64-55640-9 (pdf)

Études économiques de l'OCDE

ISSN 0304-3363 (imprimé)

ISSN 1684-3428 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © Zhukova Valentyna/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2020

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Table of Contents

Résumé	7
Principaux éclairages sur l'action publique.....	15
L'économie de la Malaisie réalise de très bons résultats, mais des difficultés persistent sur le plan social et en matière de gouvernance.....	15
De nouvelles priorités dans les réformes structurelles à mener	16
Niveaux de bien-être actuel en Malaisie	23
Assurer la capacité de résilience pour maintenir la dynamique de croissance.....	26
L'action publique en matière de politique monétaire et de système financier soutient la capacité de résilience.....	30
Les ménages modestes sont relativement vulnérables à la hausse du coût de la vie.....	33
Accorder une importance prioritaire à la viabilité des finances publiques	35
Élargir la base d'imposition et la rendre plus cohérente afin de favoriser l'inclusion	37
Regrouper les dépenses pour renforcer la protection sociale	41
Améliorer les marchés publics pour maximiser l'efficacité des dépenses.....	45
Améliorer la transparence de la procédure budgétaire	46
La gestion des risques liés aux éléments de passif éventuels doit être renforcée.....	47
Il faut que le cadre d'action relatif aux partenariats public-privé (PPP) soit plus transparent.....	49
Il est essentiel de renforcer la gestion de la dette publique pour la viabilité budgétaire	51
Il est essentiel de garantir l'intégrité du secteur public pour l'efficacité du système budgétaire ..	53
Stimuler la croissance et la productivité	56
Renforcer le cadre d'action en faveur de la viabilité écologique et de la croissance verte.....	62
Références.....	66
Annex 1.A. Principales recommandations figurant dans la première Évaluation économique de la Malaisie (novembre 2016)	70

Tableaux

Tableau 1. Quelques objectifs et indicateurs.....	20
Tableau 2. Indicateurs et prévisions macroéconomiques	28
Tableau 3. Chocs susceptibles d'affecter l'économie malaisienne	30
Tableau 4. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la politique budgétaire	37
Tableau 5. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la promotion d'une croissance inclusive.....	45
Tableau 6. Des mesures supplémentaires pourraient être prises pour améliorer la transparence budgétaire	46
Table 7. Estimation de l'impact sur le budget de certaines recommandations de cette <i>Étude</i>	55
Tableau 8. Recommandations antérieures de l'OCDE sur la promotion de la productivité.....	62
Tableau 9. Recommandation antérieure de l'OCDE concernant la croissance verte	64

Graphiques

Graphique 1. Le PIB par habitant se rapproche de la moyenne de l'OCDE, mais il faudrait accélérer le rythme de convergence	15
--	----

Graphique 2. Il fait bon vivre en Malaisie, mais des progrès sont néanmoins nécessaires dans plusieurs domaines	24
Graphique 3. L'amélioration des niveaux de bien-être marque le pas	25
Graphique 4. Évolution récente des conditions macroéconomiques	29
Graphique 5. La croissance de la Malaisie est fortement tributaire des échanges extérieurs	30
Graphique 6. La situation monétaire et financière a été stable dans l'ensemble	32
Graphique 7. L'inflation n'a pas le même impact selon les catégories de revenu	33
Graphique 8. Diminution de la part de l'emploi rémunéré et de l'emploi indépendant dans le revenu des ménages	34
Graphique 9. Les inégalités sont en recul en Malaisie mais son système d'impôts et de transferts a peu d'effet sur la distribution des revenus	34
Graphique 10. Le déficit budgétaire s'est creusé	36
Graphique 11. Les recettes fiscales de la Malaisie sont faibles	38
Graphique 12. La part des recettes non fiscales devrait augmenter, et le ratio recettes totales/PIB diminue	40
Graphique 13. Les impôts directs occupent une place importante dans la structure fiscale de la Malaisie	41
Graphique 14. Il est possible d'augmenter sensiblement les dépenses sociales publiques	42
Graphique 15. Les Malaisiens peuvent s'attendre à une retraite longue	42
Graphique 16. Les dépenses de santé augmentent rapidement	43
Graphique 17. La dette garantie par l'État a augmenté	47
Graphique 18. Le stock de capital représenté par les projets reposant sur des PPP est important en Malaisie	50
Graphique 19. La Malaisie peut améliorer la préparation des contrats de PPP, leur passation et leur gestion	51
Graphique 20. La dette de l'administration fédérale reste inférieure au plafond défini	52
Graphique 21. Scénarios d'évolution de la dette de l'administration fédérale	53
Graphique 22. La Malaisie doit redoubler d'efforts pour combattre la corruption	54
Graphique 23. La contribution de la qualité de main-d'œuvre à la croissance économique est faible	56
Graphique 24. La productivité du travail reste inférieure à celle des pays avancés	57
Graphique 25. Il est possible de libéraliser encore davantage la réglementation des services en Malaisie	60
Graphique 26. Restrictions à la circulation des personnes (IRES), par type de services professionnels	61
Graphique 27. La trajectoire de développement économique doit être décarbonée	65

Encadrés

Encadré 1. Développement socio-économique de la Malaisie	16
Encadré 2. Les réformes structurelles prioritaires du gouvernement	18
Encadré 3. L'offensive de la Malaisie en faveur de la gouvernance, de l'intégrité et de la lutte contre la corruption	21
Encadré 4. Estimation de l'impact sur les finances publiques de certaines recommandations formulées dans cette <i>Étude</i>	55

STATISTIQUES DE BASE DE LA MALAISIE, 2018*
(Les chiffres entre parenthèses indiquent la moyenne de l'OCDE)**

PAYS, POPULATION ET CYCLE ÉLECTORAL

Population (million, 2017)	32.4		Densité de la population par km ² (OCDE : 2017)	98.0	(37.7)
Moins de 15 ans (% , 2017)	23.8	(17.9)	Espérance de vie (années, 2016)	75.3	(80.3)
Plus de 65 ans (% , 2017)	6.5	(16.8)	Hommes (2016)	73.2	(77.7)
Stock de migrations internationales (% , 2015)	8.3	(10.0)	Femmes (2016)	77.7	(83.0)
Croissance moyenne des 5 dernières années (%)	1.4	(0.6)	Dernière élection générale	mai 2018	

ÉCONOMIE

Produit intérieur brut (PIB)			Part dans la valeur ajoutée (% , OCDE : 2017)		
En prix courants (milliards USD)	358		Secteur primaire	7.6	(2.5)
En prix courants (milliards MYR)	1 447		Industrie y compris construction	36.1	(27.1)
Croissance réelle moyenne des 5 dernières années (%)	5.2	(2.3)	Services	56.2	(70.4)
Par habitant (milliers USD PPA, 2017)	26.8	(38.8)			

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

En pourcentage du PIB

Dépenses (OCDE : 2017)	20.1	(41.0)	Dette financière brute (OCDE : 2017)	51.2	(112.4)
Recettes (OCDE : 2017)	16.3	(38.8)			

COMPTE DES OPÉRATIONS EXTÉRIURES

Taux de change (MYR par USD)	4.03		Principales exportations (% du total des exportations de marchandises)		
Taux de change PPA (USA = 1)	1.42		Machines et matériel de transport	44.0	
En pourcentage du PIB			Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	15.6	
Exportations de biens et services (OCDE : 2017)	69.7	(56.1)	Articles manufacturés divers	11.2	
Importations de biens et services (OCDE : 2017)	62.6	(52.0)	Principales importations (% du total des importations de marchandises)		
Solde de la balance courante (OCDE : 2017)	2.3	(0.3)	Machines et matériel de transport	43.3	
Position d'investissements internationaux nette	-5.4		Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	14.4	
			Produits manufacturés	11.7	

MARCHÉ DU TRAVAIL, QUALIFICATIONS ET INNOVATION

Taux d'emploi (15 ans et plus, %, 2017)***	65.4	(68.4)	Taux de chômage, enquête sur la population active (15 ans et plus, % ,)***	3.3	(5.8)
Hommes (OCDE : 2017)***	77.7	(76.0)	Chômage des jeunes (15 à 24 ans, %)	10.9	(11.9)
Femmes (OCDE : 2017)***	52.9	(60.9)	Chômage de longue durée (1 an et plus, %, 2016, OCDE : 2017)	0.2	(1.7)
Taux d'activité des 15-64 ans (% , OCDE : 2017)	68.3	(72.1)	Niveau d'instruction supérieure des 25-64 ans (% , 2016, OCDE : 2017)***	18.8	(36.9)
Nombre moyen d'heures travaillées par semaine (OCDE : 2017)	45.0	(38)	Dépenses intérieures brutes en R-D (% du PIB, 2015, OCDE : 2016)	1.3	(2.5)

ENVIRONNEMENT

Offre d'énergie primaire par habitant (tep, 2016, OCDE : 2017)	2.9	(4.1)	Émissions de CO ₂ par habitant dues à la combustion d'énergie (tonnes, 2016)	6.9	(9.0)
Énergies renouvelables (% , 2016, OCDE : 2017)	4.2	(10.2)	Exposition à la pollution de l'air (plus de 10 µg/m ³ de PM _{2.5} , % de la population., 2017)	90.7	(58.7)

SOCIÉTÉ

Inégalité de revenus (coefficient de Gini, 2016)	0.399	(0.313)	Résultats de l'éducation (score PISA, 2012)		
Dépenses publiques et privées (% du PIB)			Compréhension de l'écrit	398	(496)
Soins de santé (2016)	3.8	(12.6)	Mathématiques	421	(494)
Éducation (publique, 2016)	4.6	(4.5)	Sciences	420	(501)
			Part des femmes au parlement (%)	13.9	(29.7)

* L'année est indiquée entre parenthèses si elle diffère de l'année mentionnée dans le titre du tableau.

** Lorsque l'agrégat OCDE n'existe pas dans la base de données d'origine, une moyenne simple des dernières données disponibles a été calculée si des données existent pour au moins 80 % des pays membres.

*** Pour la Malaisie, il s'agit des personnes âgées de 15 à 64 ans.

**** Pour la Malaisie, il s'agit des personnes de 25 ans et plus.

Source : Calculs fondés sur les données tirées des organisations suivantes : Département des statistiques de Malaisie, Agence internationale de l'énergie, Organisation internationale du travail, Banque mondiale.

Résumé

Améliorer la qualité de la croissance

L'économie de la Malaisie se porte bien, mais il faut s'atteler aux difficultés qui subsistent en matière sociale et dans le domaine de la gouvernance. Le gouvernement a fait de la croissance inclusive et de l'amélioration de la confiance dans les institutions publiques une priorité. Pour progresser vers la réalisation de l'objectif consistant à faire de la Malaisie un pays à haut revenu d'ici 2024, il faudra aussi mettre l'accent sur la hausse de la productivité et mener des réformes structurelles pour monter en gamme dans la chaîne de valeur et améliorer les compétences. Ces questions sont conformes aux priorités des pouvoirs publics.

Pour renforcer la lutte contre la corruption, le gouvernement a lancé en janvier 2019 un Plan national anticorruption 2019-2023 qui contient des mesures destinées à favoriser la transparence et la reddition de comptes à tous les niveaux, à renforcer l'efficacité de la prestation des services publics ainsi qu'à promouvoir l'intégrité dans les affaires.

La croissance devrait se modérer à moyen terme, principalement sous l'effet du ralentissement des échanges mondiaux. La consommation privée restera le principal moteur de la croissance, grâce à la stabilité de l'emploi et aux mesures prises par le gouvernement pour aider les familles à faible revenu. Les risques qui entourent ces prévisions vont essentiellement dans le sens d'une révision à la baisse. L'augmentation des tensions commerciales, les incertitudes géopolitiques et le fléchissement de la croissance dans les économies avancées sont autant de risques significatifs pour des économies très ouvertes comme celle de la Malaisie.

L'augmentation du coût de la vie est une source de préoccupation majeure pour de larges fractions de la population. Bien que l'inflation globale ait été modeste ces dernières années, les prix des produits alimentaires ont augmenté rapidement, ce qui a alourdi la charge pesant sur les familles, particulièrement sur les groupes à faible revenu pour lesquels ce poste de dépenses est plus important. Les pouvoirs publics ont lancé plusieurs initiatives et programmes pour s'attaquer

aux problèmes de l'augmentation du coût de la vie, par exemple des prestations en espèces et des mesures de contrôle des prix, mais des progrès pourraient aussi être accomplis grâce à des mesures ayant pour effet d'apporter un soutien plus ciblé, de stimuler l'entrepreneuriat et d'améliorer la productivité ainsi que l'employabilité des ménages à faible revenu.

Graphique A. La croissance devrait se modérer

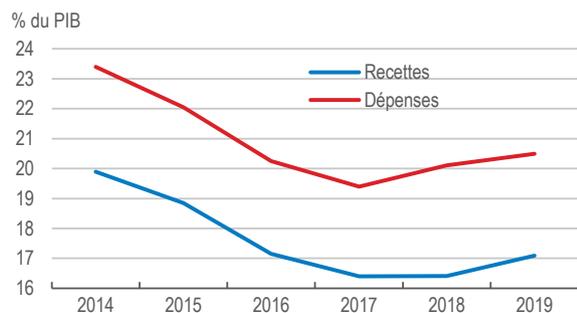
	2017	2018	2019	2020
PIB réel	5.7	4.7	4.7	5.0
Consommation privée	6.9	8.0	6.1	6.5
Exportations de biens et de services	8.7	2.2	0.8	1.7
Importations de biens et de services	10.2	1.3	1.6	2.0
Indice des prix à la consommation	3.7	1.0	1.7	2.2
Solde budgétaire de l'État fédéral	-2.9	-3.7	-3.4	-3.0
Balance courante	2.9	2.3	2.2	1.9

Source : Calculs de l'OCDE.

La politique budgétaire doit être réformée

Il est nécessaire de garantir la viabilité budgétaire. La perception des recettes est médiocre. La structure fiscale fait la part belle aux impôts directs, et les recettes sont très variables du fait qu'une partie d'entre elles sont tirées du pétrole. Ce phénomène est renforcé par la suppression récente de la taxe sur les produits et services. Parallèlement, les dépenses augmenteront fortement, en particulier à cause des dépenses liées aux retraites, aux soins de santé et à l'éducation, compte tenu de la volonté des pouvoirs publics de promouvoir la croissance inclusive, et en particulier de renforcer les aides ciblées sur les ménages à faible revenu.

Les pouvoirs publics donnent, à juste titre, la priorité à des mesures permettant de dégager une marge budgétaire et de conforter la viabilité des finances publiques à moyen terme, en soulignant les risques liés à l'important stock de dette publique et de passifs éventuels. Il leur faudra pour cela relever le niveau des recettes fiscales, actuellement faible, de préférence en supprimant certaines des nombreuses exonérations fiscales.

Graphique B. Le déficit budgétaire s'est creusé

Note : Les données relatives à 2019 sont des prévisions du gouvernement.

Source : Ministère des Finances (2018), *Fiscal Outlook and Federal Revenue Estimates 2019*.

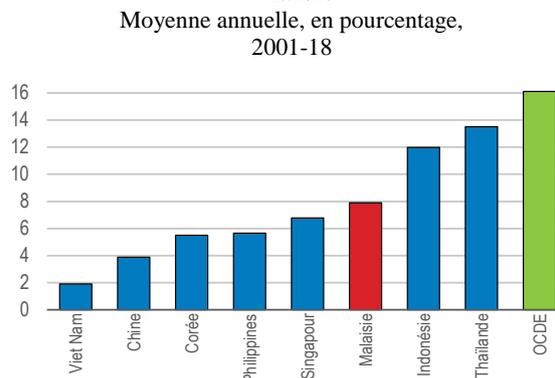
Améliorer la transparence du processus budgétaire et renforcer la gestion de la dette publique sont des composantes essentielles de la redevabilité budgétaire. Aligner les pratiques en matière de marchés publics et de gouvernance des entreprises publiques sur les meilleures pratiques internationales est un point de départ pour maximiser l'efficacité des dépenses et la transparence et réduire le niveau de la corruption, actuellement perçu comme élevé.

Améliorer le cadre d'action pour la croissance verte

Développer la participation du public à la protection de l'environnement et promouvoir la coordination verticale entre les municipalités permettra de rendre la croissance plus verte. Les subventions à l'énergie doivent être supprimées et remplacées par un soutien ciblé aux catégories à faible revenu.

Le développement du capital humain est indispensable

La contribution de la qualité de la main-d'œuvre à la croissance économique reste inférieure à la moyenne de l'OCDE.

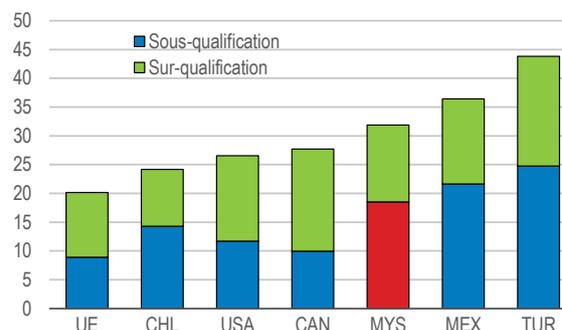
Graphique C. La contribution de la qualité de la main-d'œuvre à la croissance économique est faible

Source : The Conference Board (2019), *Total Economy Database*, avril.

En Malaisie, des déséquilibres considérables existent sur le marché du travail. Sur la période 2010-2016, les évolutions de la composition sectorielle de l'emploi ont été plus importantes en Malaisie que dans la plupart des pays de l'OCDE, si bien que les types de compétences exigées par le marché du travail ont sans doute changé de manière considérable. D'autres évolutions sont prévisibles à l'avenir, sous l'effet de l'automatisation et du vieillissement de la population.

Graphique D. Déséquilibre entre l'offre et la demande de qualifications

Travailleurs dont les compétences ne correspondent pas à l'emploi occupé, en %, 2017 ou dernière année connue



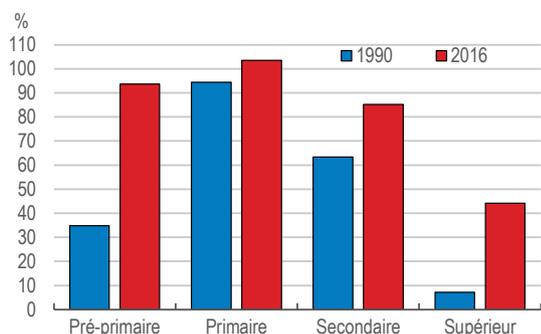
Source : OCDE, *Compétences pour le travail* (base de données).

Des pénuries se font sentir dans tout l'éventail des compétences, notamment dans plusieurs professions moyennement ou très qualifiées, mais aussi pour de nombreux métiers peu

qualifiés. Parallèlement, un tiers des travailleurs occupent des postes qui ne correspondent pas à leur niveau de qualification. Ces déséquilibres nuisent à la productivité et rendent plus difficile la progression dans la chaîne de valeur. Investir dans l'éducation et la formation, mais aussi dans la validation des acquis, aiderait les travailleurs sous-qualifiés. Des politiques destinées à stimuler la demande de qualifications de haut niveau seraient utiles aux travailleurs surqualifiés.

Malgré des améliorations considérables, plusieurs difficultés demeurent en matière d'éducation. En Malaisie, les enfants entrent à l'école primaire à l'âge de six ans, et seules les six premières années de l'enseignement primaire sont obligatoires. L'enseignement obligatoire devrait démarrer plus tôt et sa durée être allongée. L'écart de performance observé dans les évaluations internationales entre le système éducatif de la Malaisie et celui des autres pays s'est creusé, ce qui montre que plusieurs pays voisins ont amélioré plus rapidement la qualité de leur système d'éducation.

Graphique E. Le niveau d'instruction est en hausse
Taux de fréquentation bruts



Source : Banque mondiale, *Base de données des Indicateurs du développement dans le monde*.

Comme dans d'autres pays, les performances scolaires dépendent de l'origine socio-économique des familles. L'écart entre les élèves les plus performants et les élèves les moins performants peut s'expliquer en grande partie par l'éducation parentale et le revenu familial. Les disparités régionales restent très marquées, et traduisent la difficulté à attirer des enseignants qualifiés vers les établissements situés dans des zones défavorisées. Le personnel enseignant

pourrait être mieux utilisé si l'on réduisait les tâches administratives qui lui sont confiées. Certains déséquilibres en matière de compétences pourraient être encore réduits en améliorant la réactivité du système éducatif et en renforçant les liens entre les établissements scolaires et les entreprises.

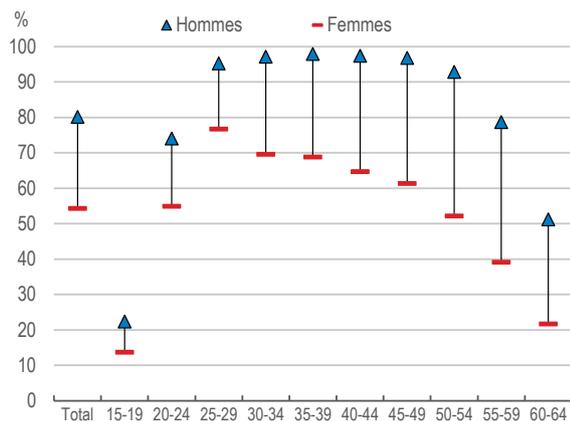
Il est nécessaire d'améliorer l'accès des adultes à des possibilités de valorisation de leurs qualifications et de recyclage, pour garantir que leurs compétences restent en phase avec les attentes du marché du travail. Ces possibilités sont limitées en Malaisie, notamment pour certaines catégories comme les adultes peu qualifiés, les seniors, les femmes sans profession et les personnes travaillant dans de petites et moyennes entreprises. Promouvoir les avantages de l'apprentissage des adultes et fournir des prestations de haute qualité en matière d'informations et de services individualisés de conseil et d'orientation figurent au nombre des moyens à la disposition des pouvoirs publics pour développer l'activité et la rendre plus inclusive. Par ailleurs, les programmes de formation existants ou les incitations financières à la formation actuellement offertes ne sont pas conformes aux besoins du marché du travail. Pour mieux faire coïncider l'offre et la demande de compétences, on pourrait utiliser les informations obtenues à l'occasion des évaluations des besoins de compétences pour concevoir les programmes de formation et les incitations connexes. Ces informations pourraient aussi être utilisées pour repérer les personnes dont les compétences ne correspondent pas à la demande sur le marché du travail, et des politiques pourraient être élaborées pour faire spécifiquement porter les efforts sur ces personnes vulnérables.

En Malaisie, les femmes ont un niveau d'instruction élevé, mais leur taux d'activité reste faible. Pour mobiliser ce vivier de compétences inutilisées, il faut réduire les obstacles à l'activité féminine. Pour que dans un foyer, les deux parents puissent percevoir un salaire, il faudrait pouvoir mieux concilier vie de famille et vie professionnelle, grâce à la mise en œuvre juridique des droits à un congé de maternité plus long qui devrait être cofinancé par des ressources publiques, et à l'adoption, par les

employeurs, de mécanismes permettant d'aménager les conditions de travail.

Graphique F. Les inégalités femmes-hommes en matière de taux d'activité augmentent avec l'âge

Données de 2018, par âge



Source : Département des statistiques de Malaisie.

Aider les parents ayant un travail salarié implique aussi d'investir davantage dans des structures d'accueil et d'éducation de jeunes enfants abordables et de qualité. Une telle mesure pourrait non seulement bénéficier aux parents, mais aussi avoir des effets positifs sur le développement cognitif et social des enfants.

Des efforts supplémentaires s'imposent pour créer les conditions propres à favoriser le développement d'une économie plus innovante et dynamique exigeant des niveaux de compétence plus élevés. L'adoption de technologies est indispensable pour stimuler la productivité et accélérer la transition vers une économie à haut revenu. En conséquence, il faudrait poursuivre les efforts pour attirer l'investissement direct étranger et promouvoir l'entrepreneuriat. En outre, la part des emplois manuels a augmenté régulièrement en Malaisie, tandis que la part des emplois très qualifiés restait relativement stable ces dernières années. La demande de travailleurs peu qualifiés est largement satisfaite par la main-d'œuvre immigrée. La dépendance de l'économie vis-à-vis de migrants peu qualifiés peut faire baisser le taux d'adoption de nouvelles technologies et compromettre l'aspiration de la Malaisie à devenir une économie fondée sur la technologie et à monter en gamme dans la chaîne de valeur ajoutée.

PRINCIPALE CONCLUSIONS

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Politique macroéconomique, viabilité budgétaire et croissance inclusive

La croissance devrait fléchir, principalement sous l'effet du ralentissement des échanges mondiaux. Sur le front extérieur, on voit grandir des risques qui pourraient peser sur la croissance de cette économie très ouverte qu'est la Malaisie. L'inflation est modérée.

Se ménager une marge de manœuvre budgétaire pour se préparer à des chocs imprévus. La trajectoire budgétaire devrait avoir pour objectif de ramener le déficit budgétaire au-delà de l'objectif de 2 % du PIB pour constituer un volant de réserve en cas de chocs imprévus.

Les autorités monétaires devraient rester vigilantes face à d'éventuels risques de dégradation par rapport aux prévisions.

La perception des recettes fiscales est médiocre, ce qui freine la promotion d'une croissance inclusive.

Relever le rapport des recettes fiscales au PIB en améliorant encore l'efficacité de l'administration fiscale, en élargissant les bases d'imposition et en augmentant les recettes de la fiscalité indirecte, notamment des taxes sur la consommation, afin de réduire la dépendance par rapport aux recettes pétrolières.

Les fruits de la croissance vigoureuse n'ont pas été également distribués.

Augmenter les transferts monétaires ciblés en direction des personnes à faible revenu et développer leur accès aux services publics.

L'absence de transparence et la faiblesse de la concurrence dans les marchés publics sont sources d'inefficiences.

Veiller à ce que la version révisée de la loi sur les marchés publics soit pleinement appliquée.

La gouvernance des entreprises publiques doit être plus transparente et soumise à plus d'obligations en matière de responsabilité.

Aligner leur cadre de gouvernance sur les Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques.

Le cadre réglementaire des partenariats public-privé doit être plus transparent.

Leur cadre réglementaire doit être aligné sur les meilleures pratiques internationales tout au long du cycle de projet.

La procédure de formulation du budget doit être transparente et reposer sur des règles.

Accélérer la promulgation d'une loi sur la responsabilité budgétaire.

Il faut renforcer les mesures de lutte contre la corruption.

Suivre et évaluer de manière rigoureuse la mise en œuvre du Plan national anticorruption (2019-2023)

Le nombre élevé de femmes en dehors de la population active constitue un réservoir de compétences inutilisées, qui bride la croissance de la productivité du travail.

Améliorer le cadre d'action de façon à faciliter l'activité des femmes, et notamment le congé de maternité, l'accueil des jeunes enfants et l'organisation flexible du travail.

Croissance verte

Des subventions à l'énergie ont été remises en place pour la plupart des consommateurs.

Supprimer les subventions à l'énergie et les remplacer par des transferts monétaires ciblés.

L'absence de coordination entre les administrations centrale et locales ne favorise pas la croissance verte en zone urbaine.

Favoriser la coordination verticale et entre les municipalités en matière de croissance verte.

La part des recettes environnementales est faible.

Envisager de mettre en place une taxe carbone.

Développement et utilisation des compétences

Seules les six premières années de l'enseignement primaire sont obligatoires.

Abaisser l'âge de la scolarisation à au moins cinq ans et rendre l'enseignement secondaire obligatoire.

La Malaisie a du mal à attirer des enseignants qualifiés dans les établissements défavorisés.

Offrir des incitations et mettre en place des mécanismes de rotation pour attirer des enseignants plus qualifiés et expérimentés dans les établissements défavorisés.

En Malaisie, les enseignants consacrent une grande partie de leur temps à des activités non pédagogiques.

Poursuivre les efforts pour alléger les tâches administratives incombant aux enseignants de façon à ce qu'ils puissent consacrer davantage de temps à la préparation de leurs cours ou à des activités de tutorat ou d'évolution professionnelle.

Le niveau d'anglais des élèves s'est dégradé au fil du temps.

Adopter une approche pédagogique davantage centrée sur l'élève et mettre plus l'accent sur le développement des compétences de communication.

Les adultes âgés, les salariés des microentreprises, les travailleurs du secteur informel et les femmes n'ont qu'un accès limité aux possibilités de formation.

Élaborer des programmes spécifiques et offrir des incitations pour faciliter l'accès de ces catégories d'adultes à la formation.

Les travailleurs et les employeurs sont peu orientés pour investir dans le développement des compétences correspondant aux besoins du marché du travail.

Lier étroitement les services d'orientation aux informations sur le marché du travail, et prévoir des incitations plus généreuses pour les programmes visant à développer les compétences recherchées.

La durée minimum du congé de maternité est faible comparativement à d'autres pays.

Porter la durée minimum du congé de maternité à au moins 14 semaines pour que celle-ci soit conforme aux normes internationales.

Les employeurs supportent intégralement le coût du congé de maternité.

Élaborer un mécanisme de cofinancement du congé de maternité de manière à ce que les pouvoirs publics en assument l'essentiel de la charge.

Il existe trop peu de structures de qualité pour l'accueil des jeunes enfants.

Investir dans des structures publiques d'accueil de jeunes enfants et prévoir de subventionner des structures privées et en entreprise.

Les entrées migratoires ne correspondent pas aux besoins du marché du travail.

Envisager d'adopter une approche plus sélective de l'entrée de travailleurs étrangers peu qualifiés, tout en gardant une politique d'ouverture pour les travailleurs étrangers très qualifiés.

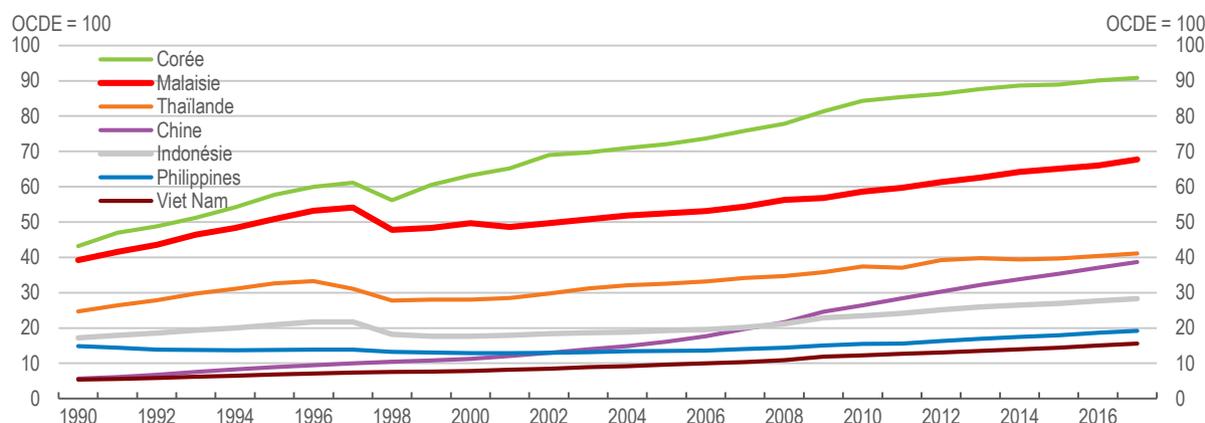
Principaux éclairages sur l'action publique

L'économie de la Malaisie réalise de très bons résultats, mais des difficultés persistent sur le plan social et en matière de gouvernance

Comparée à d'autres économies de marché émergentes, l'économie de la Malaisie a réalisé de très bons résultats ces dernières années, et le pays rattrape rapidement les niveaux de vie observés dans les pays de l'OCDE. Son PIB par habitant en 2017 (d'environ 27 000 USD aux prix de 2011 à PPA) approchait ainsi les deux tiers de la moyenne de l'OCDE (Graphique 1) et excédait le niveau mesuré au Mexique, en Turquie et au Chili (Encadré 1). La résilience de la Malaisie aux chocs extérieurs s'est renforcée grâce à la diversification de ses exportations de produits et à une plus grande prudence de ses politiques macroéconomiques. Le 11^e Plan quinquennal (2016-20) de la Malaisie a fixé notamment pour objectif de hisser l'économie nationale au rang des pays à revenu élevé d'ici 2020, tout en assurant une croissance inclusive et durable. Étant donné les évolutions récentes des conditions macroéconomiques, cet objectif a été repoussé à 2024 dans le rapport d'évaluation à mi-parcours du 11^e Plan quinquennal, lancé en octobre 2018. Pour atteindre l'objectif prévu, il faudrait maintenir le rythme de croissance et viser des gains de productivité. Une croissance qualitative requiert également que l'on poursuive les efforts en faveur de la cohésion sociale et de la protection de l'environnement.

Graphique 1. Le PIB par habitant se rapproche de la moyenne de l'OCDE, mais il faudrait accélérer le rythme de convergence

PIB par habitant, comparé à la moyenne de l'OCDE, calculé aux prix de 2011 à PPA



Source : Banque mondiale, *Base de données des Indicateurs du développement dans le monde*

Encadré 1. Développement socio-économique de la Malaisie

La Malaisie affiche des taux de croissance économique remarquables depuis 1970. Le PIB réel a progressé à un taux moyen de 6.1 % par an entre 1970 et 2018, soit plus que la croissance moyenne dans les économies avancées. Grâce au pragmatisme des politiques publiques et stratégies menées, la Malaisie s'est transformée et d'un statut d'économie agricole, elle a acquis celui d'une économie de l'industrie et des services. Son intégration dans les chaînes de valeur mondiales a permis de développer ses activités exportatrices et de se diversifier, des produits de base vers les articles manufacturés, notamment l'équipement électrique et l'électronique. La Malaisie est désormais l'une des économies les plus ouvertes du monde, son commerce extérieur total représentant 130 % environ de son PIB. Ses principaux partenaires commerciaux sont la Chine, Singapour, les États-Unis, le Japon et la Thaïlande qui, considérés dans leur ensemble, entrent pour plus de 50 % dans le commerce total de marchandises de la Malaisie depuis 2010.

Forte d'une solide croissance, la Malaisie maintient le plein-emploi depuis les années 1990. L'inflation a été contenue et s'est établie, en moyenne, à 3.7 % depuis 1970, à la faveur d'une politique monétaire efficace. Pour autant, la hausse constante du coût de la vie est une préoccupation majeure pour les familles modestes.

La Malaisie a favorisé l'accès à l'éducation et aux services sociaux, notamment à la santé, ce qui a contribué à faire reculer notablement la pauvreté. La réduction des inégalités entre les différents groupes ethniques (à savoir Chinois, Indiens, Malais et populations autochtones) continue d'être une priorité des pouvoirs publics pour assurer la cohésion sociale. Des politiques de discrimination positive pour renforcer les capacités d'autonomie des *Bumiputera* (Malais de souche et populations autochtones) ont été mises en œuvre, parmi lesquelles des interventions directes pour promouvoir une plus forte activité de ces populations et leur accès à des possibilités d'éducation accélérée. Ces mesures ont contribué à résorber sensiblement les inégalités entre les groupes ethniques (World Bank, 2014^[1]).

De nouvelles priorités dans les réformes structurelles à mener

Depuis les élections législatives de mai 2018, le nouveau gouvernement s'est fixé pour priorité d'augmenter le revenu et le pouvoir d'achat des catégories modestes. Entre autres mesures, le nouveau gouvernement a supprimé la taxe sur les produits et les services (TPS) en juin 2018. Afin de neutraliser l'impact de cette mesure sur le solde budgétaire, certains grands programmes de développement d'infrastructures ont été réexaminés. Ainsi, le projet de liaison ferroviaire de la côte est a fait l'objet d'une renégociation avec la Chine pour améliorer son rapport coût-efficacité grâce à une économie de quelque 21.5 milliards MYR, soit 32.8 % de son coût prévisionnel initial, assortie d'un plus large partage des risques et d'une obligation renforcée de contenu national. Par ailleurs, le gouvernement a réinstauré, en janvier 2019, le mécanisme de tarification automatique des carburants qui permet de fixer les prix sur une base hebdomadaire et envisage d'introduire, d'ici le second semestre de 2019, un nouveau dispositif de subvention ciblant les 40 % de ménages du bas de la distribution des revenus. Les réformes structurelles prioritaires ont été présentées dans le rapport d'évaluation à mi-parcours du 11^e Plan quinquennal (Encadré 2). Le gouvernement a également considéré nécessaire de mener un vaste programme de réformes des pratiques de gouvernance pour améliorer la responsabilité et la transparence dans des domaines comme la gestion des

entreprises publiques et l'intégrité des procédures de marchés publics, tout en luttant contre la corruption (Encadré 3).

Encadré 2. Les réformes structurelles prioritaires du gouvernement

Le nouveau gouvernement a lancé son rapport d'évaluation à mi-parcours du 11^e Plan (*Mid-Term Review of the Eleventh Malaysia Plan (MTR): New Priorities and Emphases*), en octobre 2018. Reposant sur les principes de bonne gouvernance, de solidité des institutions et d'un renforcement de l'intégrité, ce document s'intéresse en priorité aux stratégies permettant de s'attaquer à certaines questions comme les disparités régionales, la faiblesse des revenus des ménages relevant des quatre déciles inférieurs de la distribution des revenus (« B40 ») et les problèmes structurels qui perdurent. Ces différentes stratégies s'articulent autour de six piliers. Des objectifs chiffrés sont fixés pour chacun, assortis d'indicateurs permettant des comparaisons internationales pour mesurer le stade d'avancement (Tableau 1).

Pilier 1 : Réformer la gouvernance pour instaurer plus de transparence et améliorer l'efficacité de la fonction publique

Ce pilier définit des stratégies permettant d'améliorer la gouvernance et d'accroître la responsabilité et la transparence dans l'administration publique. Les quatre priorités définies sont : améliorer la gouvernance à tous les échelons de l'administration, renforcer l'intégrité et la responsabilité, assurer une gestion prudente des finances publiques et améliorer la prestation des services publics.

Pilier 2 : Renforcer la cohésion sociale et le bien-être

Dans un esprit alliant croissance et équité, ce pilier vise à donner à tous des chances égales de prendre part au développement économique du pays afin de garantir plus de prospérité et de bien-être à tous les Malaisiens.

Pilier 3 : Rechercher un développement régional équilibré

Ce pilier porte sur les initiatives déployées pour corriger les déséquilibres du développement régional. L'accent est mis sur le renforcement des activités économiques dans les régions moins développées et sur la réduction des disparités de développement entre zones urbaines et rurales.

Pilier 4 : Renforcer les capacités d'autonomie du capital humain

Ce pilier s'intéresse à la constitution d'un capital humain compétent, instruit et innovant pour satisfaire aux besoins des entreprises. Les priorités sont de réformer le marché du travail, d'améliorer la productivité du travail, de renforcer l'accès à une éducation et une formation de qualité, et de faciliter le renforcement des liens entre les entreprises et les universités.

Pilier 5 : Assurer la viabilité environnementale grâce à la croissance verte

Ce pilier vise à assurer une exploitation durable des ressources naturelles et à accroître la capacité de résilience du pays au changement climatique et aux catastrophes naturelles tout en cherchant à atteindre une croissance économique plus forte. L'accent est mis en particulier sur une meilleure gouvernance des questions de viabilité environnementale.

Pilier 6 : Renforcer la croissance économique

Ce pilier vise à renforcer la croissance économique en améliorant la productivité, en gagnant en compétitivité dans les entreprises et en développant des activités à forte valeur ajoutée dans les secteurs à forte intensité de savoir. Sont prioritaires à cet effet le

renforcement des réformes structurelles, l'accélération de l'innovation et de l'adoption des technologies et l'offre d'infrastructures de qualité.

Source : Ministère des Affaires économiques (2018), Mid-Term Review of the Eleventh Malaysia Plan 2016-2020: New Priorities and Emphases.

Tableau 1. Quelques objectifs et indicateurs

Pilier 1 : Réformer la gouvernance pour instaurer plus de transparence et améliorer l'efficacité de la fonction publique

Indicateurs	2017	Objectif 2020
Classement du pays à l'Indice de perception de la corruption, Transparency International	62 ^e	1 ^{er} - 30 ^e
Classement du pays à l'Indice d'efficacité des administrations publiques, World Competitiveness Yearbook	25 ^e	1 ^{er} - 10 ^e
Classement du pays à l'Indice de développement de l'administration en ligne des Nations Unies	40 ^{e1}	1 ^{er} - 15 ^e

Pilier 2 : Renforcer la cohésion sociale et le bien-être

Indicateurs	2017	Objectif 2020
Coefficient de Gini	0.399 ¹	0.385
Incidence de la pauvreté multidimensionnelle (%)	0.86 ¹	0.67
Taux d'activité féminin (%)	54.7	56.5
Nombre de lits d'hôpitaux pour 1 000 habitants	1.9	2.0

Pilier 3 : Rechercher un développement régional équilibré

Indicateurs	2017	Objectif 2020
Ratio de disparité des revenus entre zones urbaines et zones rurales	1 : 0.60	1 : 0.67
Taux de raccordement au réseau électrique (%)	96.1	99

Pilier 4 : Renforcer les capacités d'autonomie du capital humain

Indicateurs	2017	Objectif 2020
Rémunérations des salariés en pourcentage du PIB (%)	35.2	38
Taux de fréquentation de l'éducation préscolaire (%)	90.9	95
Taux de diplômés de l'enseignement et la formation techniques et professionnels en emploi six mois après l'obtention du diplôme (%)	--	85.0

Pilier 5 : Assurer la viabilité environnementale

Indicateurs	2017	Objectif 2020
Réduction du volume d'émission de GES rapporté au PIB (par rapport à 2015)	33.0 ²	45.0 ³
Taux de recyclage des déchets ménagers (%)	24.6	30.0
Zones côtières et marines protégées (%)	3.4	10 au min.

Pilier 6 : Renforcer la croissance économique

Indicateurs	2017	Objectif 2020
Croissance du PIB réel (%)	5.1 ⁴	4.5-5.5 ⁵
Contribution des PME au PIB (%)	37.1	41.0
Dépenses brutes de R-D en pourcentage du PIB (%)	1.4 ¹	2.0
Zones de peuplement équipées en haut débit (%)	92.1	95

1. Données de 2016.

2. En tenant compte de l'accroissement des puits forestiers.

3. Objectif à l'horizon 2030.

4. Moyenne en 2016-17.

5. Moyenne sur 2018-20.

Source : Ministère des Affaires économiques (2018), *Mid-Term Review of the Eleventh Malaysia Plan 2016-2020: New Priorities and Emphases*.

Encadré 3. L'offensive de la Malaisie en faveur de la gouvernance, de l'intégrité et de la lutte contre la corruption

Lors des élections législatives de mai 2018, la Malaisie a vu s'opérer la première alternance de pouvoir que le pays ait connue depuis son indépendance, en 1957. Ce changement est intervenu sur fond de soupçons entourant la gouvernance du précédent gouvernement, concernant en particulier le possible détournement de fonds levés par 1Malaysia Development Berhad (1MDB), un fonds d'investissement souverain malaisien créé en 2009 par l'ancienne équipe au pouvoir pour mener des projets de développement d'infrastructures stratégiques.

Cependant, les opérations du fonds 1MDB ont suscité des interrogations concernant en particulier l'utilisation des fonds publics, la réalisation de transferts de fonds, les procédures de marchés publics, l'évaluation des prix fonciers et l'attribution de marchés portant sur de vastes projets d'infrastructures. Tout ceci a abouti une dette générée par 1MDB qui s'établit à 38 milliards MYR (soit 2.8 % environ du PIB en 2017) (MOF, 2018^[2]). Une partie considérable de cette dette bénéficie de la garantie de l'État.

Afin de regagner la confiance de l'opinion, le nouveau gouvernement a considéré qu'il était nécessaire de mener un vaste programme de réformes des pratiques de gouvernance pour améliorer la responsabilité et la transparence dans des domaines comme la gestion des entreprises publiques et l'intégrité des procédures de marchés publics. Le gouvernement a mis en place le Centre national pour la gouvernance, l'intégrité et la lutte contre la corruption (GIACC), qui dépend directement du Premier ministre, ainsi qu'un Comité spécial du Cabinet chargé de la lutte contre la corruption (JKKAR) et présidé par le Premier ministre lui-même.

Le GIACC a reçu pour mandat de coordonner et de suivre toutes les initiatives menées sur les questions de gouvernance, d'intégrité et de lutte contre la corruption. Le plan national 2019-23 de lutte contre la corruption (NACP) a été lancé en janvier 2019. Son objet est de purger le pays de toute corruption en poursuivant trois buts précis : responsabilité et crédibilité du système judiciaire, du parquet et des services de répression ; efficacité et réactivité dans la prestation des services publics ; intégrité dans le secteur des entreprises. Ce plan esquisse des mesures de lutte contre la corruption dans l'ensemble des administrations publiques et dans le secteur des entreprises. Y figurent notamment des mesures destinées à renforcer l'efficacité des services publics, à accroître l'efficacité et la transparence des procédures de marchés publics et à assurer de bonnes pratiques de gouvernance dans les sociétés.

Depuis sa création le 1^{er} juin 2018, le GIACC a mis en place plus de 80 initiatives. Au nombre de ses réalisations, il convient de citer la restauration de l'intégrité au parlement grâce à la création, en août 2018, de six commissions *ad hoc* dont les membres sont des députés issus des rangs de la majorité et de l'opposition. En outre, une nouvelle disposition exige des membres du gouvernement et des parlementaires qu'ils établissent une déclaration de leurs revenus et de leurs avoirs. Les informations relatives à cette déclaration ont été publiées sur le portail de la Commission malaisienne de lutte contre la corruption (MACC). Le gouvernement a également publié une circulaire informant qu'il était mis fin aux nominations politiques aux postes de chefs de mission diplomatique de la Malaisie. Le mécanisme de nomination et de gestion de ces chefs de mission à

L'étranger a été revu grâce à au nouveau système d'administration des nominations à l'étranger, reposant sur la circulaire qui a pris effet en novembre 2018.

Outre les initiatives ci-dessus, un certain nombre d'autres, portant sur le renforcement de la gouvernance, l'intégrité et la lutte contre la corruption, sont en cours. Il est important de noter que le projet visant à limiter à deux le nombre de mandats du Premier ministre est en cours. Il faudra à cet effet modifier la Constitution fédérale. La réforme de la MACC est également en cours. Les recommandations relatives à la nomination de son responsable seront désormais du ressort d'une commission ad hoc du parlement. Cette disposition a reçu l'aval du JKKAR. La Section 5 de la loi 3 relative à la constitution de la MACC doit être modifiée à cet effet.

S'agissant des questions de gouvernance d'entreprises et d'agences dans lesquelles l'actionnaire public détient une participation de contrôle (*government-linked companies, GLC*), comme la Felda (Federal Land Development Authority) et autres, la MACC va prochainement instituer une instance réglementaire pour contrôler la gouvernance des agences d'investissement. Au nombre des réformes également en cours, il convient de citer celle de la séparation des compétences d'Avocat général et de Procureur général. À cet effet, il faudra également apporter des amendements à la Constitution fédérale qui, pour être adoptés, devront recueillir les deux tiers des voix des parlementaires. Les amendements constitutionnels concernés sont en cours.

La viabilité du système électoral fait l'objet d'un examen attentif depuis les derniers scrutins législatifs. Afin d'assurer la transparence et la viabilité des élections en Malaisie, la Commission électorale passe actuellement en revue l'ensemble du processus et a soumis plusieurs recommandations au JKKMAR en mai 2019. Le financement des partis politiques est l'une des grandes questions à l'étude. Le texte de cette réforme en est au stade finale de rédaction.

L'établissement d'une commission indépendante chargée d'examiner les plaintes et d'enquêter sur les pratiques policières abusives (IPCMC) constitue une autre réforme importante. La police royale de Malaisie fait l'objet d'un examen attentif depuis longtemps. La rédaction du projet de loi portant établissement de l'IPCMC est désormais à son terme et le texte est en cours d'examen final dans les chambres du Procureur général (*Attorney General's Chambers, AGC*).

La capacité d'autonomie donnée à la fonction publique en limitant les interférences politiques dans la nomination des Secrétaires et Directeurs généraux d'administration, qui normalement est du ressort du Secrétaire général du gouvernement sur recommandation du ministre et du Département de la fonction publique, constitue également une évolution majeure vers le maintien de la séparation des pouvoirs et vers l'assurance que les agents publics s'acquittent de leur mission en toute neutralité.

La loi malaisienne sur les services du médiateur, qui sont appelés à se substituer au PCB (bureau chargé d'instruire les plaintes déposées par les citoyens à l'encontre de l'administration publique), est en cours de réforme. Sur la question des entreprises et entités contrôlées par l'actionnaire public, le JKKMAR a décidé que le ministère des Finances élaborerait des lignes directrices pour la nomination des dirigeants, des présidents de conseil d'administration et des administrateurs de ces entreprises et entités, et de leurs filiales. Cela signifie que toute nomination politique sera exclue.

Étant donné que les marchés publics sont l'une des activités des pouvoirs publics les plus vulnérables aux risques de corruption, ces marchés font actuellement l'objet d'un

réexamen au ministère des Finances. La loi en préparation vise à garantir aux contribuables le meilleur rapport qualité-prix pour tous les marchés qui auront été attribués. Les questions de transparence, d'intégrité et de procédure d'élaboration du budget sont également passées en revue et les recommandations ci-après ont été proposées et approuvées par le JKKMAR : i) il conviendrait de procéder à un examen semestriel du budget ; ii) les critères applicables aux dotations hors budget devraient être examinés scrupuleusement, et iii) chaque dépense engagée sur les deniers publics devrait être enregistrée dans les meilleurs délais et être soigneusement contrôlée, conformément aux procédures financières établies.

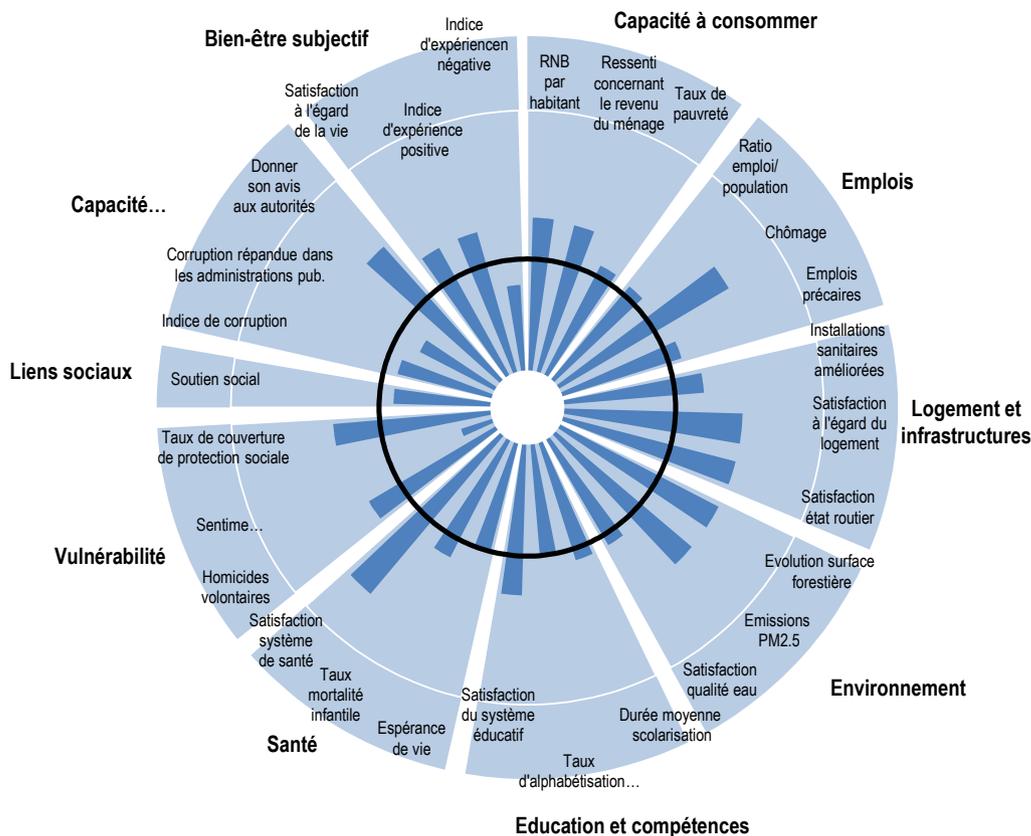
D'autres questions sont actuellement en cours d'avancement dans le cadre des 115 projets présentés au titre du Plan d'action national de lutte contre la corruption (NACP). Enfin, le JKKMAR a décidé que, dans le cadre de son programme de réformes concernant la gouvernance, l'intégrité et la lutte contre la corruption, la Malaisie devait promouvoir ses travaux auprès des institutions internationales.

Niveaux de bien-être actuel en Malaisie

Le bien-être se décompose en dimensions matérielles (revenu, emploi, logement), mais aussi en dimensions qui décrivent plus généralement la qualité de vie des populations à l'aune de critères comme la santé, l'éducation, l'environnement et les liens sociaux. Si la Malaisie obtient généralement de bons résultats sur l'ensemble des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, notamment en termes de faiblesse du chômage, de développement des infrastructures et de satisfaction à l'égard du système de santé, des améliorations sont toutefois nécessaires pour augmenter globalement les niveaux de bien-être grâce à l'accroissement des taux d'activité et à la création d'emplois de qualité, tout en garantissant l'intégrité du secteur public (Graphique 2).

Graphique 2. Il fait bon vivre en Malaisie, mais des progrès sont néanmoins nécessaires dans plusieurs domaines

2017, ou dernière période connue



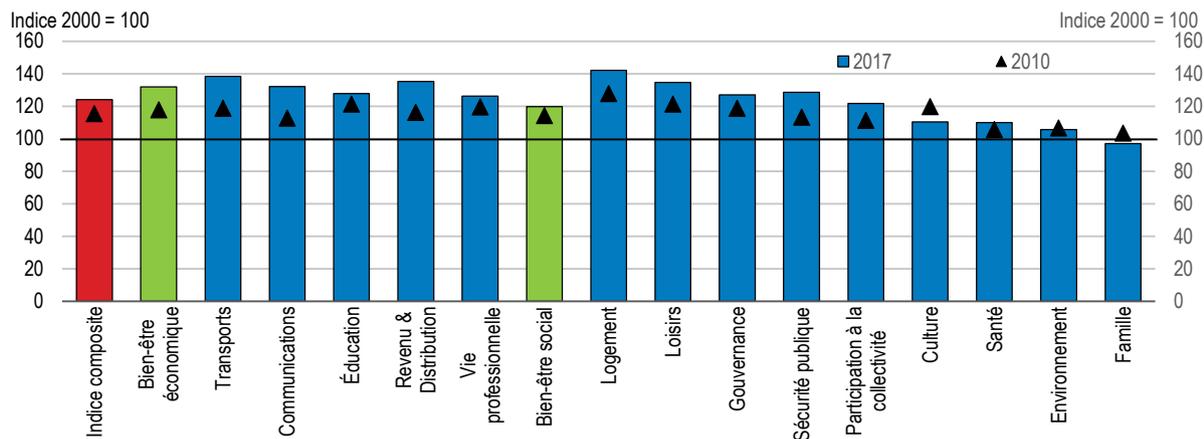
Note : Les barres représentent les valeurs observées en Malaisie pour les différentes dimensions du bien-être, et le cercle noir matérialise les valeurs attendues compte tenu du niveau de PIB par habitant du pays. Ces dernières sont obtenues à partir d'une série de régressions à deux variables, le PIB servant de variable prédictive et les différentes valeurs du bien-être utilisées comme variables dépendantes, issues d'un ensemble de données internationales relatives à un échantillon d'environ 150 pays comptant plus d'un million d'habitants. Tous les indicateurs sont normalisés sous forme d'écart-types sur tout le panel. Les valeurs observées qui se trouvent à l'intérieur du cercle noir correspondent aux domaines dans lesquels la Malaisie présente des résultats médiocres par rapport à ce qui pourrait être attendu d'un pays au niveau de PIB par habitant comparable. Ce graphique n'affichant les résultats qu'au niveau national, les disparités entre les régions risquent d'être masquées.

Source : OCDE (2015), base de données PISA, www.oecd.org/pisa/data/2015database ; Transparency International (2016), Indice 2016 de perception de la corruption, www.transparency.org/cpi2016 ; Gallup (2017), *Gallup World Poll*, www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx ; Banque mondiale (2017), Indicateurs du développement dans le monde (base de données), <https://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

Les autorités malaisiennes produisent leur propre indice composite annuel, constitué d'indicateurs économiques et sociaux et permettant d'évaluer l'évolution du bien-être au fil du temps (Graphique 3). Le bien-être économique a progressé pour ce qui est du revenu et de la distribution, notamment en termes d'incidence de la pauvreté, de revenu réel par habitant et de coefficient de Gini, mais également pour ce qui est des infrastructures,

notamment les transports et communications. Toutefois, la lenteur des progrès dans des domaines comme la culture (participation aux activités culturelles, par exemple), la santé (espérance de vie, qualité des soins médicaux), l'environnement (qualité de l'eau et de l'air, couvert forestier) et la famille (délinquance juvénile et dette des ménages) pèse sur l'amélioration des niveaux de bien-être.

Graphique 3. L'amélioration des niveaux de bien-être marque le pas



Source : Ministère des Affaires économiques, *Malaysia Well-being Index*, <http://www.mea.gov.my/ms/statistik-ekonomi/petunjuk-sosial>.

Dans ce contexte, les principaux messages de cette *Évaluation économique* sont les suivants :

- Les progrès à accomplir pour atteindre l'objectif visé, à savoir hisser l'économie malaisienne au rang des pays à revenu élevé d'ici 2024, nécessiteront de se concentrer sur la croissance de la productivité grâce à des réformes structurelles permettant de progresser le long de la chaîne de valeur et d'améliorer les compétences. Il faudra que la croissance gagne en qualité, en y faisant participer les populations exclues et en œuvrant pour la viabilité environnementale.
- Assurer la viabilité budgétaire est une condition préalable indispensable. Celle-ci exigera de présenter un plan plus précis et intégré des efforts d'assainissement budgétaire à moyen et long terme, et d'introduire certaines mesures, notamment concernant les recettes fiscales.
- Le développement des compétences est le socle sur lequel la Malaisie pourra bâtir une société plus productive et plus inclusive.

Assurer la capacité de résilience pour maintenir la dynamique de croissance

Après une phase de modération en 2016, due à l'atonie de la demande mondiale et à la faiblesse des prix des produits de base, la croissance du PIB réel s'est fermement réorientée à la hausse, passant de 4.4 % en 2016 à 5.7 % en 2017, grâce essentiellement à la reprise du commerce mondial, qui a permis au pays de renforcer sa position extérieure globale nette. La consommation privée, portée par de solides créations d'emplois et par des politiques publiques de soutien aux populations modestes, a également dynamisé l'activité. La croissance du PIB réel a modéré son allure pour s'établir à 4.7 % en 2018 en raison d'une décélération des marchés d'exportation et de ruptures de production inattendues dans les secteurs des produits de base (Graphique 4, Parties A et B).

La consommation privée devrait se maintenir comme premier moteur de la croissance grâce à une situation de l'emploi solide (Tableau 2, Graphique 4, Partie C). Un plus fort pouvoir d'achat des ménages, porté par diverses mesures des pouvoirs publics visant à atténuer l'impact de la hausse du coût de la vie et dirigées en particulier sur les ménages modestes à forte propension marginale à consommer, devraient continuer de soutenir les dépenses de consommation. Ces mesures pourraient inclure une aide au maintien du pouvoir d'achat (via des transferts monétaires directs) en faveur des ménages relevant des quatre déciles inférieurs (« B40 ») de la distribution des revenus, ainsi qu'une revalorisation progressive, au cours des cinq prochaines années, du salaire minimum mensuel, qui serait ainsi porté de 1 100 MYR actuellement à 1 500 MYR. De surcroît, le gel, en 2019, des augmentations des péages routiers perçus sur 21 autoroutes, ainsi que la réintroduction des subventions aux prix des carburants, donneront un coup de pouce au développement des dépenses de consommation privée. Quant à l'investissement public, il exercera un effet à la baisse sur les activités, principalement en raison de l'achèvement de certains projets d'envergure et de la décision du gouvernement de réexaminer certains grands projets d'infrastructures de grande envergure, notamment certaines liaisons ferroviaires à grande vitesse.

Les exportations d'articles manufacturés devraient marquer le pas en raison du ralentissement des échanges mondiaux et des cycles technologiques. En outre, la prédominance croissante des activités de réexportation, qui ont un impact seulement marginal sur la valeur ajoutée de l'économie, est également un sujet de préoccupation. La part des réexportations dans les exportations totales est passée de 14.5 % en 2016 à 20.0 % en 2018 et explique près de 90 % de la croissance globale des exportations en 2018. Les produits réexportés sont pour l'essentiel des articles manufacturés (à 93 %) à destination de la Chine, de Singapour et de Hong Kong, Chine.

Les risques par rapport aux prévisions sont largement orientés à la baisse. La montée des protectionnismes chez de nombreux partenaires commerciaux et la modération prévisible du rythme de la croissance économique mondiale pourraient entraver la croissance d'économies très ouvertes comme la Malaisie, dont les échanges, rapportés au PIB, avoisinaient 130 % en 2018. Ce risque pourrait être amplifié par une participation active de la Malaisie aux chaînes de valeur mondiales. Étant donné que la Malaisie, plus que n'importe quel autre pays comparable de la région, est fortement dépendante de la Chine pour ses exportations, une décélération plus brutale que prévu de l'économie chinoise pourrait avoir des effets particulièrement négatifs (Graphique 5). Selon des estimations de la banque centrale malaisienne, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine pourraient entraîner une réduction de 1.3-1.5 point de pourcentage du taux de croissance du PIB de la Malaisie en 2019 (Aizuddin, 2018^[31]). Cet impact négatif pourrait être accentué par une boucle de rétroaction négative entre le ralentissement de la croissance

des échanges mondiaux et une nouvelle modération de l'économie chinoise. La position extérieure de la Malaisie devrait fléchir, selon les anticipations, face à un excédent des paiements courants qui s'amenuise pendant la période considérée (Graphique 4, partie E).

Sur le front intérieur, les inquiétudes qui persistent sur la situation des finances publiques pourraient éroder la confiance des investisseurs (Graphique 4, Partie D). Un repli des cours du pétrole pourrait constituer un risque pour la marge de manœuvre budgétaire étant donné la part décroissante des recettes hors pétrole. La dette des ménages, qui a fortement augmenté au début des années 2010, constitue un autre risque potentiel qui joue sur la consommation privée et la prudence du secteur financier, même si une fraction importante des prêts au logement sont adossés à des actifs (Graphique 4, Partie F). Certains risques extrêmes, qui pourraient avoir des effets néfastes sur l'économie, sont examinés au Tableau 3.

Tableau 2. Indicateurs et prévisions macroéconomiquesVariation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire¹

	2016	2017	2018	2019	2020
Production et demande²					
Produit intérieur brut (PIB) réel	4.4	5.7	4.7	4.7	5.0
Consommation	4.9	6.6	7.1	5.1	5.6
Privée	5.9	6.9	8.0	6.1	6.5
Publique	1.1	5.5	3.3	0.3	0.9
Formation brute de capital fixe	2.6	6.1	1.4	2.5	3.6
Privée	4.5	9.0	4.3	5.0	6.3
Publique	-1.0	0.3	-5.0	-3.3	-3.0
Variation des stocks ³	0.5	0.1	-1.2	...	...
Exportations de biens et services	1.3	8.7	2.2	0.8	1.7
Importations de biens et services	1.4	10.2	1.3	1.6	2.0
Solde extérieur ³	0.0	-0.2	0.8	-0.5	0.0
Inflation et utilisation des capacités					
Inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC)	2.1	3.7	1.0	1.7	2.2
Chômage (en % de la population active)	3.5	3.4	3.3	3.5	3.4
Écart de production (en % du PIB potentiel)	-1.1	-0.8	-0.1	0.0	0.1
Finances publiques (en % du PIB)⁴					
Solde budgétaire de l'administration fédérale	-3.1	-2.9	-3.7	-3.4	-3.0
Dépenses	20.2	19.1	20.1	20.5	19.4
Recettes	17.0	16.1	16.3	17.1	16.3
Recettes pétrolières ⁵	2.5	2.5	3.5	5.3	3.4
Dette de l'administration fédérale	52.7	50.1	51.2	51.6	51.0
Secteur extérieur / autres indicateurs pour mémoire					
Cours du pétrole (marché au comptant, Brent, en USD/baril) ⁶	43.7	54.2	71.0	68.4	70.0
Croissance du commerce mondial (en volume) ⁶	2.4	5.5	3.9	2.1	3.1
Solde commercial (en % du PIB)	8.2	8.5	8.4	7.9	7.4
Solde des paiements courants (en % du PIB) ⁴	2.4	2.9	2.3	2.2	1.9
Réserves officielles brutes (en fin d'année, en milliards USD)	94.5	102.4	101.4	...	...
Dette extérieure totale (en % du PIB) ⁴	72.2	64.5	63.9	...	...
Taux du marché monétaire à trois mois, moyenne, en %	3.5	3.4	3.7	...	...
Rendement moyen des titres d'État malaisiens à 10 ans, en %	4.2	3.9	4.1	...	...
Dette des ménages (en % du PIB) ⁴	86.5	82.7	82.0 ⁷	...	...
PIB nominal (en milliards USD, aux taux de change du marché)	301	319	358	371	388

1. Ce tableau repose, pour la période allant jusqu'à la fin de l'année 2018, sur les données publiées par le ministère des Finances, la banque centrale de Malaisie (BNM, *Bank Negara Malaysia*) et le Département des statistiques de Malaisie.

2. À prix constants de 2015.

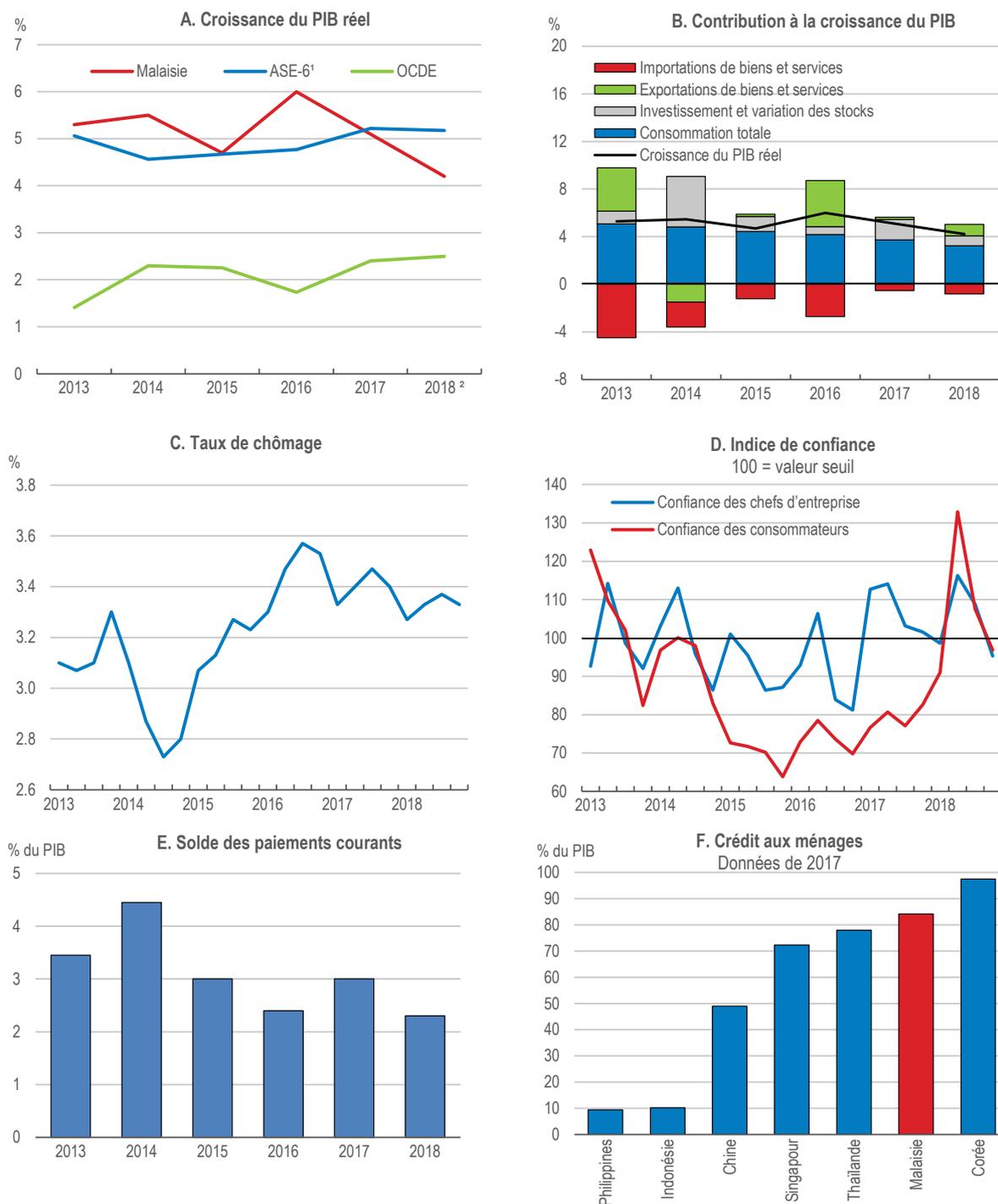
3. Contribution à la croissance du PIB (en points de pourcentage).

4. Sur la base d'un PIB révisé en prenant 2015 comme année de référence.

5. Les prévisions reposent sur l'hypothèse que les dividendes de l'entreprise PETRONAS s'établissent à 54 milliards MYR en 2019, comme annoncé ans le budget, et à 26 milliards en 2020, soit un niveau comparable à celui de 2018.

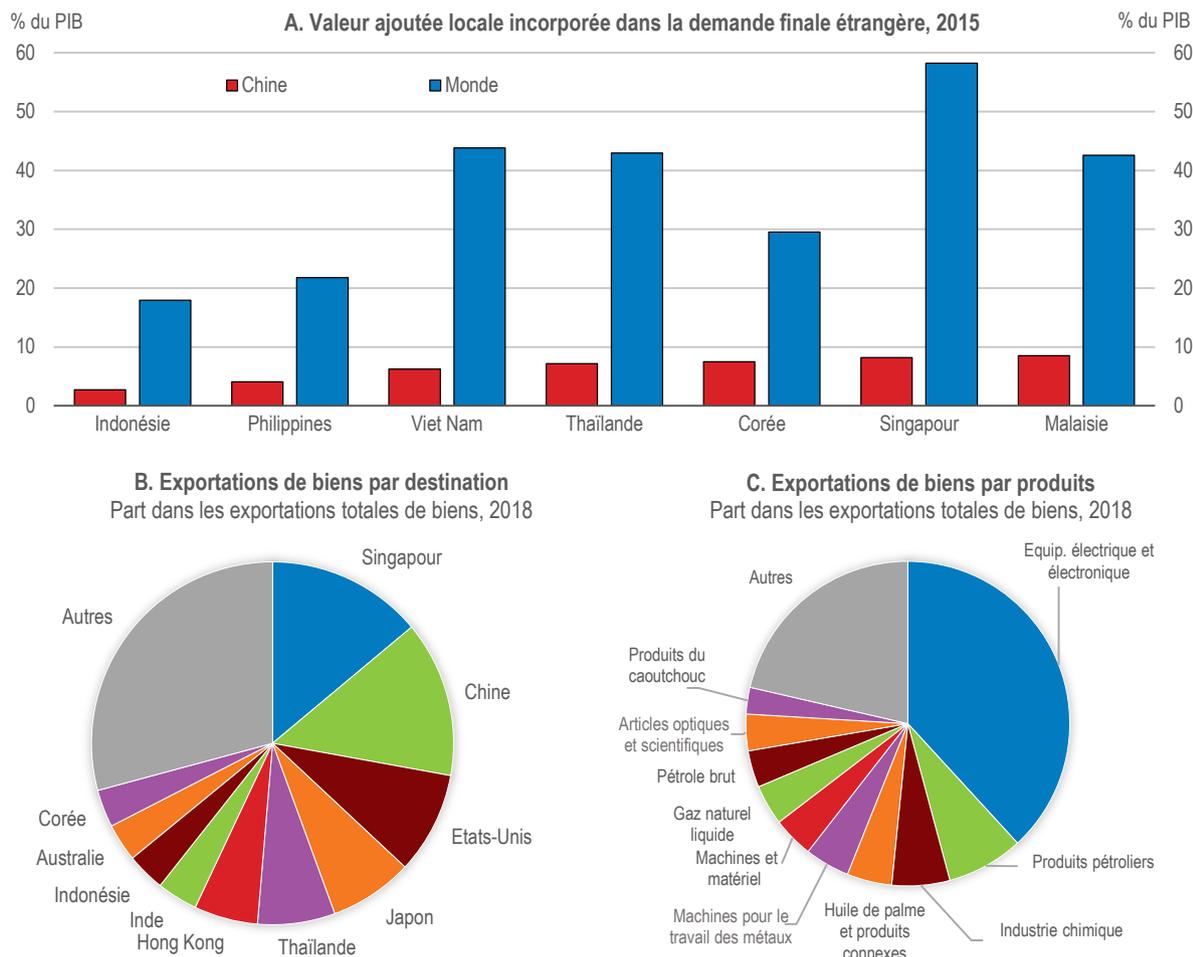
6. D'après la base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 105. (novembre 2018).

Source : OCDE, Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 105 ; Département des statistiques de Malaisie ; banque centrale Bank Negara Malaysia ; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* (base de données).

Graphique 4. Évolution récente des conditions macroéconomiques


1. L'agrégat ASE-6 correspond à la moyenne pondérée du taux de croissance de six pays d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam.

Source : Refinitiv ; Département des statistiques de Malaisie ; FMI (2019), *Perspectives de l'économie mondiale*, avril ; OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 105.

Graphique 5. La croissance de la Malaisie est fortement tributaire des échanges extérieurs

Source : OCDE-OMC, Base de données des *Échanges en valeur ajoutée* ; ministère du Commerce international et de l'Industrie.

Tableau 3. Chocs susceptibles d'affecter l'économie malaisienne

Facteurs de vulnérabilité	Impact potentiel
Catastrophes naturelles	Les conditions météorologiques ont été imprévisibles ces dernières années en raison du changement climatique. Les inondations et la sécheresse occasionnent des dégâts aux productions agricoles.
Tensions géopolitiques	Les facteurs d'instabilité régionale, notamment la Corée du Nord et la mer de Chine méridionale, pourraient saper la confiance des investisseurs.

L'action publique en matière de politique monétaire et de système financier soutient la capacité de résilience

La banque centrale de Malaisie, Bank Negara Malaysia (BNM), a opté pour un cadre de politique monétaire plutôt discrétionnaire, qui tranche avec la politique de ciblage de l'inflation appliquée dans d'autres pays comparables d'Asie du Sud-Est comme l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande. Ce cadre repose sur l'objectif de la BNM, qui est de ménager un haut degré de souplesse pour les interventions monétaires tout en tenant

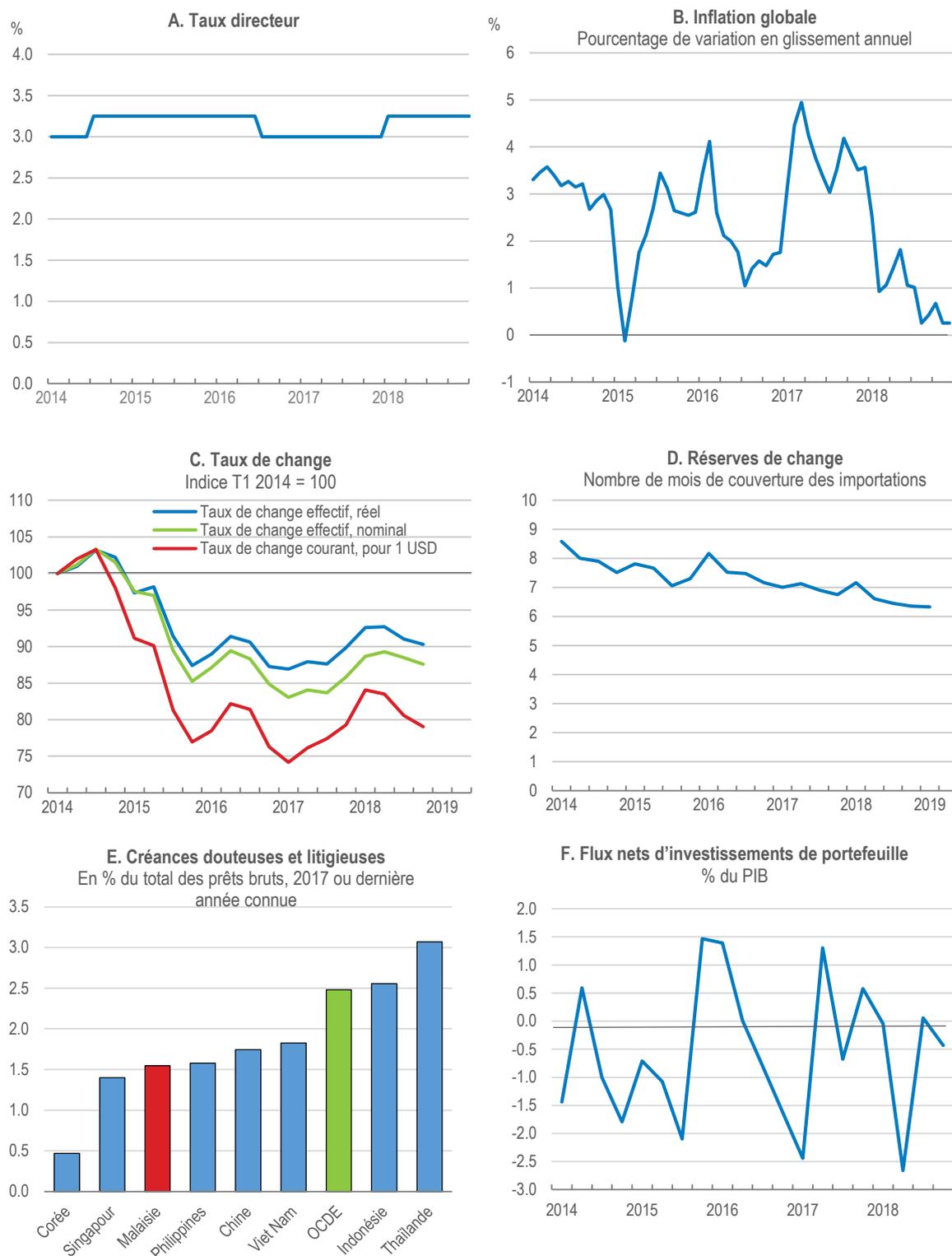
compte de risques importants comme la formation de bulles de prix d'actifs et la déstabilisation qu'entraîne la liquidation de ces actifs (BNM, 2018^[4]).

Il n'en reste pas moins que le maintien d'une inflation stable et faible est l'un des objectifs premiers de la politique monétaire de la Malaisie. Pour la première fois depuis juillet 2014, la BNM a relevé son taux directeur de 25 points de base en janvier 2018, qui est ainsi passé à 3.25 %. En mai 2019, la BNM l'a abaissé pour le ramener à 3 % afin d'écarter un accroissement des risques à la baisse, en particulier sur le front extérieur (Graphique 6, Partie A). L'inflation globale en 2018 a été modérée en raison de la dissipation des effets de la hausse mondiale des prix pétroliers et de la stabilité des approvisionnements en produits alimentaires frais, due à des conditions météorologiques favorables. Les mesures prises par le nouveau gouvernement dans le but de réduire le coût de la vie ont également concouru à cette modération (Graphique 6, Partie B). Selon toute probabilité, l'inflation devrait demeurer modeste pendant la période considérée, en partie à cause de la faiblesse des prix des produits de base. La perspective de voir les prix mondiaux de ces produits rester bas du fait d'une croissance économique mondiale qui devrait ralentir, alliée aux mesures des pouvoirs publics pour amortir l'impact de la hausse du coût de la vie, permettra une nouvelle détente des prix sur le marché intérieur. Selon les prévisions, le marché du travail devrait rester solide compte tenu de créations d'emplois constantes qui maintiennent le plein emploi dans l'économie.

Les autorités considèrent que le secteur financier demeure solide et stable grâce à la prudence du secteur bancaire intérieur et à la résilience de sa position extérieure (BNM, 2019^[5]). Les ratios d'adéquation des fonds propres ont été supérieurs aux normes de Bâle III et le taux de créances douteuses et litigieuses est faible (Graphique 6, Partie E). Les mesures macroprudentielles adoptées par la BNM ont aidé à contenir le gonflement de la dette des ménages et les prix des logements, même si cette dette demeure élevée, comparée à d'autres pays d'Asie du Sud-Est et appelle à la vigilance (Graphique 4, Partie F).

Sur le front extérieur, la dette extérieure s'établissait à 63.9 % du PIB à la fin de décembre 2018, dont une fraction de 19.3 % était imputable à l'administration fédérale et 31 % correspondait à de la dette libellée en ringitt (MYR). Alors que l'excédent des paiements courants (2.3 % du PIB en 2018) pourrait servir d'amortisseur pour absorber des chocs inattendus sur les marchés financiers mondiaux, il appelle toutefois à rester vigilant du fait qu'il s'amenuise depuis ces dernières années (Graphique 4, Partie E). Signe des sorties d'investissements de portefeuille de non-résidents, provoquées par la normalisation de la politique monétaire dans les pays avancés et par l'aversion pour le risque des investisseurs, le taux de change du ringitt (MYR) par rapport au dollar (USD) diminue depuis janvier 2018, tandis que les écarts de rendement des titres d'État se creusent. Les réserves de change en couverture mensuelle des importations diminuent depuis quelques années, mais cette couverture était encore de 6.4 mois au quatrième trimestre de 2018 (Graphique 6, Parties C, D et F). La volatilité sur les marchés émergents mondiaux, ainsi qu'on l'a observée en 2018, n'a eu qu'un impact modeste et temporaire sur la Malaisie.

Graphique 6. La situation monétaire et financière a été stable dans l'ensemble

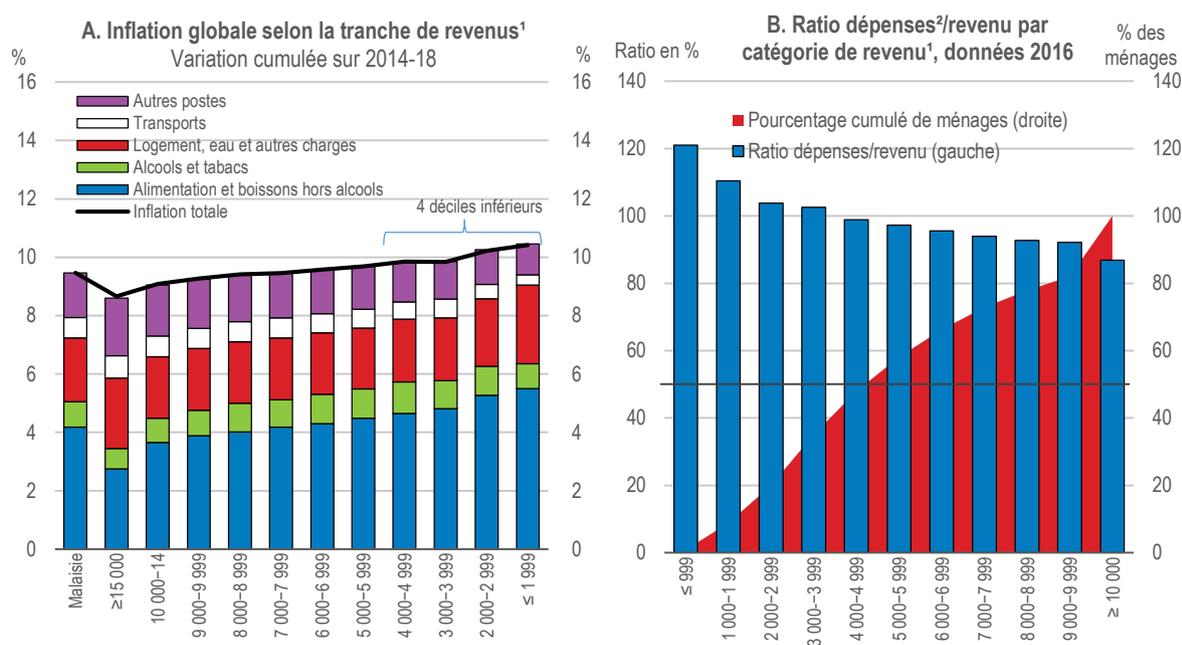


Source : Refinitiv ; Banque centrale de la Malaisie (Bank Negara Malaysia) ; Banque mondiale, *Base de données des Indicateurs du développement dans le monde*.

Les ménages modestes sont relativement vulnérables à la hausse du coût de la vie

La hausse du coût de la vie a été une source de préoccupation majeure pour de vastes segments de la société malaisienne. Même si l'inflation globale a été modérée ces dernières années, les prix alimentaires ont augmenté beaucoup plus rapidement, ce qui a accru la charge qui pèse sur les familles, en particulier des catégories les plus modestes pour lesquelles l'alimentation est le poste de dépenses le plus important (Graphique 7, Partie A). Les ménages modestes gagnant moins de 2 000 MYR par mois consacrent 95 % de leurs revenus aux biens et services nécessaires au maintien de leur subsistance, de sorte qu'ils n'ont guère de marge de manœuvre pour faire face à une hausse des prix (Khazanah Research Institute, 2018^[6]). Cette catégorie de ménages représente 10 % du total des ménages. Toutefois, le tableau est encore plus défavorable si l'on prend en considération d'autres postes de dépenses comme l'impôt sur le revenu, les remboursements d'emprunts et les investissements : 35.1 % des ménages affichaient un ratio mensuel dépenses/revenu négatif et 66.3 % d'entre eux dégageaient un excédent de moins de 5 % de leur revenu mensuel en 2016.

Graphique 7. L'inflation n'a pas le même impact selon les catégories de revenu



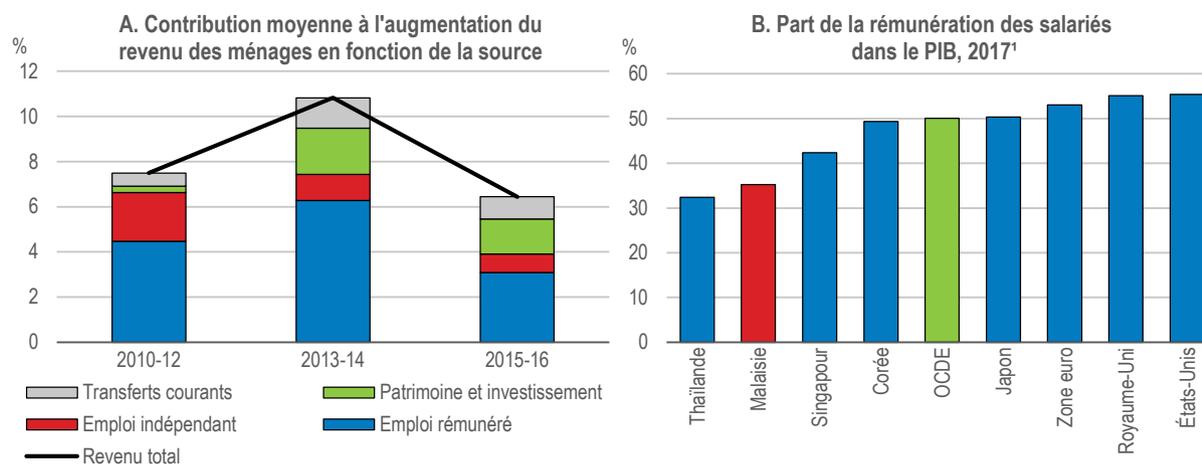
Source : Département des statistiques de la Malaisie et calculs de l'OCDE.

En moyenne, le rythme d'accroissement du revenu des ménages a modéré son rythme ces dernières années (Graphique 8, Partie A), principalement en raison d'une croissance plus lente de l'emploi rémunéré. Les rémunérations et salaires ont augmenté plus vite que l'inflation (Graphique 7, Partie B), mais la croissance des salaires médians en termes réels (moyenne annuelle de 3.3 % entre 2013 et 2017) a été plus lente que la croissance du PIB réel (5.3 %), ce qui signifie que les travailleurs ont moins profité de la prospérité économique que les autres agents de l'économie. En conséquence, la part du travail dans le revenu national (*i.e.* les rémunérations des salariés en proportion du PIB) n'est toujours que d'un tiers, même si le tableau est moins négatif lorsque l'on considère le fait que les

« revenus mixtes » contribuent aux revenus des travailleurs indépendants (Graphique 8, Partie B). De fait, la moitié des Malaisiens occupant un emploi gagnaient moins que la rémunération médiane nationale, de 2 160 MYR par mois en 2017, soit 500 USD environ cette même année, ce qui montre que la création d'emplois bien rémunérés fait encore défaut (MEA, 2018^[9]). En outre, bien qu'elles se soient amenuisées, les inégalités de revenu entre les ménages demeurent bien supérieures à la moyenne des pays de l'OCDE (Graphique 9).

Graphique 8. Diminution de la part de l'emploi rémunéré et de l'emploi indépendant dans le revenu des ménages

Prix courants

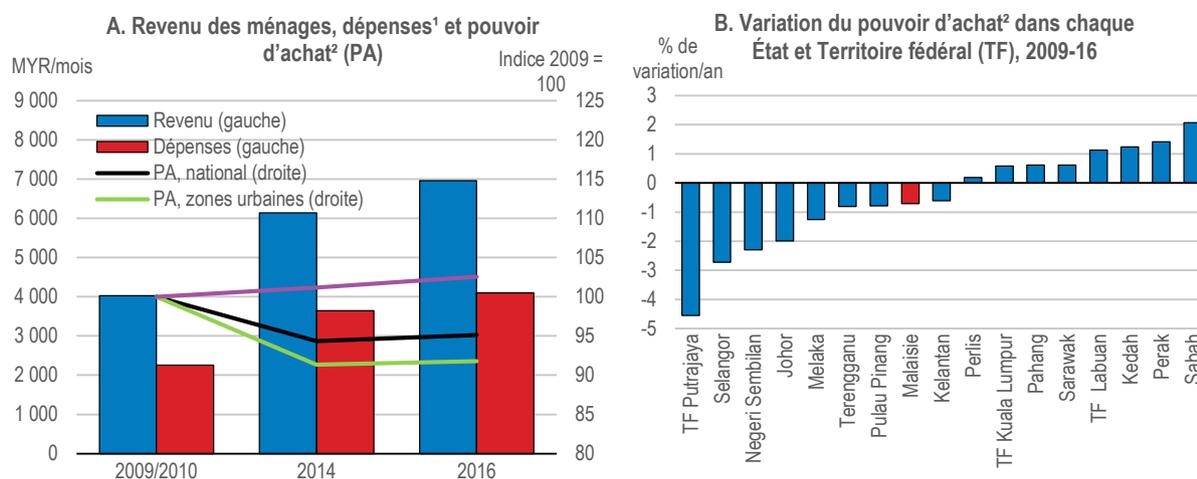


1. Données de 2016 pour la zone euro, le Japon, la Corée, la Thaïlande et les États-Unis.

2. Rémunérations des travailleurs indépendants, des entreprises non constituées en sociétés et autres.

Source : Département des statistiques de la Malaisie ; Département des statistiques de Singapour ; Banque de Thaïlande ; OCDE, *Base de données sur les comptes nationaux* ; calculs de l'OCDE.

Graphique 9. Les inégalités sont en recul en Malaisie mais son système d'impôts et de transferts a peu d'effet sur la distribution des revenus



Source : OCDE (2018), *Base de données sur la distribution des revenus* ; F. Solt (2016), « The Standardized World Income Inequality Database », *Social Science Quarterly*, Vol. 97/5, pp. 1267-1281.

Le gouvernement a pris des mesures pour amortir l'impact de la hausse du coût de la vie, principalement en faveur des ménages appartenant aux catégories de revenus les plus faibles, et pour réduire les disparités de revenu. Les mesures prises sont notamment : le versement de transferts monétaires directs aux ménages dont le revenu mensuel est inférieur ou égal à 4 000 MYR ; le déploiement d'un programme de logements financièrement accessibles pour les ménages modestes ; la mise en place de subventions et d'un encadrement des prix sur certains produits de première nécessité. Ces dispositifs n'ont pas été suffisants pour compenser le niveau relativement faible du revenu des ménages du « B40 » (des 4 derniers déciles de la distribution) et le renchérissement des produits de base (BNM, 2018_[10]). Qui plus est, les subventions ne sont pas ciblées et par conséquent, elles grèvent les finances publiques. Cette option pourrait ne pas être viable à long terme. Aussi, la mise en œuvre de mesures qui permettent d'améliorer le revenu des ménages, notamment grâce à la promotion de l'entrepreneuriat et de l'investissement dans les compétences, à l'accroissement de la productivité et de l'employabilité des ménages modestes, ainsi qu'il est souligné dans l'évaluation à mi-parcours du 11^e Plan quinquennal de la Malaisie, est d'une importance cruciale pour augmenter le pouvoir d'achat des ménages plus durablement et garantir une croissance économique plus inclusive.

Accorder une importance prioritaire à la viabilité des finances publiques

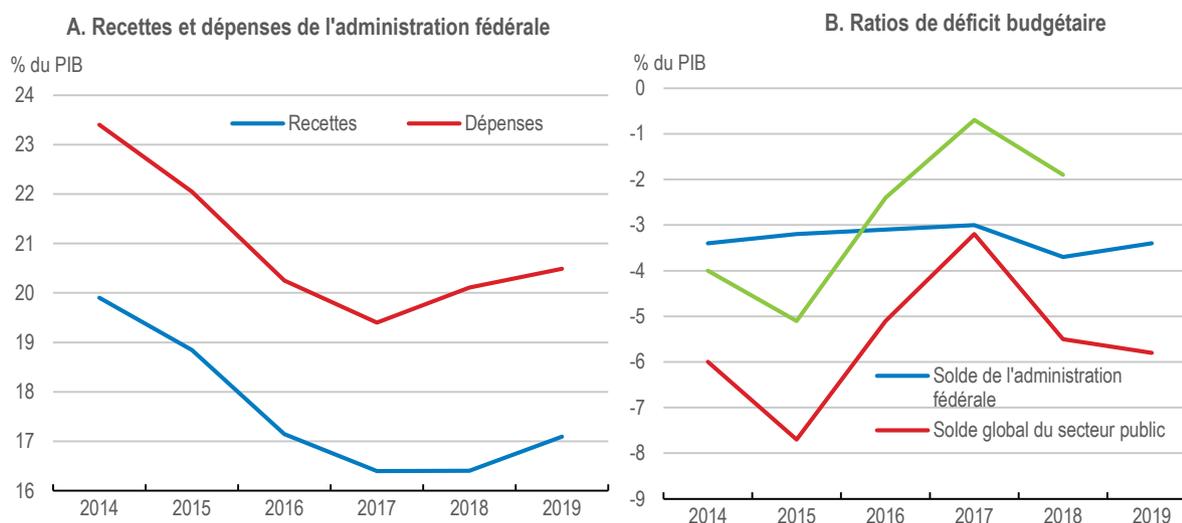
Des réformes sont nécessaires pour garantir la viabilité des finances publiques à moyen terme (OECD, 2016_[11]). Les recettes recouvrées sont modestes et fluctuantes, alors que les dépenses devraient sensiblement augmenter, notamment les dépenses de retraite, de santé et d'éducation, compte tenu de l'action engagée par le gouvernement pour favoriser une croissance inclusive. Bien que la Malaisie soit attachée au rééquilibrage de ses finances publiques, des problèmes subsistent. Il faut réorienter les efforts d'assainissement budgétaire.

La Malaisie s'est elle-même imposé un plafonnement de sa dette publique fédérale à 55 % de son PIB. À la fin de 2018, la dette de l'administration fédérale s'établissait à 51.2 % du PIB. Les pratiques de gestion de la dette peuvent être améliorées, et il ne devrait être fait appel aux lois de finances rectificatives que si nécessaire. Les normes de communication d'informations financières doivent être renforcées afin de faire en sorte que l'ample volume d'actifs hors bilan et autres éléments de passif éventuel associés aux entreprises publiques et aux partenariats public-privé (PPP) soient correctement comptabilisés.

La réforme de la politique budgétaire s'est accélérée avec le lancement du programme de transformation budgétaire en 2010. Ce programme fixait comme priorités aux autorités d'accroître les recettes et d'améliorer l'efficacité des dépenses, tout en veillant à ce que la politique budgétaire soit propice à la croissance. L'objectif défini par le programme consistait à obtenir un solde budgétaire quasiment équilibré en 2020. Il instaurait également la taxe sur les produits et services (TPS) – une taxe sur la valeur ajoutée – qui a succédé en avril 2015 à la taxe sur les ventes et les services (TVS) qui était prélevée sur certains biens et services. Les autorités ont réduit les subventions, notamment en procédant à une suppression massive de subventions aux produits énergétiques et alimentaires entre 2010 et 2014. Pour renforcer l'obligation de rendre des comptes et la transparence dans le cadre de la conduite de la politique budgétaire, les autorités publient depuis 2015 un cadre budgétaire à moyen terme, qui intègre des prévisions macroéconomiques et budgétaires essentielles.

Conformément au programme électoral du nouveau gouvernement entré en fonctions en mai 2018 qui prévoyait un allègement du coût de la vie, en hausse ces dernières années, une réduction du taux de la TPS de 6 % à 0 % entrant en vigueur le 1^{er} juin 2018 a été annoncée, puis supprimée en septembre 2018. Des difficultés de mise en œuvre de la TPS ont contribué également à rendre cet impôt impopulaire, notamment des retards de versement des remboursements de taxe aux entreprises, représentant 19 milliards MYR d'arriérées de remboursements (environ 1.4 % du PIB de 2017). Pour compenser le recul des recettes budgétaires, les autorités ont rétabli la taxe sur les ventes et les services (TVS) en septembre 2018, mais avec une assiette sensiblement plus étroite. Du fait de ces mesures et de l'intégration de programmes comptabilisés comme des dépenses hors bilan par le précédent gouvernement, le déficit de l'administration fédérale s'est hissé à 3.7 % du PIB en 2018, alors que son niveau prévu en début d'année était de 2.8 % du produit intérieur brut. Le déficit des entreprises publiques non financières devrait se creuser, compte tenu de l'augmentation des dépenses courantes afférentes à un grand nombre d'interventions de réparation et de maintenance dans les raffineries de pétrole ainsi que du renchérissement du coût des facteurs dans les entreprises de services d'utilité publique (Graphique 10).

Graphique 10. Le déficit budgétaire s'est creusé



Note : Le solde global du secteur public correspond à la somme des recettes des administrations publiques et du solde courant des entreprises publiques non financières (EPNF), diminuée des dépenses de fonctionnement et de développement des administrations publiques et des dépenses de développement des EPNF. Les données relatives à 2019 sont des prévisions du gouvernement.

Source : Ministère des Finances (2018), *Fiscal Outlook and Federal Revenue Estimates 2019*, http://www1.treasury.gov.my/fo_2019.html.

Malgré cette augmentation du déficit budgétaire de 2018, le gouvernement accorde une importance prioritaire à l'assainissement des finances publiques. Il a mis en avant les risques budgétaires associés à l'ampleur de l'encours de la dette publique et des éléments de passif éventuel. Le gouvernement vise à ramener le déficit budgétaire à 3.0 % du PIB en 2020 et aux alentours de 2 % du PIB à moyen terme. La trajectoire budgétaire devrait avoir pour objectif de ramener le déficit budgétaire au-delà de l'objectif de 2 % du PIB pour constituer un volant de réserve en cas de chocs imprévus. Conformément à cette

trajectoire d'assainissement des finances publiques et à l'objectif de renforcer la transparence des marchés publics, le gouvernement a réexaminé certains projets d'infrastructures de grande envergure et proposé un ensemble de mesures destinées à accroître les recettes. Cela inclut une rationalisation des dispositifs d'incitation fiscale destinée à réduire les pertes de recettes fiscales et l'instauration de nouveaux impôts, une taxe de départ appliquée à toutes les personnes quittant le pays en transport aérien et une taxe sur les services en ligne importés.

Le gouvernement évalue progressivement diverses options pour élargir la base des recettes publiques, y compris par des prélèvements sur les activités du numérique, en tenant compte des recommandations du Groupe de réflexion de l'OCDE sur l'économie numérique (TFDE). Les règles actuelles de la fiscalité sont mises à rude épreuve par les difficultés que soulève la transformation numérique de l'économie et la Malaisie compte parmi les pays qui ont envisagé de nouvelles taxes unilatérales sur les services numériques. Les membres du G20/OCDE participant au processus de réflexion sont résolus à parvenir à une solution consensuelle et durable en 2020, et n'ont pas trouvé d'accord sur la nécessité ou l'intérêt de mesures temporaires, ce qui a compliqué les avancées vers une solution qui fasse consensus (OECD, 2019^[12]). Il conviendrait que la Malaisie continue de prendre part aux réflexions en cours sur une approche globale et consensuelle des enjeux fiscaux que soulève la transformation numérique.

Tableau 4. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la politique budgétaire

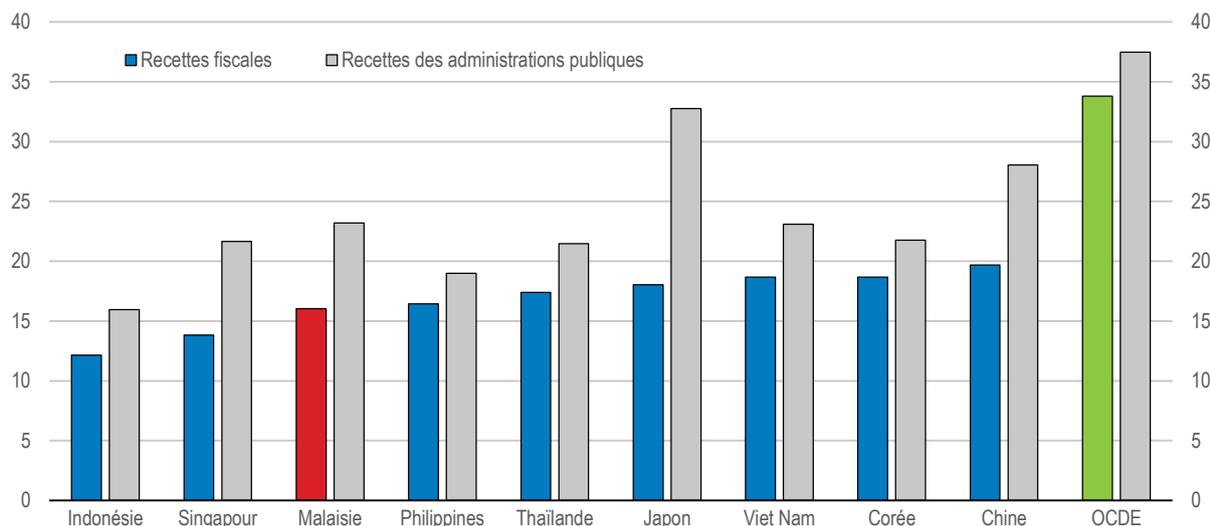
Principales recommandations	Mesures prises depuis novembre 2016
Poursuivre l'assainissement budgétaire afin de disposer d'une marge de sécurité en cas de dégradation de la situation.	Le gouvernement a revu son objectif de déficit budgétaire en octobre 2018, en le fixant à 3.0 % du PIB en 2020.
Procéder à une évaluation indépendante des besoins en termes de dépenses et de recettes.	Le gouvernement a demandé à la Banque mondiale d'entreprendre un examen des dépenses publiques dans le domaine de l'agriculture. Cet examen a été achevé en février 2019.
À moyen terme, étudier la possibilité : i) de réduire progressivement les exemptions fiscales puis de relever le taux de la taxe sur les produits et services (TPS), et ii) d'accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu.	La TPS a été supprimée, et la taxe sur les ventes et les services (TVS) a été rétablie en septembre de la même année.

Élargir la base d'imposition et la rendre plus cohérente afin de favoriser l'inclusion

Bien que les inégalités de revenu aient diminué au cours des trois dernières décennies, le système d'impôts et de transferts de la Malaisie a joué un rôle limité en matière de redistribution des revenus au cours de la même période. Pour favoriser une croissance inclusive dans l'ensemble du pays, il est nécessaire d'accroître les recettes fiscales afin de renforcer la protection sociale. Néanmoins, le niveau global de ces recettes est faible par rapport à la moyenne de l'OCDE (Graphique 11). Le ratio recettes budgétaires/PIB a diminué ces dernières années en raison de la baisse du cours du pétrole (Graphique 12, partie B). Les autorités devront engager des réformes pour accroître les recettes fiscales et financer les dépenses nécessaires pour faire en sorte que les fruits de la croissance profitent à tous, notamment modifier le poids relatif des impôts directs et indirects dans la structure fiscale et élargir la base d'imposition, en tenant compte de l'équilibre à trouver entre efficacité et équité.

Graphique 11. Les recettes fiscales de la Malaisie sont faibles

En pourcentage du PIB, moyenne 2012-16



Source : FMI (Fonds monétaire international) (2018), *Base de données mondiale des statistiques des recettes publiques* et *Base de données des Perspectives de l'économie mondiale* ; FMI (2018), *Viet Nam - IMF Country Report*, n° 18/215 ; OCDE, *Base de données des Statistiques des recettes publiques*.

Les impôts directs, notamment l'impôt sur les sociétés, occupent une place plus importante dans la structure fiscale en Malaisie que dans les pays de l'OCDE et dans les économies comparables de la région (Graphique 13). Compte tenu de la suppression de la TPS en 2018, le poids des impôts directs devrait encore s'accroître dans la structure fiscale malaisienne. D'après des travaux de l'OCDE, lorsqu'on classe les prélèvements par ordre croissant en fonction de leurs effets de distorsion, on trouve d'abord les impôts périodiques sur la propriété immobilière, puis les impôts sur la consommation (et les autres impôts sur le patrimoine), les impôts sur le revenu des personnes physiques et les impôts sur les sociétés (Johansson, Å. et al., 2008^[13]). Les impôts sur la consommation peuvent certes avoir un effet négatif plus prononcé sur les ménages à faibles revenus que sur les ménages aisés, mais un mécanisme compensatoire pourrait être mis en place, tel qu'un crédit d'impôt sous conditions de ressources ou une prestation en espèces destinée spécifiquement aux ménages à faibles revenus. (Brys, B, et.al., 2016^[15]).

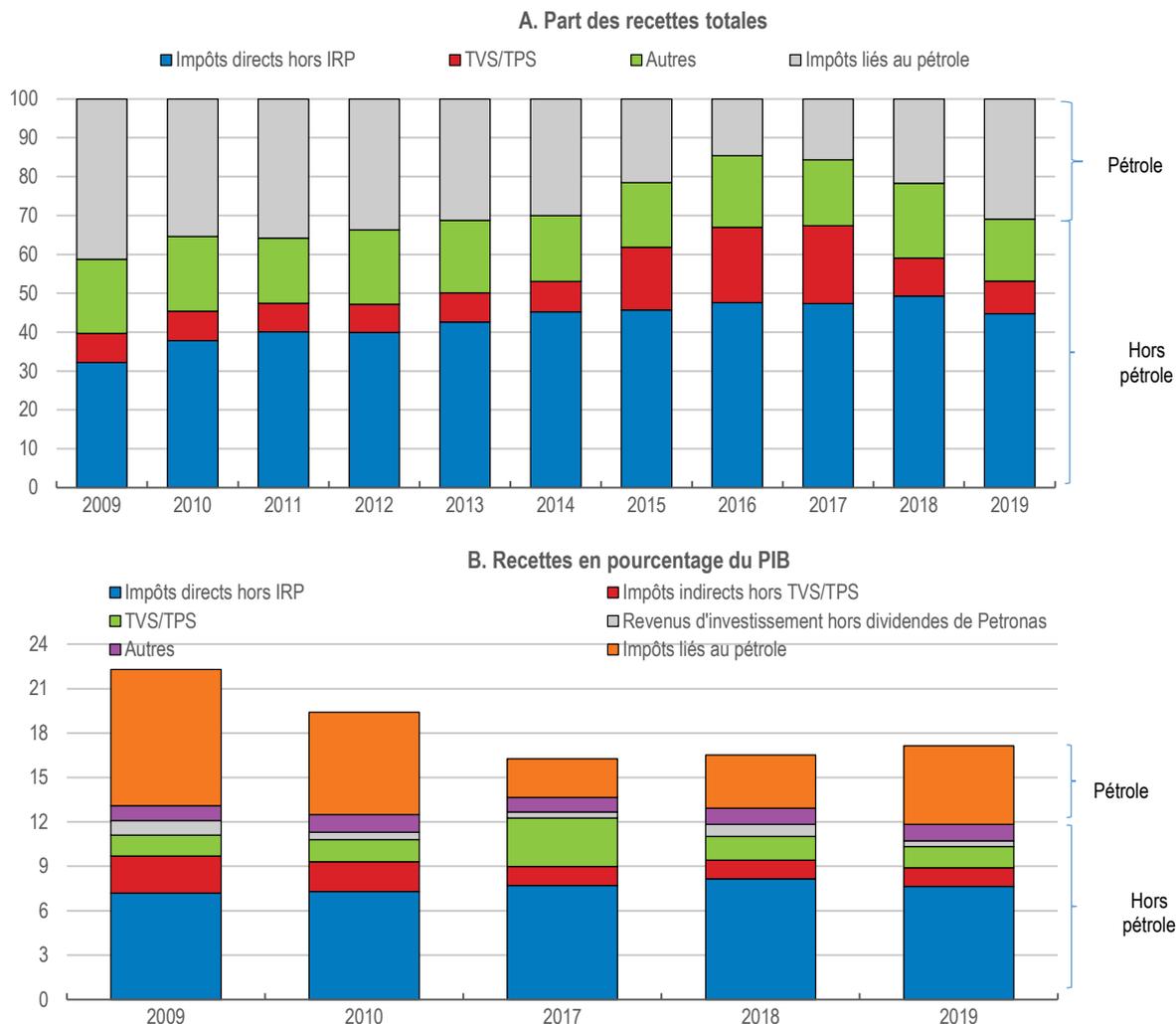
Pour compenser la diminution des recettes fiscales découlant de la suppression de la TPS, les autorités ont rétabli en septembre 2018 la TVS, qui est prélevée sur les fabricants de biens produits sur le territoire malaisien, les fournisseurs de certains services (notamment de restauration, de télécommunications et d'électricité) et les importateurs, alors que la TPS était prélevée à tous les stades de la chaîne de valeur. La TVS s'applique au taux de 5 % ou 10 % ou à un taux spécifique pour certaines catégories de biens, et au taux de 6 % pour les services, et son assiette est nettement plus étroite que celle de la TPS, le nombre de personnes et d'établissements immatriculés à la TVS étant désormais de 100 405, alors qu'il s'établissait à 476 023 pour la TPS (Lee, 2018^[17]). De même, le nombre d'articles exonérés a été multiplié par dix par rapport à la TPS (Lim, 2018^[18]). La TVS devrait représenter 12.5 % des recettes fiscales totales en 2019, alors que la part de la TPS était de 25.9 % en 2017. Aussi le gouvernement pourrait-il envisager d'élargir la base d'imposition pour accroître la contribution aux recettes totales de la TVS, sachant que le fait de porter le taux de couverture de cette taxe de 38 % à 50 % du panier de

consommation du secteur privé pourrait potentiellement générer une augmentation des recettes collectées à hauteur de 0.9 % du PIB (Tableau 7). En outre le barème de la taxe pourrait être simplifié. Des travaux récents relatifs aux pays de l'OCDE indiquent que des taxes sur la consommation simples ayant une assiette large réduisent les coûts liés au respect de la législation fiscale et les effets de distorsion induits sur les décisions de consommation par les systèmes de taux différenciés, tout en étant proportionnelles ou légèrement progressives mesurées en pourcentage des dépenses des ménages (OECD/KIPF, 2014^[19]).

Des réformes sont nécessaires pour élargir l'assiette des impôts directs, dans la mesure où moins de 20 % de la main-d'œuvre paie l'impôt sur le revenu (MOF, 2018^[21]). Par ailleurs, 14 % seulement des entreprises ont acquitté l'impôt sur les sociétés en 2017 (Fernando Fong, 2017^[10]). À cet effet, il serait d'une importance cruciale de renforcer encore le déploiement des stratégies visant à améliorer le recouvrement de l'impôt, telles que les a définies l'équipe désormais au pouvoir. Ces stratégies sont notamment de professionnaliser les activités de surveillance du respect des obligations fiscales, comportant plus spécifiquement des procédures de vérification et d'enquête, de mettre en place des programmes d'éducation à la fiscalité et d'améliorer les mesures de restriction de déplacement appliquées aux contribuables n'ayant pas acquitté leur dette fiscale. En outre, il est possible d'instaurer des impôts sur les plus-values et des droits de succession, ce qui contribuerait à une croissance inclusive.

La place importante occupée par les recettes non fiscales (principalement les recettes liées au pétrole, mais aussi les recettes et dividendes provenant des entreprises publiques) demeure une source de vulnérabilité, compte tenu de la volatilité des cours du pétrole. Il est donc préoccupant que le gouvernement continue de recourir à ce type de recettes pour financer de nouvelles mesures sociales (Graphique 12, partie A). En lieu et place, la Malaisie pourrait renforcer le rôle du Fonds national d'affectation spéciale (KWAN, *Kumpulan Wang Amanah Negara*), qui peut accumuler ces recettes sous forme d'épargne dans des structures hors bilan, puis les utiliser au fil du temps pour financer des plans d'investissement à long terme (IDEAS, 2015^[21]). Des initiatives devraient également être prises pour la conservation de l'énergie, chaque fois que cela est possible, via des changements de comportement et la gestion de la demande. Cela atténuerait l'impact de la volatilité des cours de l'énergie sur les dépenses publiques et pourrait servir à promouvoir une politique budgétaire anticyclique.

Graphique 12. La part des recettes non fiscales devrait augmenter, et le ratio recettes totales/PIB diminue

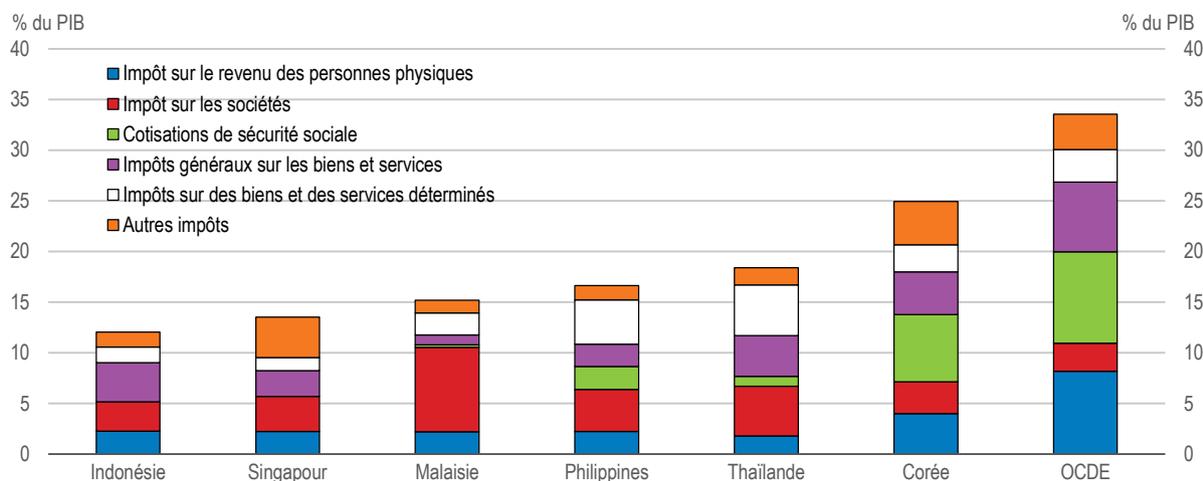


Note : Les sigles IRP, TVS et TPS désignent respectivement l'impôt sur les revenus pétroliers, la taxe sur les ventes et les services, et la taxe sur les produits et services. Les données de 2019 sont des prévisions du gouvernement.

Source : Ministère des Finances (2018), *Fiscal Outlook and Federal Government Revenue Estimates 2019*, Figures 2.1 & 2.2, http://www.treasury.gov.my/pdf/budget/budget_info/2019/revenue/section2.pdf.

Graphique 13. Les impôts directs occupent une place importante dans la structure fiscale de la Malaisie

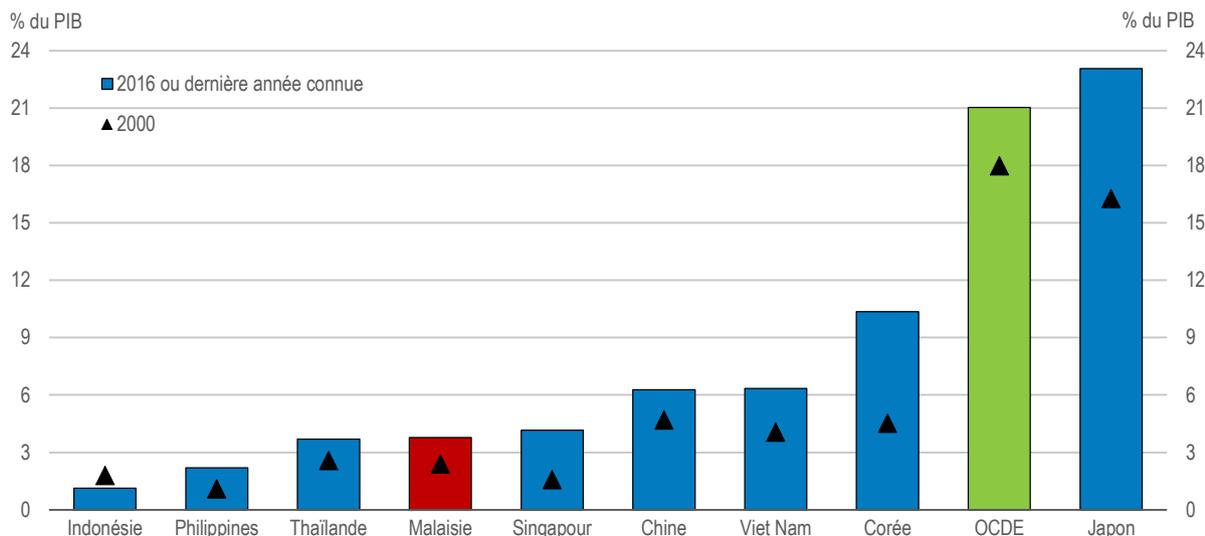
En pourcentage du PIB, 2016



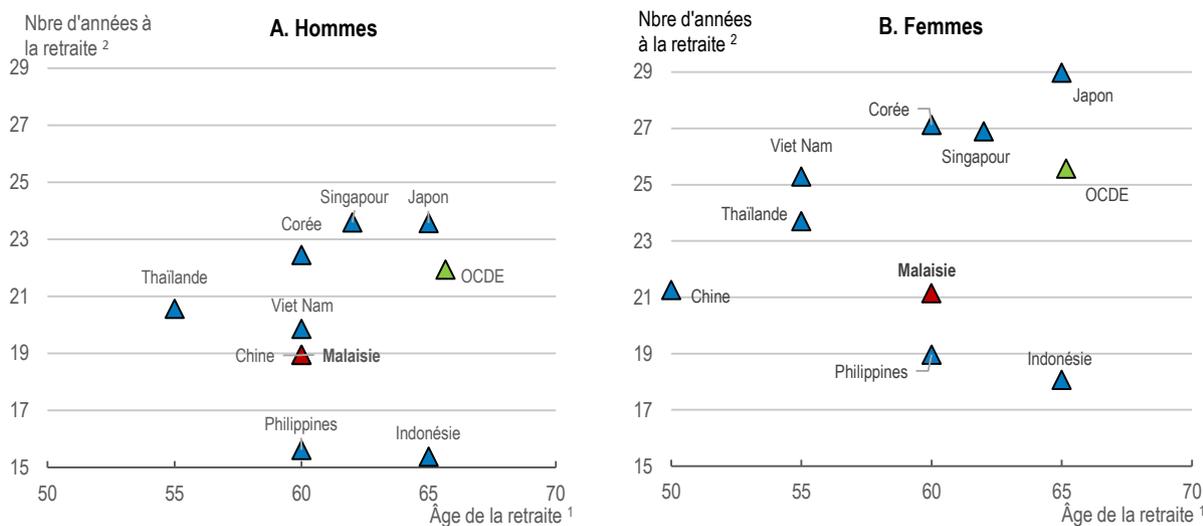
Source : OCDE, Base de données des Statistiques des recettes publiques.

Regrouper les dépenses pour renforcer la protection sociale

Comme dans les pays de l'OCDE et dans certaines autres économies de marché émergentes, les dépenses de retraite et de santé augmentent en Malaisie, en partie du fait des évolutions démographiques (Graphique 14). En outre, les dépenses sociales sont très fragmentées, dans la mesure où elles relèvent de divers ministères *via* une multitude de petits programmes spécifiques, même si leur couverture est par ailleurs incomplète. En 2017, 38 % seulement de la population d'âge actif (âgée de 16 à 60 ans) étaient couverts par le régime public de retraite (le premier pilier du système de retraite) (EPF, 2018^[22]). Le gouvernement a donc mis en place un nouveau programme de retraite afin d'élargir la couverture du Fonds de prévoyance des salariés aux femmes au foyer, aux veuves et aux mères célibataires recensées dans la base de données nationale sur la pauvreté *eKasih*. Il faut améliorer encore cette couverture pour garantir une sécurité des revenus correspondant à l'allongement de l'espérance de vie après la retraite (Graphique 15).

Graphique 14. Il est possible d'augmenter sensiblement les dépenses sociales publiques

Source : OCDE (2018), *Base de données sur les dépenses sociales* ; BIT (Bureau international du travail) (2017), *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019*, Tableau B.16, <https://www.social-protection.org/gimi/gess/ShowWiki.action?id=594&lang=FR#tabs-3>.

Graphique 15. Les Malaisiens peuvent s'attendre à une retraite longue

1. Il s'agit de l'âge auquel un homme ou une femme peut prendre une retraite à taux plein. L'âge de la retraite indiqué pour les femmes chinoises est celui des travailleuses manuelles, sachant que l'âge de la retraite des travailleuses intellectuelles est de 55 ans.

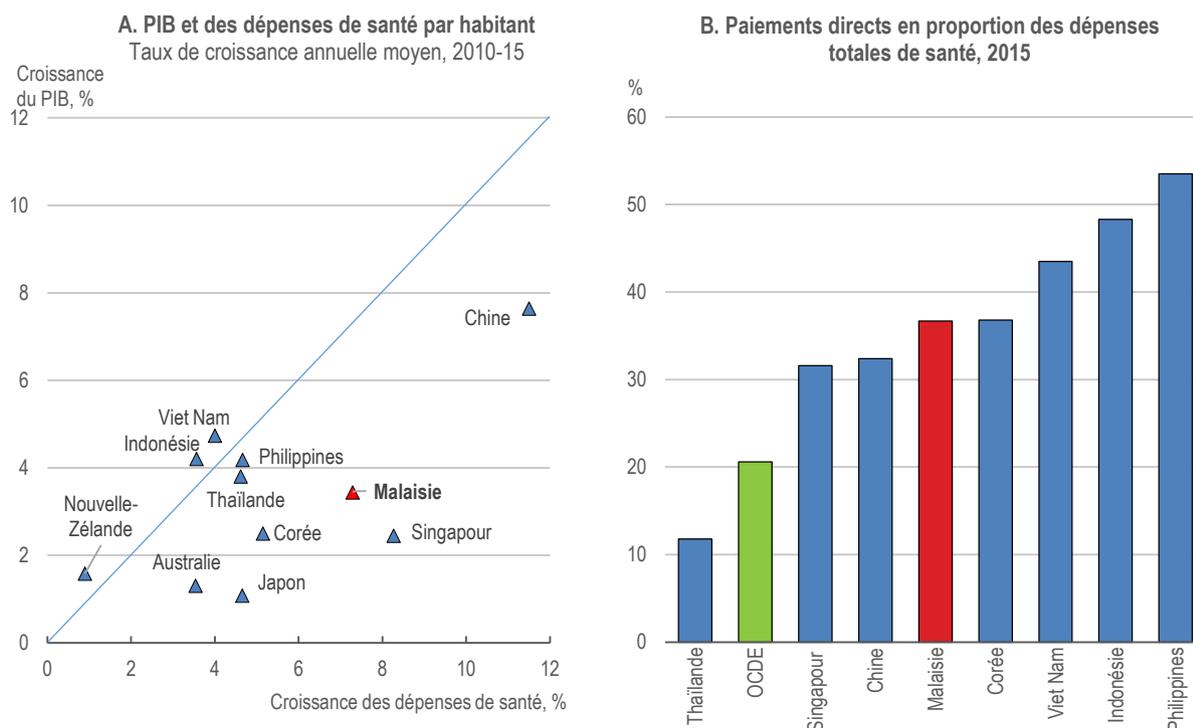
2. Différence entre l'espérance de vie à 60 ans et l'âge de la retraite (estimation des Nations unies pour la période 2015-20).

Source : Banque mondiale (2018), *Women, Business and the Law Data*, <http://wbl.worldbank.org/en/resources> ; Nations Unies (2017), *World Population Prospects: The 2017 Revision, Special Aggregates: Ecological groups*, <https://esa.un.org/unpd/wpp/Download/SpecialAggregates/Ecological/>.

La croissance des dépenses de santé a été plus rapide que celle du PIB réel au cours des dernières années (Graphique 16). Cela correspond aux évolutions observées dans d'autres pays à revenu élevé ou intermédiaire de la région Asie-Pacifique, à savoir la hausse des niveaux de vie, les progrès technologiques et l'accélération du vieillissement

(OECD/WHO, 2018^[23]). La Malaisie se caractérise par un système de soins de santé à deux compartiments, le premier consistant en des structures publiques de soins lourdement subventionnées, pour lesquelles la participation financière des patients reste minimale, et le second en des services privés de soins de santé financés par les paiements directs des patients et par des régimes d'assurance maladie personnelle privés, par des financements d'entreprise (assurances d'entreprise) et par des contrats directs financés par les employeurs et passés auprès de médecins conventionnés, en particulier pour les soins primaires. Au bout du compte, la part des dépenses totales de santé représentée par les paiements directs des patients en 2015 était supérieure à la moyenne de l'OCDE, et à celle observée dans d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure de la région, comme la Thaïlande et la Chine.

Graphique 16. Les dépenses de santé augmentent rapidement



Source : OCDE (2018), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2018*.

Pour garantir une meilleure protection contre les risques financiers, améliorer l'efficacité du système de santé et renforcer sa viabilité, il est crucial de canaliser les fonds correspondant aux paiements directs des patients vers des systèmes de financement structurés, par le biais d'un mécanisme de prépaiement et d'un dispositif unique de mutualisation des risques. Le système public de santé se caractérise par un solide réseau de structures de soins. Néanmoins, il est confronté à de graves problèmes, notamment de surcharge dans les zones urbaines et d'accessibilité insuffisante dans les zones rurales. Il existe un risque de voir s'instaurer un système de santé à deux vitesses, les pauvres étant pris en charge par des structures publiques surchargées et insuffisamment dotées en personnel, et les individus aisés par des établissements privés. Cela étant, s'agissant des maladies chroniques et des pathologies graves, les diverses couches de la population, y compris les plus aisées, continuent de recourir au système public de santé.

Améliorer le système de santé figure parmi les principales priorités du budget de 2019, ce qui se traduit par des dépenses en hausse de 7.8 % par rapport au budget de 2018. Le gouvernement a mis en place en 2019 un nouveau régime national de protection maladie, baptisé mySalam. Il s'agit d'un régime d'assurance maladie doté d'une enveloppe de 2 milliards MYR, destiné à couvrir les personnes âgées de 18 à 55 ans appartenant aux ménages du « B40 » (la partie basse de la distribution des revenus correspondant aux 4 déciles inférieurs). Ce programme propose des prestations pour le traitement de 36 maladies graves ainsi qu'un revenu de remplacement de 50 MYR par jour, plafonné à 700 MYR par an (soit 14 jours), en cas de prise en charge dans un établissement hospitalier public ou agréé.

Un autre dispositif, le PeKa B40 (*Peduli Kesehatan* destiné aux ménages du B40), constitue un changement de modèle par son approche novatrice visant à améliorer les soins préventifs ciblés sur les personnes de 50 ans et plus, en leur offrant des examens de dépistage gratuits dans des établissements privés de soins primaires, grâce à des partenariats public-privé (PPP). Le PeKa B40 fournit par ailleurs trois autres types de prestations, à savoir des aides à l'accès à du matériel médical, des incitations à mener à leur terme les traitements contre le cancer et des aides au transport. Ces mesures pourraient contribuer à améliorer l'efficacité et l'efficience du système de santé, mais il reste à entreprendre des réformes essentielles de sa structure de financement, consistant par exemple à mettre en place un régime d'assurance maladie sans but lucratif géré par les pouvoirs publics qui garantisse la viabilité et l'équité du système ainsi qu'un accès universel à des soins de santé de qualité (OECD, 2016^[11]).

Enfin, le renforcement des investissements dans l'éducation et le développement des compétences, notamment à destination des catégories les plus modestes, pourrait améliorer la distribution des revenus. La dépendance à l'égard du système de protection sociale en serait diminuée, ce qui contribuerait à la viabilité des finances publiques.

Tableau 5. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la promotion d'une croissance inclusive

Principales recommandations	Mesures prises depuis novembre 2016
Promouvoir des modalités de travail flexibles et investir davantage dans le système d'accueil des jeunes enfants, ainsi que dans les programmes de formation tout au long de la vie et de reconversion.	Le nombre de salariés admissibles au bénéfice d'une formation relevant du Fonds de développement des ressources humaines a augmenté, de manière que davantage de sous-secteurs et de petites et moyennes entreprises (PME) puissent en bénéficier au cours de la période 2015-18.
Mettre en place un système global de protection sociale, notamment en mettant en œuvre un régime d'assurance chômage.	En janvier 2018 est entrée en vigueur la loi de 2017 sur le régime d'assurance chômage, qui permet aux travailleurs ayant perdu leur emploi de bénéficier d'une aide financière temporaire et de mesures de recyclage. En juin 2017 est entrée en vigueur la loi de 2017 sur la sécurité sociale des travailleurs indépendants, qui offre une protection sociale aux travailleurs indépendants du secteur informel.
Augmenter l'âge d'ouverture des droits à la retraite parallèlement à l'amélioration de l'espérance de vie en bonne santé, et réduire les dérogations permettant de procéder avant la retraite à des retraits de fonds anticipés.	Une réflexion est en cours sur le report de l'âge légal de départ à la retraite en fonction de l'espérance de vie et de la productivité des fonctionnaires.
Affilier les futurs employés du secteur public au régime de retraite à cotisations définies du secteur privé.	Les pouvoirs publics vont mener une étude sur un régime de retraite plus viable pour l'avenir. Cette étude devrait être achevée en 2020.
Améliorer les services sociaux, les transports et la connectivité à haut débit dans les régions rurales isolées.	Des initiatives seront prises en 2018-20 pour améliorer le réseau routier, l'accès à l'eau, l'approvisionnement en électricité et les infrastructures numériques dans les zones rurales.

Améliorer les marchés publics pour maximiser l'efficacité des dépenses

Les marchés publics passés par l'État et les entreprises publiques représentent 15 % à 20 % du PIB de la Malaisie (MEA, 2018^[9]). Pour maximiser l'efficacité des dépenses, il est nécessaire de rationaliser les procédures de passation des marchés publics : la coexistence de nombreux instruments disparates régissant les marchés publics est une source d'incohérence et de manque de responsabilisation (Xavier and Xavier, 2017^[24]). Ainsi, le jeu de la concurrence au stade de la soumission des offres est entravé par des dispositions telles que des exigences de contenu local dans les services et un seuil spécifique à partir duquel les entreprises étrangères peuvent soumissionner (Gourdon, 2018^[25]).

Pour remédier à ces lacunes, le gouvernement a prévu de mettre en œuvre un train complet de réformes destinées à garantir la transparence des marchés publics et l'obligation de rendre des comptes dans le cadre de leur passation, qui couvrent également les projets fondés sur des partenariats public-privé (PPP). Il est notamment prévu de mettre en place un cadre légal complet et efficace, d'imposer l'organisation d'appels d'offres ouverts, de favoriser la transparence en communiquant plus largement les informations relatives aux marchés publics par le biais de sites internet, de renforcer les capacités, de mettre un terme au monopole dont bénéficient les entreprises publiques dans certaines procédures de passation de marchés publics (notamment s'agissant des importations de riz et des médicaments), et d'aligner les procédures de passation des marchés publics sur les meilleures pratiques internationales, telles que la Recommandation de l'OCDE sur les marchés publics et les principes du Partenariat pour l'ouverture des marchés publics (OCP, *Open Contracting Partnership*) (OECD, 2015^[26]).

Dans les temps à venir, le renforcement de la concurrence dans le cadre de la passation des marchés publics devrait être favorisé par la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), qui prévoit une libéralisation des marchés publics. En vertu du PTPGP, la libéralisation progressive des marchés publics en Malaisie doit s'appliquer aux entreprises des États parties à l'Accord, même si sa portée est limitée aux marchés publics passés par le gouvernement fédéral.

Améliorer la transparence de la procédure budgétaire

Il est crucial pour la procédure budgétaire de renforcer la transparence de l'utilisation des fonds publics. Comparée aux pays de l'OCDE et aux économies comparables de la région, la Malaisie peut encore réaliser des progrès en matière de transparence et d'obligation de rendre des comptes, notamment en établissant un rapport préalable au budget et en procédant à des examens et analyses indépendants des hypothèses macroéconomiques et budgétaires. Le gouvernement a annoncé la présentation du prochain cadre budgétaire à moyen terme, qui inclut des prévisions budgétaires pour les trois années à venir. Des perspectives d'évolution à long terme des recettes et des dépenses totales pourraient contribuer à étayer la confiance des investisseurs (Tableau 6).

Tableau 6. Des mesures supplémentaires pourraient être prises pour améliorer la transparence budgétaire

Informations budgétaires rendues publiques, 2018

● Rendu public ; ○ Non rendu public ; et x : Sans objet

	Projet de budget	Budget adopté	Méthodologie et hypothèses économiques retenues pour établir les prévisions budgétaires	Analyses de sensibilité des modèles budgétaires et/ou macroéconomiques	Circulaire budgétaire	Examens/analyses indépendants des hypothèses macroéconomiques et/ou budgétaires	Rapport préalable au budget	Perspectives d'évolution à long terme des recettes et des dépenses totales
Indonésie	●	●	●	●	●	x	●	○
Malaisie	●	●	○	○	●	x	x	○
Philippines	●	●	●	●	●	x	●	●
Singapour	●	●	○	○	○	○	x	○
Thaïlande	●	●	●	○	●	x	○	○
Viet Nam	○	●	●	x	●	x	●	x
Ensemble de l'OCDE								
● Rendu public	33	33	28	24	20	28	23	24
○ Non rendu public	0	0	5	6	12	1	5	1
x Sans objet	0	0	0	3	1	4	5	8

Note : Les données relatives à l'ensemble de l'OCDE correspondent aux réponses fournies par 33 pays membres de l'Organisation, les données étant manquantes pour le Royaume-Uni et les États-Unis.

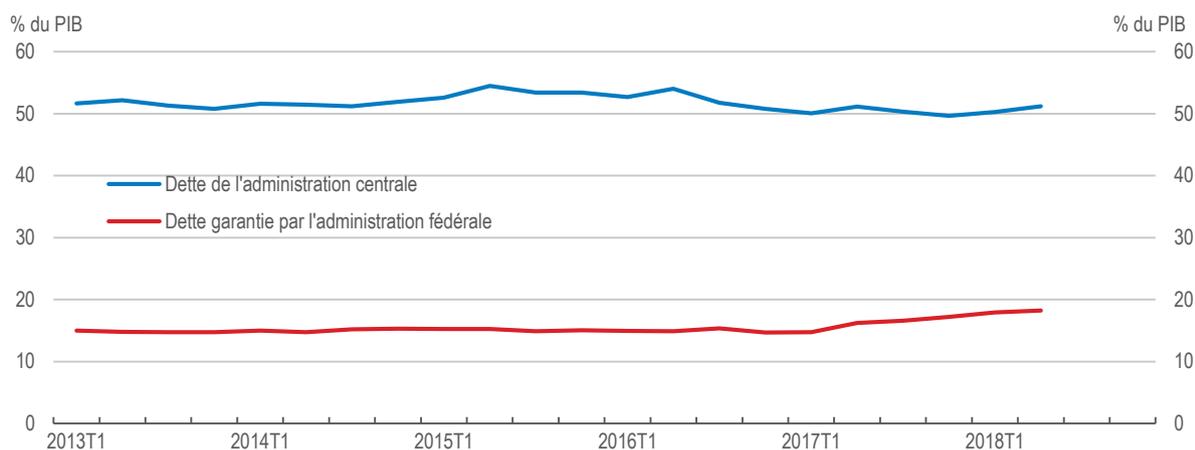
Source : OCDE/BAsD (Banque asiatique de développement) (2019), *Government at a Glance: Southeast Asia 2019*.

L'importance prioritaire accordée par le gouvernement à l'amélioration de la transparence de la procédure budgétaire est mise en évidence par son projet d'élaborer une loi sur la responsabilité budgétaire d'ici à 2021. Celle-ci aura pour objet d'empêcher les dépenses arbitraires susceptibles de porter la dette publique à un niveau plus élevé que prévu.

La gestion des risques liés aux éléments de passif éventuels doit être renforcée

Le gouvernement a fait de la gestion des éléments de passif éventuel une priorité dans le contexte de ses efforts d'assainissement budgétaire à long terme. Les éléments de passif éventuel de la Malaisie recouvrent les garanties de crédit accordées aux entreprises publiques, qui représentaient 18.1 % du PIB à la fin de juin 2018, et les engagements de règlement de loyers au titre de projets fondés sur des PPP, équivalant à 12.9 % du PIB. Ces éléments de passif éventuel représentant 31 % du PIB au total sont d'une ampleur considérable, sachant que la dette de l'administration fédérale s'établissait à 51.2 % du PIB à la fin de 2018 (Graphique 17).

Graphique 17. La dette garantie par l'État a augmenté



Source : Banque centrale de la Malaisie (BNM, Bank Negara Malaysia).

Les éléments de passif éventuel, qui pourraient servir à financer des investissements en infrastructures sans effet immédiat sur le solde budgétaire de l'administration fédérale, constituent des sources importantes de risques budgétaires compte tenu des engagements financiers incertains qu'ils représentent. Or, une accentuation de l'incertitude concernant la trajectoire d'assainissement des finances publiques pourrait saper la confiance des investisseurs, entraînant un alourdissement des coûts de financement du déficit budgétaire. L'anticipation d'un renflouement pourrait créer un aléa moral accentuant encore le risque de défaillances. Bien qu'il soit difficile d'évaluer la probabilité que ces éléments de passif éventuel se transforment en charge budgétaire effective, le gouvernement a révélé que certaines entreprises publiques étaient dans l'incapacité d'assurer le service de leur dette – sachant que l'encours de leurs garanties de crédit représentait environ 11 % du PIB (MOF, 2018^[2]).

Les lacunes du cadre institutionnel, telles que le manque de procédure d'approbation transparente et d'obligations de communication d'informations, ainsi qu'une mutualisation insuffisante des risques, pourraient amplifier le risque que des éléments de passif éventuel se concrétisent. Un rapport de l'OCDE sur les meilleures pratiques de gestion des éléments de passif éventuel recommande une gestion centralisée des risques liés au portefeuille de la dette publique, y compris aux éléments de passif éventuel (OECD, 2006^[27]). Le gouvernement prévoit de mettre en place une autorité de surveillance unique afin de regrouper les informations relatives aux avoirs et aux engagements des entreprises publiques, et de publier un rapport financier global (MEA, 2018^[9]). Une gouvernance plus transparente des entreprises publiques pourrait contribuer à réduire ces risques.

La présence des entreprises publiques dans l'économie malaisienne est conséquente, en particulier dans les secteurs des ressources naturelles, de l'agriculture et des services d'utilité publique (comme les télécommunications et les transports publics). Des entreprises à capital partiellement public représentent environ la moitié des sociétés incluses dans l'indice composite de Kuala Lumpur (KLCI, *Kuala Lumpur Composite Index*), et parmi elles figurent sept des dix plus grandes sociétés cotées en bourse (Menon, 2017^[28]). Au-delà de la fourniture de services d'utilité publique, les entreprises publiques jouent également un rôle en matière de développement social qui s'inscrit dans le cadre de l'action publique – fourniture de logements abordables, développement régional et action en faveur des petites et moyennes entreprises (PME). En 2017, les dépenses de développement des entreprises publiques, qui recouvrent leurs dépenses de développement des infrastructures et de développement social, ont représenté 7 % du PIB, tandis que les dépenses de l'État dans ces domaines se sont établies à 4.2 % du produit intérieur brut (MOF, 2017^[29]). L'État accorde des garanties de crédit pour certains projets de développement d'infrastructures des entreprises publiques, et des prêts destinés à financer des activités de développement social.

Bien qu'étant utile, le recours à des dépenses hors bilan engagées *via* les entreprises publiques pour financer des dépenses d'infrastructure hautement nécessaires risque de déboucher sur des projets non viables d'un point de vue économique et comporte des risques à long terme en termes de service de la dette, de notation de la dette souveraine et d'obligation de rendre des comptes. Une plus grande transparence s'impose pour atténuer les risques susmentionnés. Des informations à la fois quantitatives et qualitatives sur les garanties de crédit devraient être communiquées sur la base de leur coût anticipé et de manière à donner une image complète de la situation financière globale de l'État, tant dans le cadre des informations communiquées sur la gestion de la dette que des documents budgétaires (Ügentürk, 2017^[30]).

Un examen simultané des pratiques et des structures de gestion des entreprises publiques est également nécessaire pour améliorer leur fonctionnement et réduire au minimum les risques liés aux éléments de passif éventuel. Une réforme des entreprises publiques favorisée par le gouvernement a été engagée par le biais d'un Programme de transformation des entreprises liées à l'État sur la période 2005-15. Ce programme visait les entreprises publiques cotées en bourse, qui ont adopté des indicateurs clés de performance ainsi que des contrats d'objectifs et des systèmes de rémunération en fonction des résultats, et dont la composition des conseils d'administration ainsi que la direction générale a été modifiée. Les dirigeants des entreprises publiques ont été dotés d'un mandat clair et d'indicateurs élaborés pour améliorer les résultats de ces entreprises dans un délai déterminé. Ces mesures de réforme ont contribué à améliorer la gestion des entreprises publiques grâce à une meilleure utilisation des ressources en capital et autres (Kim and Zulfiqar Ali, 2017^[31]).

Néanmoins, le gouvernement intervient encore dans la nomination des membres du conseil d'administration et de la direction générale des entreprises publiques ; il en résulte un risque de népotisme et de clientélisme au service d'intérêts catégoriels si la question n'est pas gérée correctement. Il est nécessaire de garantir la transparence de la gestion des entreprises publiques et de veiller à ce que leurs dirigeants soient tenus de rendre des comptes, ainsi que le recommandent les Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques (OECD, 2015^[32]). Ces lignes directrices se fondent sur les meilleures pratiques en matière de gouvernance des entreprises publiques, selon lesquelles les conseils d'administration de ces entreprises doivent notamment disposer de l'autonomie et de l'indépendance nécessaires pour atteindre des objectifs de performance

clairement définis, en dehors de toute ingérence politique, et tout représentant de l'État nommé au conseil d'administration d'une entreprise publique doit avoir des responsabilités légales équivalentes à celles des autres administrateurs. À titre d'exemple de réformes menées en s'appuyant sur les Lignes directrices de l'OCDE, il faut citer la Colombie, qui a réformé la gouvernance de ses entreprises publiques : les autorités ont notamment renforcé la coordination des fonctions actionnariales de l'État ainsi que le professionnalisme et l'indépendance des conseils d'administration des entreprises publiques, tout en améliorant la structuration des procédures de nomination, et elles publient désormais des rapports annuels sur les performances de l'ensemble des entreprises colombiennes dans lesquelles l'État est actionnaire majoritaire (OECD, 2017^[33]). De manière plus générale, le gouvernement a commencé à réexaminer et rationaliser les activités des entreprises publiques. Cela pourrait se traduire par une réduction de l'ampleur des garanties d'emprunt publiques, susceptibles d'avoir des effets de distorsion sur le marché.

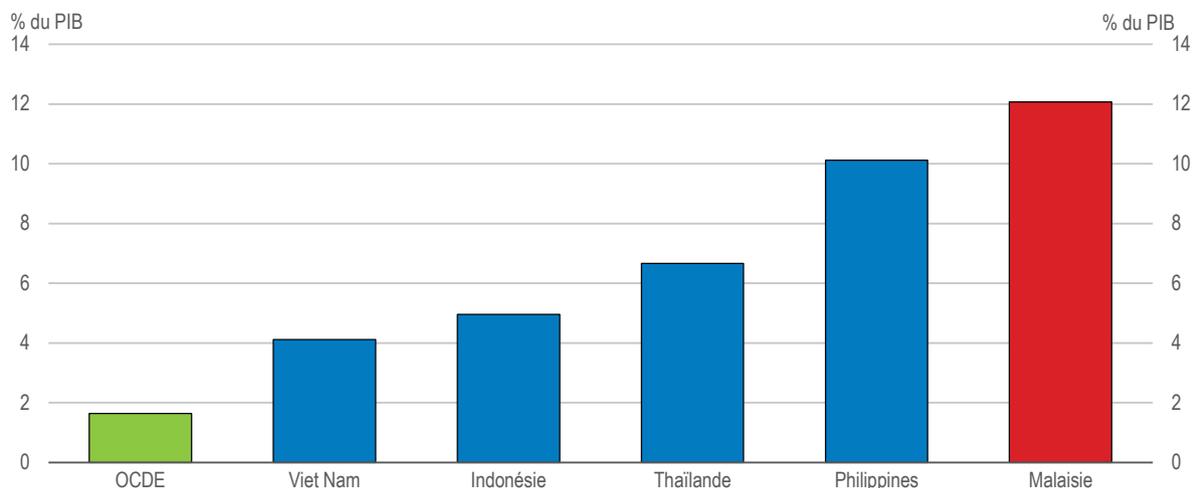
Il faut que le cadre d'action relatif aux partenariats public-privé (PPP) soit plus transparent

La Malaisie joue un rôle pionnier en matière de PPP dans les domaines des infrastructures et du développement social, où elle a commencé à recourir à ce type de dispositif dès le début des années 1980. Les projets fondés sur des PPP portent notamment sur des hôpitaux, des établissements d'enseignement ou des centres de formation professionnelle. Le stock de capital représenté par les projets reposant sur des PPP en Malaisie est relativement important comparé à ceux des pays comparables de la région et à la moyenne de l'OCDE (Graphique 18).

Le gouvernement a accordé une importance prioritaire au renforcement de la transparence des contrats de PPP en révisant le cadre réglementaire actuel des PPP et en mettant en place des lignes directrices pour faciliter l'application de modèles de partenariats public-privé. Cette initiative a été prise parce qu'une forte proportion des projets reposant sur des PPP a été négociée directement avec des partenaires du secteur privé au cours des dernières années, sans procédure d'appel d'offres ouvert, et que l'État a fourni des terrains au lieu de verser des commissions. Les nouvelles lignes directrices rendent obligatoire l'organisation d'appels d'offres ouverts et mettent en place un système de vente aux enchères des terres appartenant à l'État, pour éviter qu'elles ne soient sous-valorisées.

Graphique 18. Le stock de capital représenté par les projets reposant sur des PPP est important en Malaisie

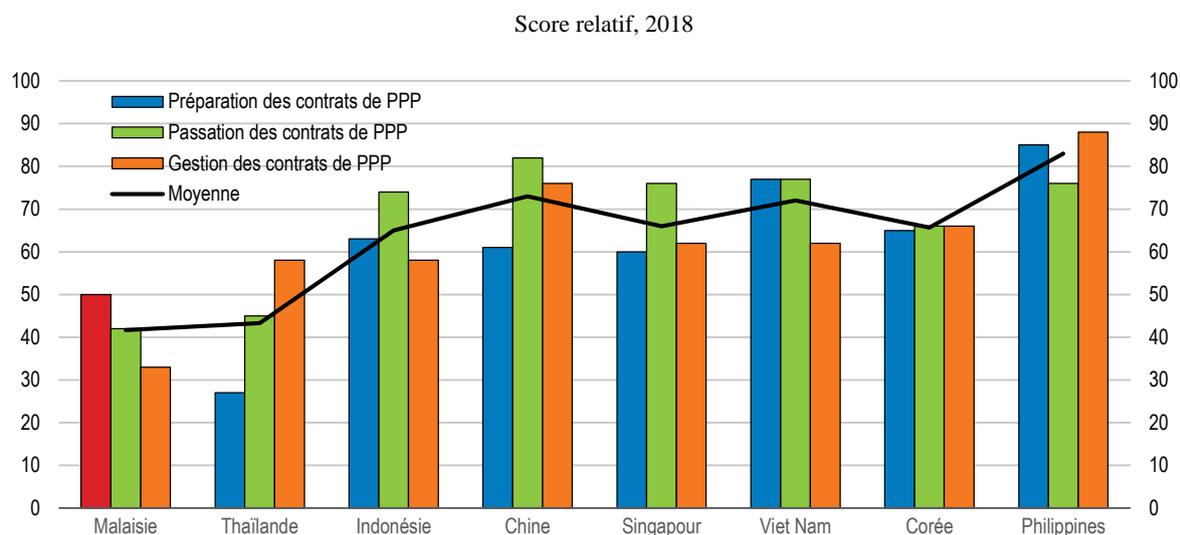
2015 ou dernière année connue



Source : FMI (Fonds monétaire international) (2017), *Base de données sur l'investissement et le stock de capital*, janvier.

Au-delà de la nécessité d'améliorer sa transparence, le cadre réglementaire des projets fondés sur des PPP en place en Malaisie est encore largement perfectible pour satisfaire aux meilleures normes internationales (Graphique 19). Il faut renforcer ce cadre afin de garantir sa transparence et une mutualisation des risques permettant de faire face aux changements de situation inattendus. Il faudrait mettre en place un cadre reposant sur les éléments suivants : un modèle normalisé de contrat de PPP (Préparation des contrats de PPP) ; la notification des résultats de la procédure de passation des contrats de PPP, la négociation avec le soumissionnaire retenu des termes du contrat avant sa signature et la publication du contrat (Passation des contrats de PPP) ; et des règles concernant la modification des contrats de PPP et les événements pouvant survenir au cours de leur durée de vie, ainsi qu'un mécanisme de règlement des différends (Gestion des contrats de PPP). Des progrès réalisés dans ces domaines pourraient contribuer à réduire le risque que des éléments de passif éventuel se concrétisent (voir ci-avant) et à améliorer les prestations de services publics.

Graphique 19. La Malaisie peut améliorer la préparation des contrats de PPP, leur passation et leur gestion



Note : Plus le score est élevé, plus le cadre du pays considéré correspond aux meilleures pratiques internationales.

Source : Groupe de la Banque mondiale/PPIAF (Mécanisme de conseil à l'appui de la formation de partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures) (2018), *Benchmarking Public-Private Partnerships Procurement 2018*.

Il est essentiel de renforcer la gestion de la dette publique pour la viabilité budgétaire

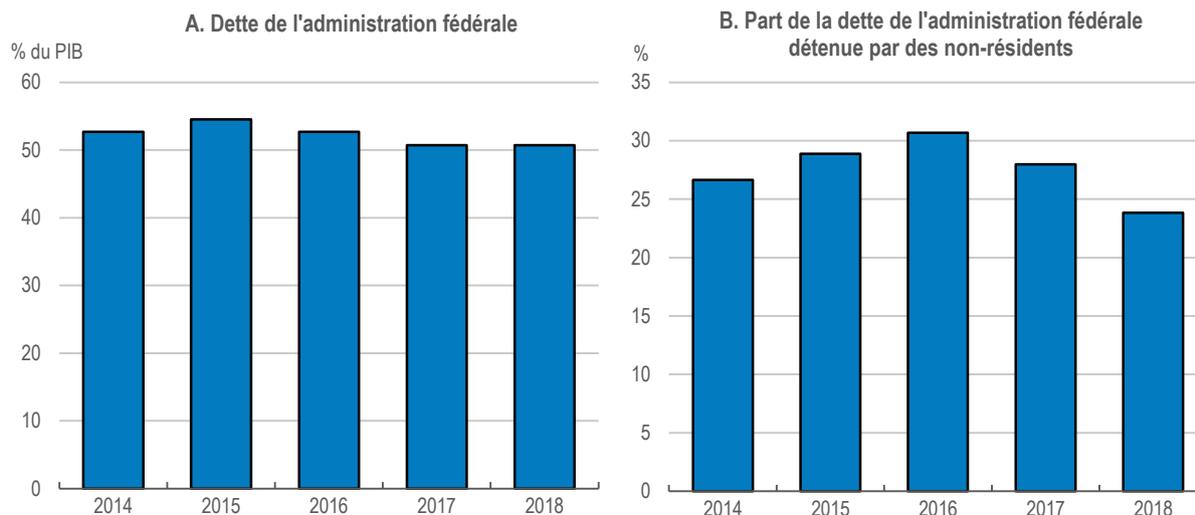
La dette de l'administration fédérale s'établissait à 51.2 % du PIB à la fin de 2018, soit en deçà du plafond que se sont elles-mêmes imposé les autorités (Graphique 20, partie A). L'encours de la dette de l'administration fédérale était composé à hauteur de 97 % de titres émis sur le marché intérieur et libellés en MYR, ce qui limite l'exposition à des chocs extérieurs inattendus. La part de la dette de l'administration fédérale détenue par des non-résidents a diminué ces dernières années, en partie du fait des sorties de capitaux déclenchées par la normalisation de la politique monétaire des pays avancés (Graphique 20, partie B).

La dette de l'administration fédérale pourrait être engagée sur une trajectoire viable si l'engagement pris par le gouvernement d'assainir les finances publiques, en ramenant le déficit budgétaire de 3.7 % du PIB en 2018 à 2 % du PIB environ à moyen terme, se concrétise et s'il poursuit dans cette voie en déployant des efforts similaires (Graphique 21). Néanmoins, la matérialisation d'éléments de passif éventuel pourrait peser sur la trajectoire d'assainissement budgétaire. Ces prévisions n'intègrent pas d'autres risques budgétaires, notamment la possibilité que le prix du pétrole soit plus bas que prévu et que d'autres éléments de passif éventuel se concrétisent.

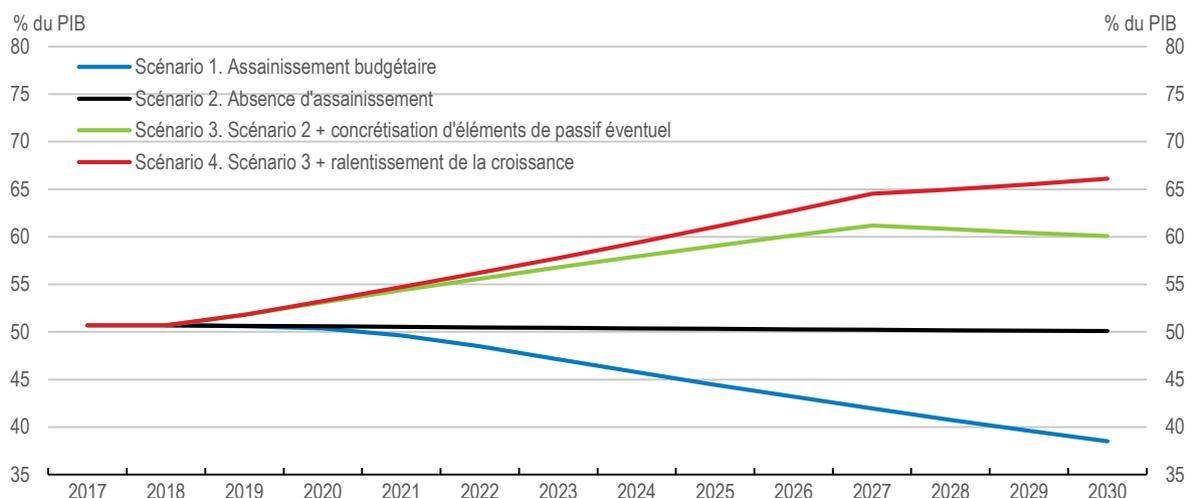
Pour renforcer la gestion de la dette du secteur public, le gouvernement a mis en place en mai 2019 un bureau spécial. Le Bureau de gestion de la dette veillera à ce que les émissions obligataires et les opérations d'emprunt de l'État, des organismes de droit public et des entreprises publiques soient menées en bonne et due forme, et procédera à leur restructuration, si possible, à titre de mesure de réduction des coûts. Le Bureau sera également chargé de formuler des stratégies pour réduire la dette et les engagements de

l'État et de veiller à ce que l'un et l'autre soient maintenus sous contrôle. En outre, un système de comptabilité publique sur la base des droits constatés sera introduit d'ici à 2021. Ce système contribuera à améliorer la divulgation des informations relatives à la dette, aux avoirs et aux engagements de l'ensemble des ministères et organismes publics (Lim, 2018^[18]).

Graphique 20. La dette de l'administration fédérale reste inférieure au plafond défini



Source : Ministère des Finances (2018), *Fiscal Outlook and Federal Revenue Estimates 2019*, http://www1.treasury.gov.my/fo_2019.html.

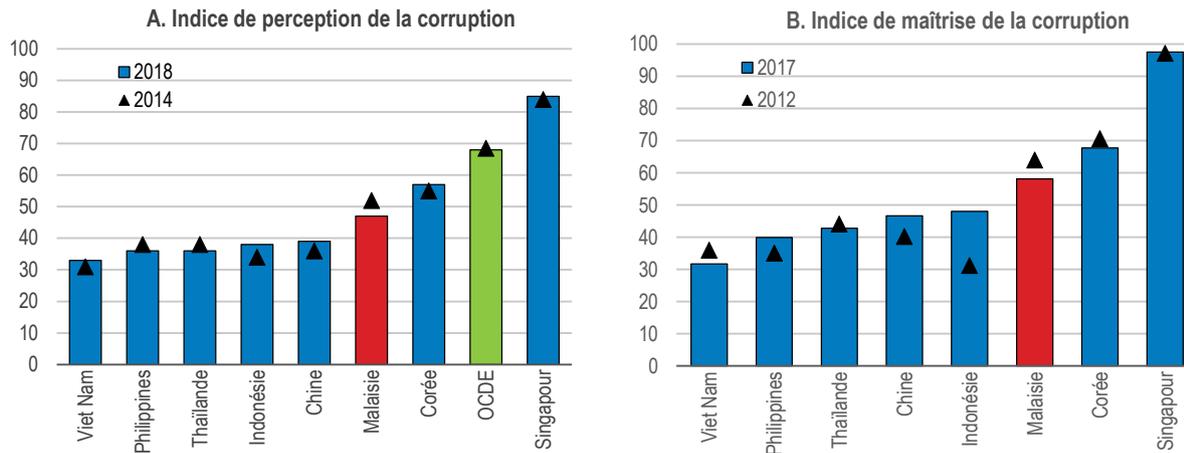
Graphique 21. Scénarios d'évolution de la dette de l'administration fédérale

Note : Le scénario d'assainissement budgétaire (scénario 1) repose sur l'hypothèse que le déficit primaire atteint 0.1 % du PIB d'ici à 2022 et que cette tendance se prolonge ensuite. Le scénario d'absence d'assainissement (scénario 2) se fonde sur l'hypothèse que le déficit primaire se stabilise à 1.5 % du PIB à partir de 2019. Le scénario de concrétisation d'éléments de passif éventuel (scénario 3) repose sur l'hypothèse que les éléments de passif éventuels correspondant aux entreprises publiques dans l'incapacité d'assurer le service de leur dette (représentant 11 % du PIB) à la fin de juin 2018 se concrétiseront à hauteur de 1.4 % du PIB au cours de la période 2020-27, sur la base du scénario 2. Dans ces scénarios, il est supposé que le taux de croissance du PIB nominal s'établit à 7.2 % et le taux d'intérêt à 3.9 %, sur la base des valeurs moyennes de la période 2011-18. Le scénario 4 se fonde sur l'hypothèse que d'ici à 2030, le taux de croissance réelle diminue pour s'établir au niveau du taux de croissance réelle moyen des économies de marché émergentes de l'OCDE (c'est-à-dire du Chili, de la Hongrie, du Mexique, de la Pologne et de la Turquie) au cours de la période 2025-30, dont le taux de croissance s'établit à 3 % en termes réels et à 5 % en termes nominaux. Les autres hypothèses retenues sont tirées du scénario 3.

Source : Datastream ; Ministère des Finance (2018), *Fiscal Outlook and Federal Revenue Estimates 2019* ; OCDE (2014), « Perspectives macroéconomiques à long terme : scénario de référence, No. 95 (Édition 2014) », *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections* (base de données), <https://doi.org/10.1787/data-00690-fr>.

Il est essentiel de garantir l'intégrité du secteur public pour l'efficacité du système budgétaire

Le nouveau gouvernement s'est fixé à juste titre pour priorité de garantir l'intégrité du secteur public. Les autorités ont intensifié leurs efforts de lutte contre la corruption afin d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques et d'assurer le recouvrement des recettes. Néanmoins, les marges de progression de la Malaisie en matière d'intégrité demeurent considérables par rapport à la moyenne de l'OCDE (Graphique 22), notamment au regard de la série de faits présumés de détournement de fonds publics qui ont mis en évidence l'insuffisance des mécanismes de responsabilité dans le secteur public. Pour éviter les agissements répréhensibles découlant d'un manque de transparence, la Recommandation de l'OCDE sur l'intégrité publique souligne l'importance du rôle de la surveillance et du contrôle externes des dispositifs destinés à garantir l'intégrité du secteur public, et de l'association des parties prenantes à l'élaboration des politiques et à leur mise en œuvre (OECD, 2017^[34]).

Graphique 22. La Malaisie doit redoubler d'efforts pour combattre la corruption

Note : Dans la partie A du graphique, l'indice varie sur une échelle allant de 0 (haut niveau de corruption) à 100 (haut niveau d'intégrité). Dans la partie B, les données correspondent au classement par centile de 214 pays et territoires.

Source : Transparency International (2018), *Indice de perception de la corruption 2018* ; Banque mondiale, *Indicateurs mondiaux de gouvernance, mise à jour de 2018*.

Encadré 4. Estimation de l'impact sur les finances publiques de certaines recommandations formulées dans cette *Étude*

Les principales recommandations formulées dans cette *Étude* ont un impact à la fois sur les dépenses et les recettes du budget de l'administration fédérale. Si les recommandations concernant l'abaissement de l'âge de la scolarisation, le recrutement de personnel dans l'administration, l'amélioration de la qualité de l'éducation préscolaire et l'allongement de la durée minimum du congé de maternité ont un coût pour le budget de l'État, une meilleure efficacité de l'administration fiscale, l'élargissement des bases d'imposition et l'introduction d'une taxe carbone devraient permettre de conforter la situation des finances publiques grâce un meilleur recouvrement des recettes fiscales.

Le Table 7 propose une synthèse de l'impact des principales recommandations sur le solde budgétaire de l'administration fédérale. Les estimations présentées correspondent à l'impact direct de chacune de ces recommandations et sont établies à partir d'informations accessibles au public.

Table 7. Estimation de l'impact sur le budget de certaines recommandations de cette *Étude*

Principales recommandations	Impact sur le solde budgétaire, % du PIB
Recommandations réduisant le déficit	3.9
Améliorer l'efficacité de l'administration fiscale ¹	2.0
Élargir les bases d'imposition et augmenter les recettes de la fiscalité indirecte, en particulier des taxes sur la consommation ²	0.9
Introduire une taxe sur le carbone ³	1.0
Recommandations augmentant le déficit	1.2
Abaisser l'âge de la scolarisation à 5 ans au moins ⁴	0.6
Investir dans des structures publiques d'accueil de jeunes enfants et prévoir de subventionner des structures privées et en entreprise ⁵	0.2
Alléger les tâches administratives incombant aux enseignants de façon à ce qu'ils puissent consacrer davantage de temps à la préparation de leurs cours ou à des activités de tutorat ou d'évolution professionnelle.	0.3
Porter la durée minimum du congé de maternité à 98 jours pour que celle-ci soit conforme aux normes internationales ⁶	0.1
Impact net sur le solde budgétaire	+2.7

Note: ¹ Hypothèse : la proportion de contribuables passe de 25 % à 30 % de l'emploi total parmi les particuliers, et 14 % à 20 % du nombre total d'entreprises parmi les entreprises déclarées.

² Élargir la base d'imposition de la taxe sur les ventes et les services (TVS) en portant son taux de couverture de 38 % à 50 % du panier de consommation du secteur privé.

³ Hypothèse : la taxe carbone est fixée à 7.7 EUR, soit 35.6 MYR par tonne d'émissions de CO₂ (taux calculé à partir du taux moyen appliqué dans 14 pays de l'OCDE en 2015). La contribution nette de la taxe carbone aux recettes fiscales totales pourrait être inférieure si elle est mise en œuvre en même temps que les programmes visant à atténuer l'impact de la hausse du coût de la vie.

⁴ Le nombre d'enseignants et d'ouvertures de classes est supposé augmenter de 19 % pour pouvoir assurer une année de scolarité supplémentaire. En outre, les dépenses d'investissement ponctuelles qu'il faudrait engager pour construire les écoles nécessaires sont estimées à 2 % du PIB.

⁵ Hypothèse : la part des dépenses publiques consacrées à l'éducation préscolaire est portée au niveau moyen des pays de l'OCDE.

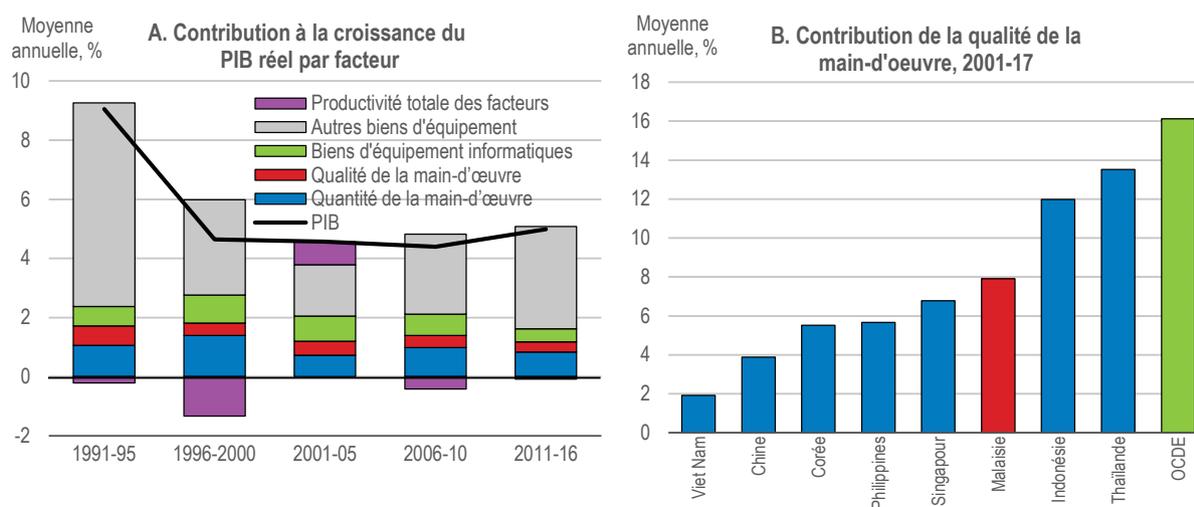
⁶ Hypothèse : la durée du congé de maternité est portée de 60 à 98 jours et l'État en supporte le coût pour moitié.

Source : UNESCO, Institut de Statistique ; Département des statistiques de Malaisie ; et calculs de l'OCDE.

Stimuler la croissance et la productivité

Depuis le milieu des années 90, la Malaisie s'est engagée dans un programme visant à promouvoir l'innovation et la productivité, de façon à transformer son économie, auparavant fondée sur les intrants, en un modèle régi par la connaissance (EPU, 2015^[35]). Malgré l'intensité de l'investissement public et des initiatives visant à améliorer la productivité, celle-ci reste modeste et l'économie reste fortement dépendante des facteurs de production, sur lesquels elle est axée, particulièrement les biens d'équipement autres qu'informatiques, principalement dans la construction résidentielle et non résidentielle (Graphique 23, partie A).

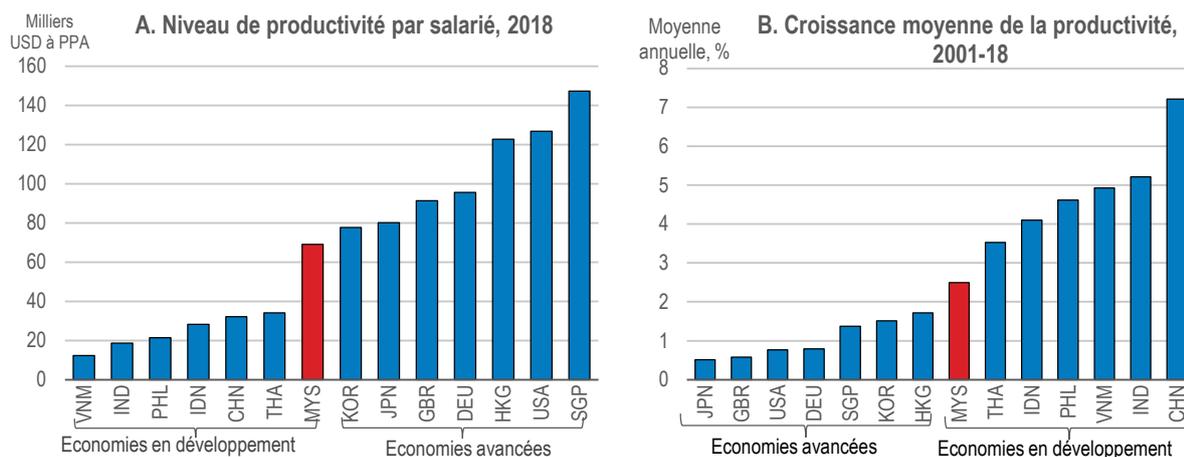
Graphique 23. La contribution de la qualité de main-d'œuvre à la croissance économique est faible



Note : La mesure de « qualité de la main-d'œuvre » est fondée sur la structure de qualifications des actifs, évaluée de manière approchée par leur niveau d'instruction.

Source : The Conference Board (2019), *Total Economy Database*.

En Malaisie, la productivité de la main-d'œuvre a augmenté rapidement au cours de la première moitié des années 90, affichant une progression de 5.4 % par an sur la période 1991-97, ce qui la place au septième rang sur 50 économies de ce point de vue. Cependant, les performances se sont dégradées après la crise financière en Asie. Quoi qu'il en soit, le niveau de productivité de la Malaisie reste inférieur à celui de la plupart des économies avancées. Par exemple, en termes de parités de pouvoir d'achat, le niveau de productivité de la Malaisie en 2019 était inférieur de moitié environ à celui des États-Unis et de Singapour (graphique 24). En revanche, il est supérieur à celui de pays comparables de la région comme la Thaïlande, la Chine, l'Indonésie, l'Inde et le Vietnam. Toutefois dans ces pays, la progression de la productivité est supérieure, signe de la rapidité de leur rattrapage.

Graphique 24. La productivité du travail reste inférieure à celle des pays avancés

Source : The Conference Board (2019), *Total Economy Database*.

Le développement du capital humain est l'un des enjeux fondamentaux pour le relèvement de la productivité de la main-d'œuvre en Malaisie. L'importance du développement du capital humain est soulignée dans la plupart des plans de développement ou plans directeurs sectoriels adoptés en Malaisie. Ainsi, récemment, l'autonomisation du capital humain a été citée comme l'un des piliers d'action dans l'examen à mi-parcours du 11e plan de la Malaisie. Dans le Cadre public pour une industrie nationale 4.0, le relèvement des compétences et la production de futurs talents figurent au nombre des cinq tremplins stratégiques identifiés, et dans le Schéma directeur pour la productivité de la Malaisie, la constitution d'une main-d'œuvre du futur apparaît comme le premier moteur au niveau national.

Pour l'instant, les industries de la Malaisie dépendent d'une manière excessive des travailleurs semi-qualifiés ou peu qualifiés et de la main-d'œuvre étrangère (MEA, 2018_[9]). Bien que l'augmentation du nombre de travailleurs qualifiés (3.9 % par an sur la période 2016-18) soit supérieure à celle des travailleurs moyennement ou peu qualifiés (dont l'évolution combinée ressort à 0.9 %), la part des travailleurs qualifiés dans le total de l'emploi reste modeste, à 27.2 %, alors que les autorités ont fixé un objectif de 35 % d'ici 2020 (EPU, 2015_[36]). En conséquence, la contribution de la qualité de la main-d'œuvre à la croissance économique reste faible. En moyenne, la qualité de la main-d'œuvre a contribué à hauteur de quelque 8 % à la hausse du PIB réel sur la période 2001-18, soit beaucoup moins que la moyenne de l'OCDE (graphique 24, partie B).

Le capital humain est fortement associé aux déterminants de la croissance économique comme l'innovation et les institutions politiques ou économiques. La présence de travailleurs qualifiés est essentielle pour faciliter l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies, ainsi que pour favoriser la montée en gamme des activités de manière à libérer le potentiel de croissance économique. Améliorer les compétences de base de la population, et faire en sorte que tous les jeunes puissent avoir acquis des compétences fondamentales d'ici 2030, entraînerait un gain de croissance économique à long terme de 0.71 point de pourcentage (Hanushek and Woessmann, 2015_[37]).

L'augmentation du taux d'activité des femmes devrait favoriser les gains de productivité. Le nombre élevé de femmes en dehors de la population active constitue un réservoir de compétences inutilisées dans lequel on pourrait puiser pour contribuer à une meilleure

productivité du pays et corriger les déséquilibres entre l'offre et la demande de compétences. Des politiques publiques qui aident les femmes à accéder à des opportunités professionnelles correspondant à leurs qualifications permettront d'optimiser l'utilisation des compétences (voir chapitre thématique).

Les efforts visant à produire un vivier de talents de haute qualité doivent être intensifiés pour accompagner l'aspiration des pouvoirs publics à faire de la Malaisie un pays avancé et inclusif (voir le chapitre thématique).

La montée en régime des mesures de libéralisation faciliterait les gains de productivité

La Malaisie a bénéficié de l'investissement direct étranger (IDE) pour se constituer une base industrielle compétitive, en particulier dans le secteur manufacturier. Or, depuis les années 1990, la Malaisie a vu sa part dans les stocks d'IDE entrant dans les pays de l'Asean diminuer rapidement, en partie à cause de la concurrence que se livrent d'autres pays de la région pour attirer ces investissements sur leur territoire. Si le pays a procédé à une libéralisation unilatérale de sa réglementation de l'IDE, les restrictions qu'elle continue d'appliquer demeurent importantes par rapport à la moyenne de l'OCDE, notamment dans le secteur des services (OECD, 2018a_[38]).

En dépit des succès qu'elle a engrangés, la Malaisie est toujours confrontée à des difficultés pour attirer l'IDE et stimuler sa demande d'emplois très qualifiés. Son score global à l'Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE de l'OCDE est actuellement de 0.25 (sachant que 0 correspond à un pays ouvert, 1 à un pays fermé) (OECD, 2018a_[38]). Ce score est supérieur à la moyenne des pays membres de l'OCDE, des pays non membres et des pays membres de l'Asean. S'agissant de la protection des investisseurs, plusieurs textes de loi en la matière demeurent perfectibles en l'absence de dispositions relatives à la non-discrimination, mais aussi à l'impact environnemental et au développement durable (voir le chapitre thématique). Enfin, selon certains de ses principaux partenaires commerciaux et certains grands groupes industriels, la Malaisie pourrait renforcer encore, en dépit de quelques améliorations ces dernières années, sa protection des droits de propriété intellectuelle, en particulier dans le domaine de la protection des brevets (European Commission, 2018_[39]; U.S. Chamber of Commerce, 2019_[40]).

La libéralisation pourrait passer à un régime supérieur si la Malaisie ratifiait l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). L'objectif de cet accord est de créer un cadre réglementaire global des échanges et de l'investissement, qui facilite l'accès au marché des pays partenaires. Son ambition est d'aller au-delà des dispositions classiques des accords de libre-échange en abordant des questions en suspens comme le développement de l'économie numérique et le rôle des entreprises publiques, mais aussi des PME, dans l'économie mondiale. Le PTPGP comporte une trentaine de chapitres portant notamment sur les échanges de biens et de services, le commerce électronique, les marchés publics, la protection des droits de propriété intellectuelle, le travail, l'environnement et le règlement des différends (OECD, 2018a_[38]). Le gouvernement de Malaisie devrait mettre la dernière main, au second semestre de 2019, à une étude des avantages et inconvénients possibles d'une ratification du PTPGP.

Favoriser la libéralisation des services contribue à la productivité globale

En Malaisie, les secteurs des services emploient plus de 60 % de la main-d'œuvre et représentent plus de la moitié du PIB, si bien qu'ils apportent une contribution majeure à la croissance économique, à la productivité et aux revenus du pays. Des marchés de

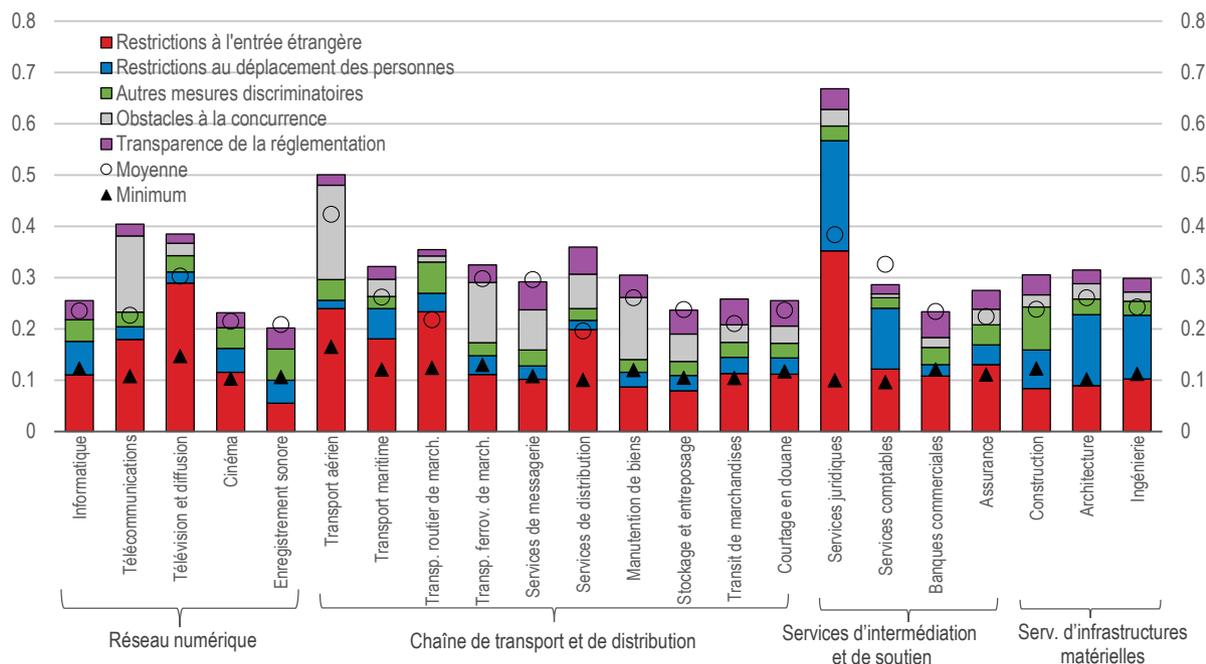
services ouverts et bien réglementés facilitent aussi l'accès aux informations, aux compétences, à la technologie et au financement, et permettent la mobilité internationale d'une main-d'œuvre qualifiée.

L'Indice de restrictivité des échanges de services (IRES) élaboré par l'OCDE montre qu'il est possible de libéraliser le cadre réglementaire des échanges de services en Malaisie (graphique 25). Les restrictions qui s'appliquent à la circulation temporaire des personnes qualifiées, concernant notamment les transferts intra-entreprise ou les fournisseurs contractuels et indépendants, sont également très importantes dans certains services intermédiaires clés qui étayent les chaînes de valeur mondiale comme les services professionnels ou les services informatiques.

Certaines obligations sont applicables à l'ensemble de l'économie et affectent l'ensemble des secteurs des services en Malaisie. Des examens de la situation du marché du travail sont par exemple effectués pour les personnes étrangères qui souhaitent fournir des services de manière temporaire au titre d'un détachement intra-entreprise. En revanche, cette obligation ne s'applique pas aux prestataires de services contractuels et indépendants. La durée de séjour des personnes en détachement au sein d'une même entreprise est de 24 mois, tandis qu'au titre d'un « passeport de visite professionnelle », les deux autres catégories de prestataires ne se voient délivrer qu'un permis de séjour initial d'une durée maximale de 12 mois.

Graphique 25. Il est possible de libéraliser encore davantage la réglementation des services en Malaisie

Indice de restrictivité des échanges de services par secteur, sur une échelle de 0 (ouverture) à 1 (fermeture), 2018



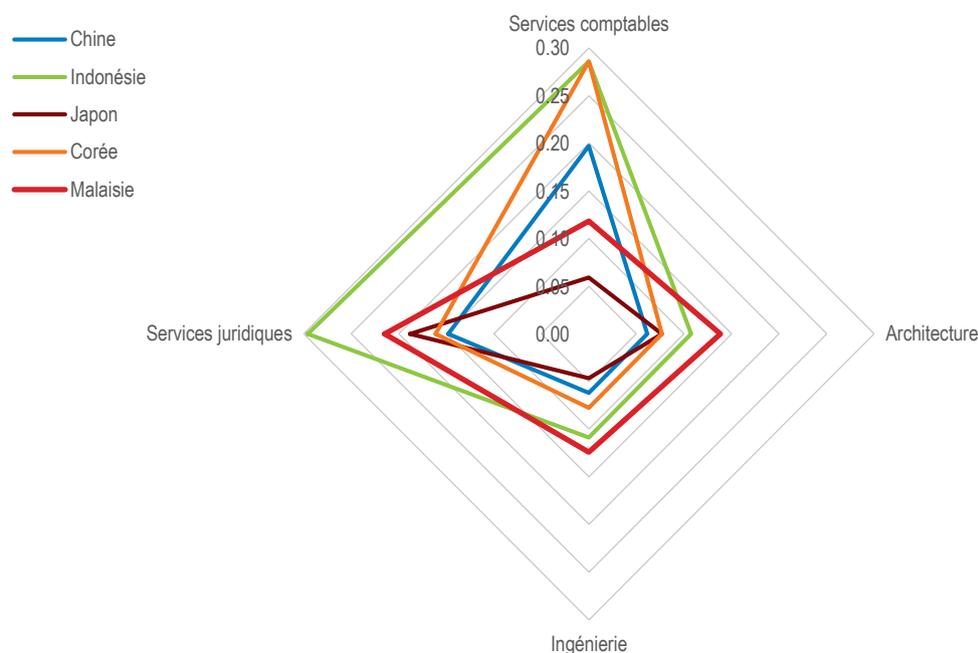
Note : Les valeurs de l'Indice de restrictivité des échanges de services (IRES) sont comprises entre 0 et 1, 1 correspondant au degré maximal de restrictivité. Elles sont établies à partir de la base de donnée IRES, qui renferme des informations sur la réglementation des 36 pays membres de l'OCDE et des pays suivants : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Colombie, Costa Rica, Inde, Indonésie, Malaisie et Russie. La base de données enregistre des mesures qui sont établies d'après le principe de la nation la plus favorisée (NPF). L'accès préférentiel aux marchés n'est pas pris en compte. Le transport aérien et le transport routier de marchandises ne concernent que les établissements commerciaux (avec la circulation connexe des personnes).

Source : OCDE, base de données de l'Indice de restrictivité des échanges de services, <http://www.oecd.org/tad/services-trade/services-trade-restrictiveness-index.htm>.

Dans les services à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée, notamment les services professionnels, les conditions d'octroi des autorisations sont essentielles pour obtenir l'accès aux marchés (Graphique 26). Dans les services juridiques, par exemple, les étrangers souhaitant pratiquer le droit national en Malaisie doivent obtenir des qualifications de certaines universités spécifiques et doivent obtenir le statut de résident. Pour pratiquer le droit international, en revanche, il suffit d'avoir une résidence locale. Dans d'autres professions réglementées, par exemple la comptabilité et l'audit, il peut être plus facile de faire reconnaître certaines qualifications étrangères. Ceux dont les qualifications n'ont pas été reconnues doivent passer un examen de validation auprès de l'institut malaisien des comptables.

Graphique 26. Restrictions à la circulation des personnes (IRES), par type de services professionnels

Échelle de 0 (ouverture) à 1 (fermeture), 2018



Source : OCDE, base de données de l'Indice de restrictivité des échanges de services, <http://www.oecd.org/tad/services-trade/services-trade-restrictiveness-index.htm>.

La Malaisie lève progressivement les restrictions à la circulation des personnes grâce à la libéralisation des échanges de services qui découle de la signature d'accords de partenariat économique et d'accords de libre-échange qui vont au-delà des engagements d'ouverture de l'accès au marché et partant, de circulation des personnes, prises en vertu de l'Accord général sur le commerce des services de l'Organisation mondiale du commerce. La Malaisie a également facilité la reconnaissance mutuelle des qualifications, question qui est étroitement liée à la circulation de la main-d'œuvre qualifiée. Par exemple, en 2014, les membres de l'Asean ont adopté un accord de reconnaissance mutuelle pour les échanges de services intra-Asean qui recouvre huit secteurs dont les services d'ingénierie, les services d'architecture et les services comptables.

Pour résumer, il est possible de libéraliser davantage la réglementation des services en Malaisie et d'assouplir les conditions relatives à la circulation temporaire des personnes qualifiées en supprimant les examens de la situation du marché du travail pour les personnes en détachement intra-entreprise et en allongeant la durée de séjour initial des prestataires de services contractuels et indépendants. Il est également possible d'améliorer les conditions d'octroi d'autorisation pour les prestataires de services professionnels.

Tableau 8. Recommandations antérieures de l'OCDE sur la promotion de la productivité

Principales recommandations	Mesures prises depuis novembre 2016
Mener bien la révision des programmes scolaires fondée sur les évaluations internationales et améliorer l'évaluation, la formation et le développement des compétences des enseignants.	Les évaluations comparatives et la collaboration avec des organisations internationales comme le Bureau international de l'éducation et l'Unesco se poursuivent.
Accroître la collaboration des établissements d'enseignement supérieur avec les entreprises afin que les diplômés soient employables, en mettant l'accent sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP).	Les établissements d'EFTP ont collaboré avec plus de 1 000 entreprises qui ont accueilli plus de 10 000 étudiants en 2016-17. La Malaisie est en train de mettre en place de nouveaux modèles de partenariat qui visent à améliorer la qualité de l'EFTP grâce au développement de l'apprentissage, de la formation en milieu professionnel et de programmes spécialisés de formation par employeur.
Demander une évaluation indépendante de la productivité du secteur public.	Depuis 2016, le ministre de la fonction publique, en collaboration avec la Malaysia Productivity Corporation, procède des mesures de la productivité du secteur public.
Rationaliser la gouvernance du système d'innovation en confiant des mandats clairs au Conseil national de la science et l'Agence de gestion de la recherche.	Un organisme centralisé de gestion de la recherche sera mis en place pour coordonner de manière intégrée les activités publiques de recherche-développement, de commercialisation et d'innovation ainsi que de partage de ressources.
Renforcer l'indépendance de l'autorité de régulation et augmenter ses ressources en capital et en main-d'œuvre. Tendrer les procédures de contrôle des fusions.	Un comité de pilotage haut niveau a été mis en place pour passer en revue les concessions de monopole accordées par le passé.
Modifier le droit de la faillite pour faciliter le sauvetage des entreprises viables. Mettre en place des procédures de faillite extrajudiciaires. Poursuivre la libéralisation de l'investissement afin d'accroître la croissance du secteur des services et d'y renforcer la concurrence.	La nouvelle loi sur les faillites mise en place en 2017 a pour effet d'aligner le cadre des faillites sur les meilleures pratiques internationales. L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste a été signé en mars 2018 et sa ratification est en cours d'examen. Des accords de libre-échange sont en cours de négociation avec l'Union européenne.

Note : Indiquez la note ici. S'il n'y a pas de note, supprimer la ligne.

Source : Indiquez la source ici. S'il n'y a pas de source, supprimer la ligne.

Renforcer le cadre d'action en faveur de la viabilité écologique et de la croissance verte

L'abondante biodiversité et l'environnement riche en forêts de la Malaisie constituent un actif irremplaçable. Leur conservation et leur utilisation durable sont essentielles à la prospérité future du pays et de ses voisins. Le changement climatique représente un défi pour la croissance économique de la Malaisie, comme en témoignent les récentes intempéries qui ont mis à mal la production agricole et donc les exportations de produits comme l'huile de palme et le caoutchouc (en 2016, 13,5 % des biens exportés étaient des produits agricoles). La modification du climat a aussi aggravé le risque de catastrophes naturelles (inondations, sécheresses, tempêtes...), en particulier dans les villes et les localités côtières.

Dans sa contribution prévue déterminée au niveau national présentée dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, la Malaisie s'est engagée à réduire l'intensité d'émission de gaz à effet de serre (GES) de son PIB de 45 % d'ici à 2030 par rapport à 2005. Un objectif de réduction de 35 % a été fixé sans condition, tandis qu'une réduction complémentaire de 10 % sera conditionnée aux financements, transferts de technologie et assistance au développement de capacités que le pays aura reçus de la part des pays développés pour l'adaptation au changement climatique. Pour atteindre cet objectif, la Malaisie devra adopter une trajectoire de développement économique moins émettrice de

carbone (Graphique 27, Partie A). Le gouvernement s'est engagé à prendre une série de mesures en faveur d'un développement écologiquement viable, et notamment à porter la part de l'électricité d'origine renouvelable à 20 % à l'horizon 2025, contre 4.7 % actuellement (Graphique 27, Partie C). Le recours aux centrales à charbon – l'une des principales sources d'émissions de CO₂ – sera réduit. La conservation des espaces forestiers est primordiale pour préserver la biodiversité et contenir les émissions de GES. La Malaisie s'est d'ailleurs engagée en 1992, lors du Sommet de la Terre tenu à Rio, à maintenir sous couvert forestier au moins 50 % de sa superficie terrestre, engagement réaffirmé en 2012 à l'occasion de la Conférence des Nations Unies pour le développement (Rio+20). Si la couverture forestière a progressé ces dernières années, elle reste menacée par les abattages illicites (Graphique 27, Partie F). Afin de faire face à ces risques, le Brésil, par exemple, recourt à des images satellitaires à haute résolution pour surveiller les espaces forestiers et faire respecter les règles de gestion des forêts (OECD, 2017_[41]).

L'éclatement de la gouvernance de la politique de l'environnement et son manque de coordination entraînent des décalages entre planification et réalisation. Pour y remédier, le gouvernement s'est doté en 2018 d'un ministère de l'Énergie, de la Science, de la Technologie, de l'Environnement et du Changement climatique (MESTECC), qui regroupe désormais les missions ministérielles relatives à l'énergie, à l'environnement, au changement climatique et aux technologies vertes. Le MESTECC est appuyé dans sa mission par le ministère des Affaires économiques, qui joue le rôle d'une agence centrale et prend part aux travaux sur un large éventail de politiques publiques et sur le développement inclusif. Outre le renforcement de la gouvernance au niveau de l'administration centrale, promouvoir la participation du public pourrait favoriser une plus grande efficacité dans la mise en œuvre. Cela étant, les expériences de participation aux études d'impact sur l'environnement n'ont pas donné les résultats escomptés pour cause de sensibilisation insuffisante de la population (Zain and Omar, 2018_[42]).

La Malaisie pourrait favoriser une croissance verte en exploitant les mécanismes du marché, par exemple en supprimant progressivement les subventions énergétiques qui ont un effet de distorsion. Les subventions à l'énergie non ciblées sur les populations démunies profitent fréquemment de façon disproportionnée aux catégories les plus aisées, qui consomment les produits subventionnés en plus grandes quantités. Cela vaut tout particulièrement pour les carburants. Bien souvent, les subventions aux combustibles fossiles encouragent le gaspillage de l'énergie et découragent l'investissement dans l'efficacité énergétique et les technologies bas carbone, et entraînent de ce fait une augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) liées à l'énergie (IEA, 2017_[43]). Conscients de ce problème, les pouvoirs publics ont supprimé en décembre 2014 les subventions aux carburants. Ils les ont toutefois rétablies en juin 2018 en faveur de l'ensemble des consommateurs, mais celles-ci vont être remplacées par des aides destinées aux ménages du B40 au second semestre de 2019. Ce nouveau dispositif devrait aider à réduire les subventions énergétiques et à verser des aides aux revenus aux ménages modestes. La Malaisie devrait aussi renforcer la fiscalité sur la combustion d'énergie fossile, par exemple au travers d'une taxe carbone. Elle contribuerait ainsi à faire baisser les émissions de carbone et la pollution de l'air tout en s'assurant un flux continu et substantiel de recettes fiscales (Tableau 7). D'après une étude menée par l'OCDE sur 20 pays (pour la plupart européens, certes), un tiers de ces recettes peuvent suffire pour éviter que l'énergie devienne inabordable pour les ménages modestes (Flues and van Dender, 2017_[44]).

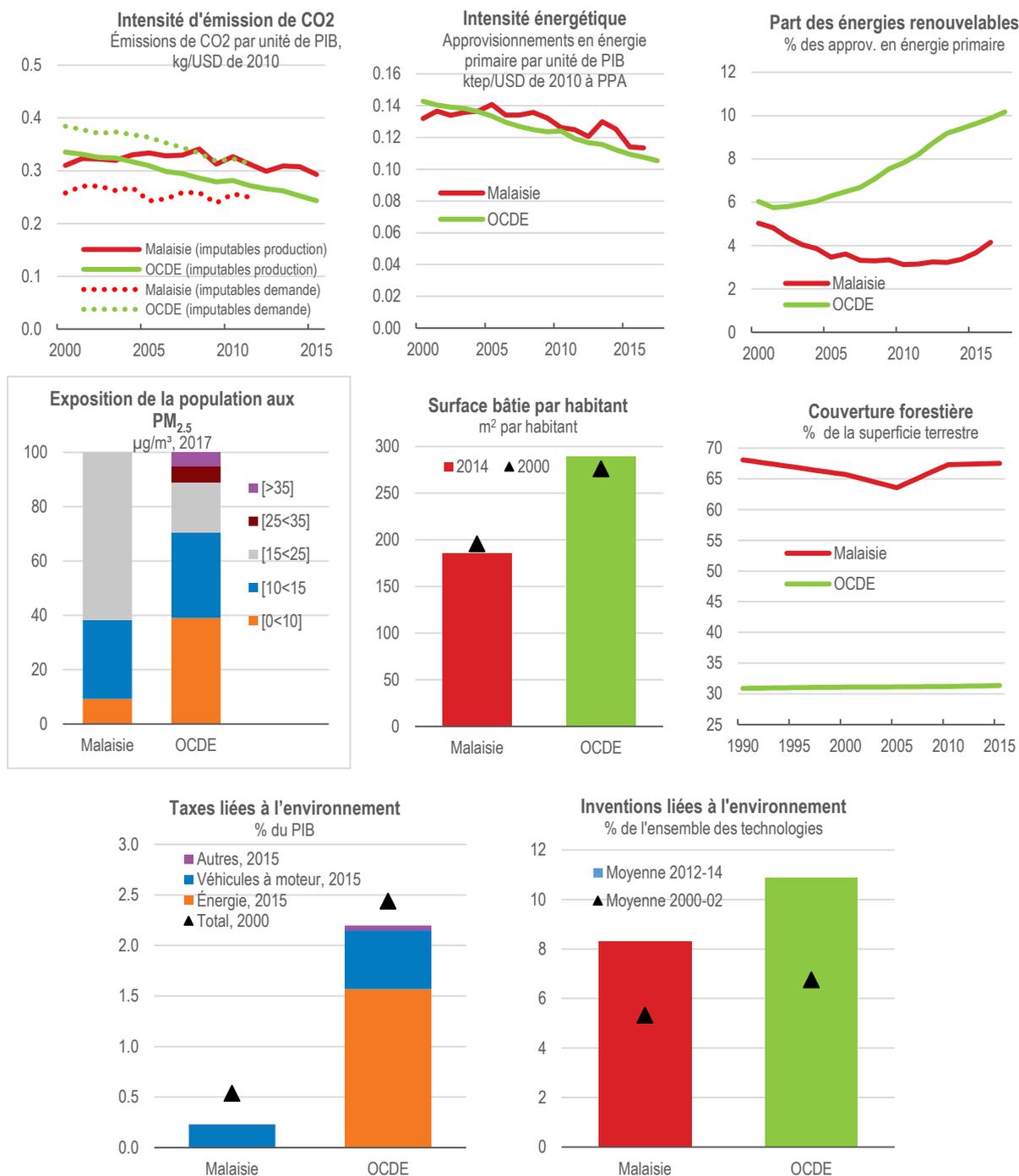
Les politiques en faveur de la croissance verte revêtent une importance particulière dans les zones urbaines de la Malaisie, qui concentrent les activités économiques et sont

confrontées à des problèmes d'environnement grandissants. Si l'urbanisation est synonyme de fort potentiel de développement, la montée en flèche de la consommation de ressources nuit aux performances environnementales. Dans la zone Iskandar Malaysia, par exemple, la population augmentera d'environ 50 % entre 2015 et 2025. La surface bâtie a déjà progressé de 53.5 % entre 2000 et 2010 (soit un taux de croissance annuel de 6.7 %) en raison principalement de la forte expansion du marché du logement. Par conséquent, la superficie agricole a diminué de moitié et les espaces naturels se sont réduits de 10 % depuis 2005. Bien que plus de la moitié des déchets municipaux produits en Malaisie soient constitués de matières organiques ou de papier, le taux de recyclage global reste inférieur à 20 %. Par ailleurs, le déficit de gestion des eaux usées représente une menace pour la qualité de l'eau dans les bassins fluviaux et la santé des habitants (OECD, 2016_[45]). Une approche intégrée rassemblant les autorités locales, les producteurs et les populations locales s'impose pour améliorer la gestion et le recyclage des déchets. Par ailleurs, le taux d'accès aux transports collectifs est avec 39 % relativement faible et devrait descendre à 14 % d'ici à 2025 en cas de politiques inchangées, ce qui est très préjudiciable aux possibilités d'emploi et à la qualité de vie des ménages modestes. Il convient d'accorder un degré de priorité beaucoup plus élevé à la mise en place de transports urbains durables dans le cadre de l'action en faveur de la croissance verte, et de mieux la coordonner avec les politiques d'urbanisme, par exemple en privilégiant un aménagement fondé sur les transports publics.

Des stratégies urbaines de croissance verte peuvent aider la Malaisie à relever efficacement ces défis pressants, vu qu'il est plus aisé de trouver des complémentarités et des synergies à l'échelle des villes pour maximiser l'efficacité des politiques et limiter les corrélations négatives. À titre d'exemple, la valorisation énergétique des déchets peut appuyer les efforts de traitement des déchets tout en allégeant la pression qui pèse sur les moyens de production d'énergie. La gestion des risques de catastrophe est un autre élément essentiel et donc complémentaire de l'action en faveur de la croissance verte urbaine en Malaisie (OECD, 2018_[46]). Il importe que l'État reconnaisse le rôle que peuvent jouer les villes dans chacun des domaines d'action de la croissance verte et qu'il encourage la collaboration verticale et intercommunale. Il apparaît en particulier que les zones métropolitaines de Malaisie se caractérisent par un déficit de collaboration formelle et informelle entre les administrations locales, malgré des besoins criants en la matière (OECD, 2016_[45]). En outre, une coordination et une application efficaces des politiques de l'environnement passent par le renforcement des capacités des agents des collectivités locales. En zones urbaines, il est fondamental d'inventer une mobilité plus verte et notamment, d'anticiper les besoins en véhicules à meilleur rendement énergétique et en véhicules électriques et d'assurer une plus large utilisation des biocarburants. Enfin, il faudrait également multiplier les plates-formes de contact public-privé dans les villes pour réduire le fossé entre les administrations et les entreprises.

Tableau 9. Recommandation antérieure de l'OCDE concernant la croissance verte

Principale recommandation	Mesures prises depuis novembre 2016
Recourir davantage aux mécanismes de marché et à des normes environnementales plus strictes afin de renforcer les stratégies de croissance verte.	Le Fonds pour les contrats de performance énergétique a été lancé en 2017 afin d'accélérer les initiatives d'amélioration de l'efficacité énergétique conduites par les entreprises de services énergétiques. Une nouvelle loi-cadre sur l'efficacité énergétique et les économies d'énergie est en cours d'élaboration en vue de permettre la réalisation des objectifs nationaux relatifs aux émissions de GES.

Graphique 27. La trajectoire de développement économique doit être décarbonée


Source : OCDE (2018), « Indicateurs de la croissance verte », « Brevets », *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données) ; *Base de données des comptes nationaux de l'OCDE* ; AIE (2018), *IEA Energy Prices and Taxes* (base de données) ; Banque mondiale, base de données des *Indicateurs du développement dans le monde*.

Références

- Aizuddin, M. (2018), “Escalating Trade Tensions and Potential Spillovers to Malaysia”, *Bank Negara Malaysia Quarterly Bulletin - Third Quarter 2018*, Kuala Lumpur. [3]
- BNM (2019), *Economic and Financial Developments in the Malaysian Economy in the Fourth Quarter of 2018*, Bank Negara Malaysia, Kuala Lumpur. [5]
- BNM (2018a), *Annual Report 2017*, Bank Negara Malaysia, Kuala Lumpur, [124]
http://www.bnm.gov.my/files/publication/ar/en/2017/ar2017_book.pdf (accessed on 14 September 2018).
- BNM (2018b), *Economic and Financial Developments in the Malaysian Economy in the Second Quarter of 2018*, Bank Negara Malaysia. Kuala Lumpur. [40]
- BNM (2018c), *Governor's Remarks at the 40th Harvard Business School Alumni Club Malaysia Anniversary Dinner: “Public Policy Perspective – Some Thoughts and Contemplations from A Central Banker”*, Bank Negara Malaysia, Kuala Lumpur, [4]
http://dx.doi.org/www.bnm.gov.my/index.php?ch=en_speech&pg=en_speech&ac=790&lang=bnm.
- Brys, B. et al. (2016), “Tax Design for Inclusive Economic Growth”, *OECD Taxation Working Papers*, No. 26, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jlv74ggk0g7-en>. [12]
- EPF (2018), *Social Protection Insights, Vol.3*, Employers' Providend Fund, Kuala Lumpur. [16]
- EPU (2017), *Malaysia Productivity Blueprint*, Economic Planning Unit, Prime Minister's Department, Putrajaya. [9]
- EPU (2015a), *The Eleventh Malaysia Plan Strategy Paper 1 : Unlocking the Potential of Productivity*, Economic Planning Unit, Prime Minister's Department, Putrajaya. [43]
- European Commission (2018), *Report on the protection and enforcement of intellectual property rights in third countries: Commission Staff Working Document*. [31]
- Fernando Fong, V. (2017), “Individual tax base small, hence the need for GST”, *New Strait Times*, <https://www.nst.com.my/news/nation/2017/11/308744/individual-tax-base-small-hence-need-gst> (accessed on 29 Dec 2018). [39]
- Gourdon, J. (2018), “Mapping the OECD Government Procurement Taxonomy with International Best Practices: An Implementation to ASEAN Countries”, *OECD Trade Policy Papers*, No. 216, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/1bd4d59a-en>. [19]
- IDEAS (2015), “*The New Face of KWAN: Proposals to improve Malaysia's Natural Resource Fund*”, Policy IDEAS No.19, Institute for Democracy and Economic Affairs, Kuala Lumpur. [32]
- IEA (2017), *Southeast Asia Energy Outlook 2017*, IEA, Paris, [35]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264285576-en>.

- Johansson, Å. et al. (2008), “Taxation and Economic Growth”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 620, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/241216205486>. [11]
- Kana, G. (2018), “Wages too low, says Bank Negara”, *The Star Online*, <https://www.thestar.com.my/business/business-news/2018/03/31/wages-too-low-says-bank-negara/> (accessed on 24 January 2018). [8]
- Khazanah Research Institute (2018), *The State of Households 2018: Different Realities*, Kuala Lumpur. [6]
- Kim, C. and Zulfikar Ali (2017), “Efficient Management of State Owned Enterprises: Challenges and Opportunities”, *Policy Brief*, Vol. No.2017-4/Asia Development Bank Institute, Tokyo, <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/390251/adbi-pb2017-4.pdf>. [26]
- Lee, H. (2018), “SST – for better or worse?”, *The Star Online*, 1 September, <https://www.thestar.com.my/business/business-news/2018/09/01/sst-for-better-or-worse/> (accessed on 29 December 2018). [13]
- Lim, G. (2018), *2019 Budget Speech*, Ministry of Finance, Putrajaya.
- MEA (2018), *Mid-Term Review of the Eleventh Malaysia Plan*, Economic Planning Unit, Ministry of Economic Affairs, Putrajaya. [9]
- Menon, J. (2017), “Government-linked Companies: Impact on the Malaysian Economy”, *Policy Ideas No.45* Institute for Democratic and Economic Affairs, Kuala Lumpur. [23]
- MOF (2018a), *Explaining the Facts Behind Malaysia's RM1 Trillion of Liabilities*, Press Release, Ministry of Finance, Putrajaya. [21]
- MOF (2018b), *Fiscal Outlook and Federal Revenue Estimates 2019*, Ministry of Finance, Putrajaya, http://www.treasury.gov.my/fo_2019.html. [15]
- MOF (2017), *Economic Report 2017/18*, Ministry of Finance, Putrajaya [24]
- OECD (2019), *Addressing the Tax Challenges of the Digitalisation of the Economy*, OECD Publishing, Paris
- OECD (2018a), *OECD Investment Policy Review of Southeast Asia*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018b), *Building Resilient Cities: An Assessment of Disaster Risk Management Policies in Southeast Asia*, OECD Green Growth Studies, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305397-en>. [38]
- OECD (2017a), *Corporate Governance in Colombia*, Corporate Governance, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264281134-en>. [28]
- OECD (2017b), *Investing in Climate, Investing in Growth*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264273528-en>. [33]

- OECD (2017c), *OECD Recommendation on Public Integrity*, OECD Publishing, Paris.. [29]
- OECD (2016c), *OECD Economic Surveys: Malaysia 2016: Economic Assessment*, OECD Publishing, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-mys-2016-en. [10]
- OECD (2016b), *Urban Green Growth in Dynamic Asia*, OECD Green Growth Studies, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264266360-en>. [37]
- OECD (2015), *OECD Guidelines on Corporate Governance of State-Owned Enterprises*, OECD Publishing, Paris. [27]
- OECD (2015), *The OECD Recommendation on Public Procurement*, OECD Publishing, Paris, <http://www.oecd.org/gov/public-procurement/recommendation/>. [20]
- OECD (2006), “Explicit Contingent Liabilities in Debt Management”, in *Advances in Risk Management of Government Debt*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264104433-7-en>. [22]
- OECD/ADB (2019), *Government at a Glance Southeast Asia 2019*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305915-en>. [44]
- OECD/KIPF (2014), “The Distributional Effects of Consumption Taxes in OECD Countries”, *OECD Tax Policy Studies*, Vol. No.22/OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264224520-en>. [14]
- OECD/WHO (2018), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2018: Measuring Progress towards Universal Health Coverage*, OECD Publishing, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/health_glance_ap-2018-en. [17]
- The Star Online (2018), “Growing from strength to strength”, <https://www.thestar.com.my/news/education/2018/09/02/growing-from-strength-to-strength/> (accessed on 03 December 2018). [90]
- Ülgentürk, L. (2017), “The role of public debt managers in contingent liability management”, *OECD Working Papers on Sovereign Borrowing and Public Debt Management*, No. 8, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/93469058-en>. [25]
- US Chamber of Commerce (2019), *2019 International IP Index*, Washington D.C.
- World Bank (2014a), *Malaysia Economic Monitor: Boosting Trade Competitiveness*, <http://www.worldbank.org/my> (accessed on 14 September 2018). [83]
- World Bank (2014b), *Malaysia Economic Monitor: Towards a Middle-Class Society (December 2014)*, Kuala Lumpur. [1]
- World Bank (2013), *Malaysia Economic Monitor: High-Performing Education*, <http://www.worldbank.org/my> (accessed on 14 September 2018). [75]
- Xavier, G. and A. Xavier (2017), “Public Procurement in Malaysia: Is There a Need for Reform?”, *The Law Review 2017*. [18]

- Zain, F. and D. Omar (2018), “Survey on Public Participation of Malaysia's MTR Project with reference to Environmental Impact Assessment”, *Journal of Advanced Manufacturing Technology*, Vol. Vol.12/No1 (2). [34]
- Zukki, A., J. Ying and A. Rahuman (2018), *Divergence of Economic Performance and Public Sentiments*, BNM, pp. 19-24. [7]

Annex 1.A. Principales recommandations figurant dans la première Évaluation économique de la Malaisie (novembre 2016)

Principales recommandations	Mesures prises depuis novembre 2016
Préserver une croissance résiliente	
Poursuivre l'assainissement budgétaire afin de disposer d'une marge de sécurité en cas de dégradation de la situation.	Le gouvernement a revu son objectif de déficit budgétaire en octobre 2018, en le fixant à 3.0 % du PIB en 2020.
Procéder à une évaluation indépendante des besoins en termes de dépenses et de recettes.	Le gouvernement a demandé à la Banque mondiale d'entreprendre un examen des dépenses publiques dans le domaine de l'agriculture. Cet examen a été achevé en février 2019.
À moyen terme, étudier la possibilité : i) de réduire progressivement les exemptions fiscales puis de relever le taux de la taxe sur les biens et les services, et ii) d'accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu.	Le taux de la TPS a été fixé à 0 % en juin 2018, tandis que la taxe sur les ventes et les services (TVS) a été rétablie en septembre de la même année.
Recourir davantage aux mécanismes de marché et à des normes environnementales plus strictes afin de renforcer les stratégies de croissance verte.	Un Fonds pour les contrats de performance énergétique a été créé en 2017 pour accélérer les initiatives d'efficacité énergétique engagées par les sociétés de services d'énergie. Une nouvelle loi de large portée sur l'efficacité énergétique et les économies d'énergie est en cours de rédaction pour répondre aux ambitions nationales en matière d'émissions de gaz à effet de serre.
Doper la productivité	
Mener à bien la révision des programmes scolaires fondée sur les évaluations internationales et améliorer l'évaluation, la formation et le développement des compétences des enseignants.	Les évaluations comparatives et la collaboration avec des organisations internationales comme le Bureau international d'éducation et l'Unesco se poursuivent..
Accroître la collaboration des établissements d'enseignement supérieur avec les entreprises afin que les diplômés soient employables, en mettant l'accent sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP).	Les établissements d'EFTP ont collaboré avec plus de 1 000 entreprises qui ont reçu plus de 10 000 étudiants en 2016-17. La Malaisie est en train de mettre en place de nouveaux modèles de partenariat qui vise à améliorer la qualité de l'EFTP grâce au développement de l'apprentissage, de la formation en milieu professionnel et de programmes spécialisés de formation par l'employeur.
Demander une évaluation indépendante de la productivité du secteur public.	Depuis 2016, le ministère de la fonction publique, en collaboration avec la Malaysia Productivity Corporation, procède à des mesures de la productivité du secteur public.
Rationaliser la gouvernance du système d'innovation en confiant des mandats clairs au Conseil national de la science et à l'Agence de gestion de la recherche.	Un organisme centralisé de gestion de la recherche sera mis en place pour coordonner de manière intégrée les activités publiques de recherche-développement, de commercialisation et d'innovation ainsi que de partage de ressources.
Renforcer l'indépendance de l'autorité de régulation et augmenter ses ressources en capital et en main-d'œuvre. Étendre les procédures de contrôle des fusions.	Un comité de pilotage à haut niveau a été mis en place pour passer en revue les concessions de monopole accordées par le passé.
Modifier le droit de la faillite pour faciliter le sauvetage des entreprises viables. Mettre en place des procédures de faillite extrajudiciaires.	La nouvelle loi sur les faillites mise en place en 2017 a pour effet d'aligner le cadre des faillites sur les meilleures pratiques internationales.
Poursuivre la libéralisation de l'investissement afin d'accélérer la croissance du secteur des services et d'y renforcer la concurrence.	L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste a été signé en mars 2018 et sa ratification est en cours d'examen. Des accords de libre-échange sont en cours de négociation avec l'Union européenne.

Poursuivre la libéralisation de l'investissement afin d'accélérer la croissance du secteur des services et d'y renforcer la concurrence.

Promouvoir la flexibilité des conditions de travail et investir davantage dans le système d'accueil des jeunes enfants, la formation continue et les reconversions.	Le nombre de salariés admissibles au bénéfice d'une formation relevant du Fonds de développement des ressources humaines a augmenté, de manière que davantage de sous-secteurs et de petites et moyennes entreprises (PME) puissent en bénéficier au cours de la période 2015-18.
Développer un système global de protection sociale, notamment en mettant en œuvre un régime d'assurance chômage.	En janvier 2018 est entrée en vigueur la loi de 2017 sur le régime d'assurance chômage, qui permet aux travailleurs ayant perdu leur emploi de bénéficier d'une aide financière temporaire et de mesures de recyclage. En juin 2017 est entrée en vigueur la loi de 2017 sur la sécurité sociale des travailleurs indépendants, qui offre une protection sociale aux travailleurs indépendants du secteur informel.
Augmenter l'âge d'ouverture des droits à la retraite parallèlement à l'amélioration de l'espérance de vie en bonne santé, et réduire les dérogations permettant de procéder avant la retraite à des retraits de fonds anticipés.	Une réflexion est en cours sur le report de l'âge légal de départ à la retraite en fonction de l'espérance de vie et de la productivité des fonctionnaires.
Affilier les futurs employés du secteur public au régime de retraite à cotisations définies du secteur privé.	Une réforme de la fonction publique est en cours. L'un des axes de travail porte
Améliorer les services sociaux, les transports et la connectivité à haut débit dans les régions rurales isolées.	Des initiatives seront prises en 2018-20 pour améliorer le réseau routier, l'accès à l'eau, l'approvisionnement en électricité et les infrastructures numériques dans les zones rurales.

Études économiques de l'OCDE

MALAISIE 2019 (VERSION ABRÉGÉE)

Comparée à d'autres économies de marché émergentes, l'économie de la Malaisie a réalisé de très bons résultats ces dernières années, et le pays rattrape rapidement les niveaux de vie observés dans les pays de l'OCDE. Son PIB par habitant en 2017 (d'environ 27 000 USD aux prix de 2011 à PPA) approchait ainsi les deux tiers de la moyenne de l'OCDE et excédait le niveau mesuré au Mexique, en Turquie et au Chili. La résilience de la Malaisie aux chocs extérieurs s'est renforcée grâce à la diversification de ses exportations de produits et à une plus grande prudence de ses politiques macroéconomiques.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/e544ad44-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2019/13
Juillet 2019

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2019
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-55640-9



9 789264 556409